

2 Rapport de gestion **26** Rapport de la direction relativement aux états financiers consolidés **27** Rapport de l'auditeur indépendant **28** États consolidés du résultat net et états consolidés du résultat global **29** États consolidés des variations des capitaux propres **31** Tableaux consolidés des flux de trésorerie **32** États consolidés de la situation financière **33** Notes complémentaires aux états financiers consolidés

9

centres de
distribution

Plus de
500
magasins

Près de
24 000
employés

4,1 G\$

de ventes consolidées annuelles



Une année de transformations

Repositionnement de nos bannières

Amélioration de nos stratégies de merchandising

Introduction de nouveaux produits et nouvelles catégories

Amélioration marquée de la profitabilité



RAPPORT DE GESTION POUR L'EXERCICE FINANCIER TERMINÉ LE 28 DÉCEMBRE 2014

Pour l'exercice de 52 semaines terminé le 28 décembre 2014 comparativement à l'exercice de 52 semaines terminé le 29 décembre 2013

RONA inc. est un important distributeur et détaillant d'articles de quincaillerie, de construction et de rénovation résidentielle au Canada. La Société compte un réseau de plus de 500 magasins corporatifs, franchisés et de marchands affiliés indépendants de formats complémentaires et variés. Avec ses neuf centres de distribution, RONA dessert son réseau de magasins ainsi que plusieurs marchands indépendants qui opèrent sous d'autres bannières, incluant Ace pour laquelle RONA détient une licence de droits d'utilisation et en est le distributeur exclusif au Canada. La Société génère des ventes consolidées annuelles de 4,1 milliards de dollars et emploie environ 24 000 personnes. Pour plus de renseignements, visitez rona.ca.

Les ventes de RONA comprennent des :

- ventes au détail, effectuées dans les magasins corporatifs détenus par RONA;
- redevances sur les ventes au détail effectuées par les magasins franchisés;
- ventes au détail des magasins dans lesquels RONA détient une participation majoritaire;
- ventes en gros effectuées à des magasins franchisés (nettes des quotes-parts de RONA dans ces derniers);
- ventes en gros effectuées à des magasins affiliés appartenant à des marchands indépendants;
- services d'installation et de livraisons de biens.

ÉTATS FINANCIERS

Le présent rapport de gestion doit être lu parallèlement avec les états financiers consolidés audités de la Société et les notes complémentaires pour l'exercice de 52 semaines terminé le 28 décembre 2014. Les états financiers consolidés audités ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Les montants figurant dans les états financiers sont libellés en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les expressions « RONA », « nous », « notre », « nos » ou la « Société », sauf indication contraire, désignent RONA inc. et ses filiales. RONA a déposé ses états financiers consolidés audités auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières et il est possible de les consulter sur le site de la Société à l'adresse www.rona.ca et le site internet de SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

EXERCICE FINANCIER

L'exercice financier de RONA prend fin le dernier dimanche de chaque année et compte habituellement 52 semaines. Aux fins de la présentation de l'information financière intermédiaire, la clôture des trimestres a lieu le dernier dimanche de mars, de juin, de septembre et de décembre, respectivement et ces trimestres comportent habituellement 13 semaines. Pour les exercices 2013 et 2014, les années comportaient 52 semaines d'opération alors que l'année 2012 en comportait 53.

ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 19 juin 2013, la Société a conclu une entente visant la vente de la majorité des actifs de sa Division du marché commercial et professionnel à Talisker Plumbing Corporation, une filiale d'EMCO Corporation. Cette division spécialisée dans la plomberie, le chauffage, la ventilation et le conditionnement d'air (« HVAC »), fait partie d'une filiale de la société mère. La transaction s'est conclue le 21 octobre 2013 pour une contrepartie totale de 219,6 millions de dollars, composée de 213,7 millions en espèces et un solde dû de 5,9 millions, qui a été réglé lors de la finalisation des ajustements de fonds de roulement le 14 avril 2014. Pour la période du 31 décembre 2012 au 21 octobre 2013, les résultats liés à cette division sont présentés à titre de « Résultat net des activités abandonnées » à l'état consolidé du résultat net de RONA. La note 10 aux états financiers consolidés audités fournit plus de détails sur les résultats de ces activités.

MESURES DE PERFORMANCE NON CONFORMES AUX IFRS

RONA présente certaines mesures de performance qui ne sont pas conformes aux IFRS. La direction est d'avis que ces mesures sont utiles dans l'analyse de la performance opérationnelle de la Société. Ces mesures de performance ne doivent pas être considérées isolément ou comme substituts aux autres mesures de performance calculées en conformité avec les IFRS, mais plutôt comme renseignements complémentaires.

Le BAIIA est défini par la Société comme étant le résultat opérationnel avant les charges financières, la charge d'impôts sur le résultat et les amortissements et la dépréciation des actifs non financiers. Cette mesure est largement répandue dans les milieux financiers pour mesurer la rentabilité des opérations.

Les ventes comparables est une mesure utilisée par la direction et est courante dans notre industrie. Cette mesure identifie la croissance des ventes générées par le réseau de magasins existants et, est ajustée de l'effet des magasins fermés. Elle exclut également les acquisitions et les nouveaux magasins.

Le terme « organique », est une mesure utilisée par la direction afin d'illustrer l'évolution de différents postes de l'état consolidé du résultat net attribuable au réseau de magasins existants. Cette mesure exclut l'effet des magasins fermés, les acquisitions et les nouveaux magasins.

La direction utilise aussi les mesures de performance non conformes aux IFRS suivantes : le BAIIA ajusté; la marge de BAIIA ajustée; la marge brute ajustée; les frais de vente, généraux et d'administration ajustés; les amortissements et dépréciation des actifs non financiers ajustés; les charges financières ajustées; le résultat net attribuable aux actions participantes ajusté; le résultat net de base et dilué par action attribuable aux propriétaires de RONA inc. ajusté et la dette nette de l'encaisse. Ces mesures reflètent l'inclusion ou l'exclusion de certains montants qui sont considérés comme non représentatifs de la performance financière récurrente de la Société.

Tel qu'indiqué précédemment, le BAIIA et le BAIIA ajusté ne sont pas des mesures normalisées par les normes IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables avec des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Dans ce contexte, le tableau suivant présente un rapprochement du résultat net au BAIIA et au BAIIA ajusté pour les activités poursuivies des exercices 2014 et 2013.

Rapprochement du résultat net au BAIIA et BAIIA ajusté

(en milliers de dollars canadiens)	Exercices terminés les		
	28 décembre 2014	29 décembre 2013	Variation \$
Résultat net	78 247	(153 014)	231 261
Résultat net des activités abandonnées	1 360	(117 417)	118 777
Résultat net des activités poursuivies	76 887	(35 597)	112 484
Charges financières	16 238	14 000	2 238
Amortissements et dépréciation des actifs non financiers	91 042	113 850	(22 808)
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	27 509	(13 044)	40 553
BAIIA des activités poursuivies	211 676	79 209	132 467
Charges de restructuration et autres coûts ⁽¹⁾	23 697	82 879	(59 182)
Autres coûts reliés à la mise en place du plan de redressement	–	23 022	(23 022)
BAIIA ajusté des activités poursuivies	235 373	185 110	50 263

⁽¹⁾ Se référer à la note 5.4 *Charges de restructuration, dépréciation d'actifs non financiers et autres coûts* des états financiers consolidés audités, pour plus de renseignements.

Les tableaux suivants présentent un sommaire de l'effet de chaque ajustement sur les mesures de performance non conformes aux IFRS des activités poursuivies de la Société pour l'exercice 2014. Les sections Résultats consolidés des activités poursuivies et Résultats sectoriels des activités poursuivies expliquent en détail chaque ajustement par mesure de performance non conforme aux IFRS pour les exercices 2014 et 2013.

CONCILIATION DES ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES – 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Exercice terminé le 28 décembre 2014	Charges de restructuration, dépréciation d'actifs non financiers et autres coûts ⁽¹⁾	Autres coûts reliés à la mise en place du plan de redressement	Total des ajustements	Exercice terminé le 28 décembre 2014 ajusté
Marge brute	1 066 712	–	–	–	1 066 712
Frais de vente, généraux et d'administration	855 036	23 697	–	23 697	831 339
BAIIA	211 676	(23 697)	–	(23 697)	235 373
Amortissements et dépréciation des actifs non financiers	91 042	(1 346)	–	(1 346)	92 388
Charges financières	16 238	2 330	–	2 330	13 908
Résultat avant impôts	104 396	(24 681)	–	(24 681)	129 077
Charge (recouvrement) d'impôts	27 509	(6 503)	–	(6 503)	34 012
Participations ne donnant pas le contrôle	2 437	–	–	–	2 437
Résultat net attribuable aux propriétaires de RONA inc.	74 450	(18 178)	–	(18 178)	92 628
Dividendes sur actions privilégiées	9 267	–	–	–	9 267
Résultat net attribuable aux actions participantes	65 183	(18 178)	–	(18 178)	83 361
Résultat net de base et dilué par action (en dollars)	0,55	(0,15)	–	(0,15)	0,70
Moyenne pondérée d'actions (en milliers)	118 465	118 465	118 465	118 465	118 465

⁽¹⁾ Se référer à la note 5.4 *Charges de restructuration, dépréciation d'actifs non financiers et autres coûts* des états financiers consolidés audités, pour plus de renseignements.

CONCILIATION DES ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES – 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Exercice terminé le 29 décembre 2013	Charges de restructuration, dépréciation d'actifs non financiers et autres coûts ⁽¹⁾	Autres coûts reliés à la mise en place du plan de redressement	Total des ajustements	Exercice terminé le 29 décembre 2013 ajusté
Marge brute	1 098 688	1 352	(8 158)	(6 806)	1 105 494
Frais de vente, généraux et d'administration	1 019 479	84 231	14 864	99 095	920 384
BAlIA	79 209	(82 879)	(23 022)	(105 901)	185 110
Amortissements et dépréciation des actifs non financiers	113 850	22 998	–	22 998	90 852
Charges financières	14 000	1 913	–	1 913	12 087
Résultat avant impôts	(48 641)	(107 790)	(23 022)	(130 812)	82 171
Charge d'impôts (recouvrement)	(13 044)	(28 834)	(6 158)	(34 992)	21 948
Participation ne donnant pas le contrôle	1 017	–	–	–	1 017
Résultat net attribuable aux propriétaires de RONA inc.	(36 614)	(78 956)	(16 864)	(95 820)	59 206
Dividendes sur actions privilégiées	9 288	–	–	–	9 288
Résultat net attribuable aux actions participantes	(45 902)	(78 956)	(16 864)	(95 820)	49 918
Résultat net de base et dilué par action (en dollars)	(0,38)	(0,65)	(0,14)	(0,79)	0,41
Moyenne pondérée d'actions (en milliers)	121 779	121 779	121 779	121 779	121 779

(1) Se référer à la note 5.4 *Charges de restructuration, dépréciation d'actifs non financiers et autres coûts* des états financiers consolidés audités, pour plus de renseignements.

FAITS SAILLANTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

RENSEIGNEMENTS CHOISIS

(en millions de dollars, sauf pour le nombre d'actions et le bénéfice par action)	Exercices financiers terminés les		
	28 décembre 2014	29 décembre 2013	30 décembre 2012*
Produits	4 096,4	4 192,2	4 444,2
Résultat net provenant des activités poursuivies attribuable aux actions participantes	65,2	(45,9)	12,3
Par action, dilué	0,55	(0,38)	0,10
Résultat net ajusté provenant des activités poursuivies attribuable aux actions participantes	83,4	49,9	73,5
Par action, dilué	0,70	0,41	0,60
Total de l'actif	2 336,1	2 342,5	2 797,2
Dettes nettes de l'encaisse	169,9	167,2	299,9
Actions ordinaires en circulation à la fin de l'exercice (en millions)	113,6	120,7	121,4

* L'exercice terminé en décembre 2012 comporte 53 semaines.

Au cours des trois derniers exercices, RONA a enregistré des charges importantes reliées au redressement de la performance financière de la Société. Un montant net après impôts de 61,2 millions de dollars a été comptabilisé en 2012, 95,8 millions en 2013 et 18,2 millions en 2014. Ces ajustements ont eu des répercussions significatives sur le résultat net de la Société, lequel est passé d'un bénéfice net de 12,3 millions de dollars en 2012, à une perte nette de 45,9 millions en 2013 et un bénéfice net de 65,2 millions en 2014. En considérant ces ajustements, le résultat net ajusté provenant des activités poursuivies est passé de 73,5 millions de dollars en 2012, à 49,9 millions en 2013 et à 83,4 millions en 2014. Les résultats des trois derniers exercices ont également été affectés par des conditions de marché particulièrement difficiles alors que les mises en chantier de logements individuels ont connu d'importantes baisses et que la concurrence s'est intensifiée dans plusieurs régions du pays.

En 2012, RONA avait lancé son plan *Nouvelles réalités, nouvelles solutions*. Ce plan permettait de raffiner le concept de magasin de proximité sans devoir faire des investissements considérables. Ce plan avait été lancé après un examen approfondi de l'amélioration de la productivité de tous les magasins RONA au pays. Il a généré des retombées annuelles récurrentes de 10,5 millions de dollars. Les initiatives de ventes et les retombées positives du plan *Nouvelles réalités, nouvelles solutions* ont partiellement compensé les incidences négatives du changement de mixte de produits et la concurrence accrue. Au 30 décembre 2012, la dette nette de l'encaisse se situait à 299,9 millions de dollars. La Société a également mis en place, en novembre 2011, un programme de rachat d'actions dans le cours normal des activités lui permettant de racheter entre le 11 novembre 2011 et le 10 novembre 2012, un maximum de 11,0 millions d'actions ordinaires. De novembre 2011 à novembre 2012, la Société a racheté 10,4 millions d'actions à un prix moyen de 9,47 \$ par action pour un montant de 98,5 millions de dollars.

En 2013, RONA avait entrepris d'importantes transformations organisationnelles, lesquelles se sont effectuées dans un contexte de marché difficile pour l'industrie de la rénovation – construction. La mise en œuvre des mesures de restructuration et de réorganisation visant à améliorer la rentabilité et à réaliser des économies de 110 millions de dollars, sur une base annualisée, a donné les résultats escomptés. Ce plan comprenait la fermeture de 11 magasins (huit en Ontario et trois en Colombie-Britannique), la réduction des dépenses liées à l'administration, au marketing, à la commercialisation et à la distribution et finalement, la réduction de 325 postes administratifs répartis dans les quatre centres administratifs au Canada. Tel que prévu, une portion des économies a été réinvestie dans des initiatives visant à stimuler les ventes et à améliorer le positionnement de nos bannières. Une gestion rigoureuse du capital exercée par un contrôle serré des investissements en immobilisations a permis à RONA de générer des flux de trésorerie libres de 30,6 millions de dollars. Cette somme a été notamment affectée au rachat d'actions ordinaires. L'exercice 2013 a représenté un point tournant pour RONA qui a décidé de concentrer ses efforts à optimiser la performance de ses actifs stratégiques et ainsi, vendre sa Division du marché commercial et professionnel. Le produit de cette transaction de 213,7 millions de dollars conclue en octobre 2013, a été appliqué en réduction de la dette à long terme de la Société.

L'exercice 2014 a été une année où la relance de la croissance était au cœur des décisions. RONA a identifié trois priorités d'affaires pour 2014, soit l'augmentation des ventes, le parachèvement de la transformation de la bannière Réno-Dépôt ainsi que le développement et l'implantation de nouvelles stratégies de positionnement pour l'ensemble des bannières au pays. Ces actions ont résulté en une première année de croissance des ventes comparables depuis 2006. Cette croissance reflète le succès du repositionnement des bannières TOTEM et Réno-Dépôt ainsi que l'effet positif sur les ventes de l'amélioration de la stratégie de marchandisage auprès des entrepreneurs. La rentabilité de RONA a continué à s'améliorer grâce, notamment, à une gestion rigoureuse des frais de vente, généraux et d'administration, démontrant l'effet du levier opérationnel associé au modèle d'affaires de la Société. RONA a généré des flux monétaires libres de 99,9 millions de dollars et affichait une solide situation financière avec une dette nette de l'encaisse de 169,9 millions de dollars en fin d'année. La Société a également mis en place, en novembre 2013, un programme de rachat d'actions dans le cours normal des activités lui permettant de racheter entre le 18 novembre 2013 et le 17 novembre 2014, un maximum de 8,6 millions d'actions ordinaires. De novembre 2013 à novembre 2014, la Société a racheté 6,1 millions d'actions à un prix moyen de 12,69 \$ par action pour un coût total de 77,4 millions de dollars.

MISE À JOUR SUR L'ORIENTATION STRATÉGIQUE DE LA SOCIÉTÉ

Le 27 juin 2013, Robert Sawyer, président et chef de la direction de RONA, a annoncé des mesures de restructuration et de réorganisation visant à accélérer le virage en cours et à améliorer la rentabilité de la Société. Les mesures annoncées totalisaient des économies annualisées de 110,0 millions de dollars. De ce montant, la Société avait prévu que 30 % des économies, ou 33,0 millions de dollars, seraient réinvesties pour améliorer le positionnement de nos bannières et notre stratégie de marchandisage à travers le pays. Ainsi, l'objectif d'économies nettes du réinvestissement totalisait 77,0 millions de dollars.

Les économies cumulatives depuis la mise en place du plan de réduction de coûts totalisent 61,4 millions de dollars, soit 34,3 millions en 2013 et 27,1 millions en 2014. À compter de la fin du second trimestre, l'équipe de direction a maximisé l'utilisation des leviers à sa disposition afin d'optimiser la stratégie de marchandisage et de repositionnement des bannières. Malgré un impact négatif relié à la stratégie de réinvestissement sur la marge brute consolidée ajustée en pourcentage, ces décisions ont résulté en une croissance positive des ventes comparables. Cette croissance a généré une hausse du BAIIA basée sur l'effet de l'augmentation du volume d'affaires de 18,2 millions de dollars pour l'exercice 2014. Ainsi, les bénéfices découlant des réductions de coûts à hauteur de 61,4 millions de dollars jumelés à la hausse du volume de ventes sur le BAIIA de 18,2 millions totalisent 79,6 millions de dollars d'impact sur le BAIIA relié au plan de réduction de coûts, soit 103,3 % de l'objectif initial de 77,0 millions.

La mise en place de ces initiatives nous a permis de faire croître la marge de BAIIA de 140 points de base pour l'exercice 2014, démontrant ainsi les effets bénéfiques du levier opérationnel du modèle d'affaires de RONA. La fin de l'exercice 2014 marque aussi la concrétisation du plan de redressement. Le tableau suivant présente la vue finale des bénéfices reliés au plan de réduction de coûts.

Économies de coûts reliées au plan de réduction de 110 millions de dollars

Hypothèses du plan de réduction de coûts

Objectif prévu		110 000
Réinvestissement (30 % des économies)		(33 000)
Total – Objectif prévu		77 000
Économies cumulatives réalisées		
2013		
Impact BAIIA	34 246	
Total	34 246	34 246
2014		
Économie de frais de vente, généraux et d'administration		
Organique	24 024	
Fermeture de magasins	55 745	
	79 769	
Impact du plan sur la marge brute		
Organique (réinvestissement, stratégie de prix, liquidation, etc.)	(13 803)	
Fermeture de magasins (marge brute attribuable aux magasins fermés)	(38 828)	
	(52 631)	
Contribution au BAIIA (frais de ventes, généraux et d'administration nets de l'impact sur la marge brute)		
Organique	10 221	
Fermeture de magasins	16 917	
Total	27 138	27 138
Économies totales réalisées – Impact BAIIA 2013 et 2014		61 384
Effet volume relié au positionnement de bannières et stratégie de merchandising sur le BAIIA 2014		18 177
Total - Économies cumulatives réalisées		79 561
Total - Économies cumulatives réalisées / Total - Objectif prévu		103,3 %

L'année 2014 a aussi été axée sur la satisfaction des besoins des différentes clientèles cibles de RONA afin d'accroître de façon profitable ses parts de marché dans une industrie en ralentissement. RONA a concentré ses efforts au déploiement d'un nouveau positionnement pour certaines de ses bannières, dont TOTEM, exploitée dorénavant sous la bannière RONA, et Réno-Dépôt. Étant donné les premiers signes favorables des transformations initiales des magasins Réno-Dépôt, la Société a décidé d'accélérer le repositionnement des autres magasins. Ainsi, à la fin du deuxième trimestre de 2014, l'offre de l'ensemble des magasins Réno-Dépôt a été repositionnée selon le nouveau concept. Au cours du second semestre, tous les efforts ont été mis en place afin de tirer le maximum de cette bannière. Les ventes sont d'ailleurs en constante progression depuis la fin des travaux, et l'ensemble de la bannière a présenté des ventes comparables positives pour l'exercice, et ce, malgré plusieurs semaines de ralentissement important des affaires durant les rénovations. Cette croissance des ventes comparables est la première pour cette bannière depuis 2004. Enfin, vu le succès de la bannière Réno-Dépôt au Québec, RONA ouvrira au printemps 2015, deux magasins sous le nouveau concept de Réno-Dépôt dans des bâtiments existants en Ontario (Aurora) et en Alberta (Calgary) afin d'évaluer l'impact d'une telle offre.

Toujours dans le but de satisfaire les besoins de sa clientèle cible mais également d'améliorer son positionnement concurrentiel, RONA a amélioré sa stratégie de merchandising au courant de l'année, particulièrement pour certains produits de commodité en forte demande par les entrepreneurs et les professionnels. L'objectif ciblé consistait à maximiser le pouvoir d'achat et offrir de meilleures conditions d'exploitation à l'ensemble de son réseau. Les résultats se sont fait sentir à partir du second semestre avec des ventes comparables positives à travers l'ensemble du réseau.

L'année 2014 marquait également la mise en place du plan d'expansion de la Société. Cette expansion sera disciplinée, mais se fera dans des environnements où il faut protéger et renforcer nos parts de marché et dans des environnements où l'investissement est justifié par un fort potentiel de croissance.

PRIORITÉS FINANCIÈRES

Mises en place il y a trois ans, nos priorités financières dictent toujours nos actions. Ainsi, cette démarche vise, à moyen terme, l'atteinte d'un rendement sur capital supérieur à 10 %. Ayant comme objectif d'augmenter l'achalandage et de regagner un volume plus important dans les catégories des matériaux de construction, l'effet du changement dans la composition des ventes a favorisé des produits générant des marges brutes plus faibles affectant les résultats de la Société. La réduction des frais de vente, généraux et d'administration ajustés provenant des activités comparables et de la fermeture de magasins sous-performants a permis d'atténuer cette pression sur les résultats. Ces décisions nous permettent aujourd'hui de présenter des tendances favorables sur plusieurs indicateurs clés. Ainsi, depuis le début de l'année 2014, l'amélioration des ventes comparables et la réduction

des frais de vente, généraux et d'administration ont permis un accroissement du BAIIA ajusté, tant en dollars qu'en pourcentage des ventes. Cette amélioration s'est ainsi reflétée sur le résultat net par action ajusté et le rendement sur capital. Les tableaux suivants démontrent l'évolution soutenue de certains éléments clés et d'éléments de valorisation depuis le début de l'année :

Évolution des indicateurs clés (considérant les éléments d'ajustement)

(en milliers de dollars canadiens)	Premier trimestre 2014 ⁽¹⁾	Deuxième trimestre 2014 ⁽¹⁾	Troisième trimestre 2014 ⁽¹⁾	Quatrième trimestre 2014 ⁽¹⁾	Exercice 2014
Ventes comparables (détail)	(3,4 %)	(0,7 %)	2,0 %	6,0 %	1,1 %
Croissance organique					
Produits consolidés	(34 201)	(6 655)	46 283	53 364	60 764
Marge brute consolidée ajustée	(15 014)	(2 949)	4 864	16 141	4 374
Frais de vente, généraux et d'administration	(18 086)	(7 971)	(6 531)	5 743	(24 024)
Amélioration totale (en points de base)	(200)	(140)	(170)	(160)	(170)
BAIIA ajusté	3 072	5 022	11 395	10 398	28 398
Amélioration totale (en points de base)	110	140	110	160	140

⁽¹⁾ Les analyses trimestrielles sont basées sur le statut de chacun des magasins au moment où l'analyse est préparée. Si le statut d'un magasin change en cours d'année, l'information cumulative prend alors en compte son nouveau statut.

Évolution des éléments de valorisation (considérant les éléments d'ajustement)

(en dollars canadiens)	Premier trimestre 2014	Deuxième trimestre 2014	Troisième trimestre 2014	Quatrième trimestre 2014	Exercice 2014
Résultat net par action ajusté	(0,12)	0,35	0,33	0,15	0,70
Écart résultat net par action ajusté comparativement à 2013	0,03	0,07	0,08	0,11	0,29
Croissance année sur année	20,0 %	25,0 %	32,0 %	275,0 %	70,7 %
Rendement sur capital					
2013	4,5 %	3,9 %	3,8 %	3,5 %	3,5 %
2014	4,0 %	4,6 %	5,1 %	5,6 %	5,6 %
Écart (en points de base)	(50)	70	130	210	210

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DES ACTIVITÉS POURSUIVIES

À moins d'indication contraire, les résultats analysés dans la présente section sont ceux de la période de 52 semaines terminée le 28 décembre 2014 et, lorsque comparés, le sont avec les résultats de la période de 52 semaines terminée le 29 décembre 2013.

ÉLÉMENTS DE CONJONCTURE

Statistiques clés de l'industrie de la rénovation – construction

(Variation se terminant le 31 décembre 2014 comparativement à la même période en 2013)

	Mise en chantier de logements individuels		Revente de maisons existantes		Prix de vente moyen des logements	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Ouest canadien	3,6 %	(3,0 %)	10,2 %	6,7 %	4,5 %	4,9 %
Ontario	(0,2 %)	(13,3 %)	3,6 %	1,1 %	7,1 %	4,7 %
Québec	(10,8 %)	(24,1 %)	(0,8 %)	(8,0 %)	0,0 %	0,8 %
Provinces de l'Atlantique	(16,6 %)	(31,0 %)	(2,7 %)	(7,5 %)	0,2 %	1,8 %
Total – Canada	(0,8 %)	(12,0 %)	5,0 %	1,0 %	6,7 %	5,3 %

Sources : Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) et l'Association canadienne de l'immeuble.

Dans son *Rapport sur la politique monétaire* publié en janvier 2015, la Banque du Canada mentionne que l'inflation est demeurée près de la cible de 2 % au cours des derniers trimestres. Toutefois, les pressions déflationnistes exercées par l'importante offre excédentaire présente au sein de l'économie ainsi que les effets de la concurrence dans le commerce de détail sont toujours présents. Ceux-ci ont été temporairement contrebalancés par certains facteurs sectoriels, notamment en alimentation, ainsi que par la dépréciation du dollar canadien. Le rapport fait état que bien que la croissance du PIB réel ait été solide et plus équilibrée ces derniers trimestres, elle devrait ralentir à court terme, les investissements dans le secteur de l'énergie réagissant rapidement aux cours plus bas du pétrole. Conséquemment, la croissance du PIB réel, laquelle est passée de 1,8 % en 2013 à 2,5 % en 2014, devrait diminuer à 1,9 % en 2015.

En ce qui concerne les statistiques clés de l'industrie de la rénovation – construction pour l'année 2014, le seul indicateur canadien négatif demeure celui des mises en chantier de logements individuels qui a fléchi de 0,8 % alors qu'il affichait une baisse de 12,0 % en 2013. Toutefois, le Québec et les provinces de l'Atlantique, avec des baisses de 10,8 % et 16,6 % respectivement, affectent lourdement le résultat global. L'Ouest canadien est pour sa part demeuré en territoire positif toute l'année et termine celle-ci avec une hausse de 3,6 %. L'Ontario a quant à elle enregistré une hausse au second semestre, après deux premiers trimestres à la baisse, et clôture l'année avec une légère diminution de 0,2 %.

Au niveau de la revente de maisons existantes, l'Ouest canadien et l'Ontario font figure de proue alimentant la croissance totale annuelle du Canada vers une hausse de 5,0 % avec des augmentations respectives de 10,2 % et 3,6 %. Les provinces de l'Atlantique terminent l'année 2014 avec une baisse de 2,7 % et le Québec, pour sa part, enregistre une légère diminution de 0,8 % pour l'année, malgré les deux derniers trimestres en territoire positif.

Quant au prix de vente moyen des logements, en hausse de 6,7 % à la grandeur du pays pour l'année 2014, celui-ci fut encore une fois mené par l'Ontario et l'Ouest canadien, qui ont enregistré des augmentations de 7,1 % et 4,5 % respectivement. Le Québec termine l'année au même niveau que l'année précédente tandis que les provinces de l'Atlantique affichent pour leur part une hausse de 0,2 %.

La baisse des indicateurs clés dans l'industrie de la rénovation – construction au Québec et dans les provinces de l'Atlantique, ainsi que l'intensification de l'activité concurrentielle au Canada ont eu un effet direct sur les ventes et les marges bénéficiaires de RONA. Des mesures importantes ont été mises en place afin d'atténuer ces effets et stimuler les ventes de RONA, soit, mettre l'accent sur ses principaux avantages concurrentiels et clarifier le positionnement de TOTEM et Réno-Dépôt.

PRODUITS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)	Exercices terminés les					
	28 décembre 2014	29 décembre 2013	Variation		Pondération	
			\$	%	% 2014	% 2013
Produits des secteurs						
Détail	2 926 177	3 003 669	(77 492)	(2,6)	55	56
Distribution	2 387 586	2 353 169	34 417	1,5	45	44
Total	5 313 763	5 356 838	(43 075)	(0,8)	100	100
Produits intersectoriels et redevances						
Détail	(10 619)	(14 646)	4 027	27,5	1	1
Distribution	(1 206 789)	(1 150 000)	(56 789)	(4,9)	99	99
Total	(1 217 408)	(1 164 646)	(52 762)	(4,5)	100	100
Produits provenant des clients externes						
Détail	2 915 558	2 989 023	(73 465)	(2,5)	71	71
Distribution	1 180 797	1 203 169	(22 372)	(1,9)	29	29
Total	4 096 355	4 192 192	(95 837)	(2,3)	100	100

L'analyse détaillée des variances sectorielles se retrouve dans la section *Résultats sectoriels des activités poursuivies* du présent document. L'analyse détaillée de la variance des produits consolidés se retrouve dans le tableau ci-après.

Analyse de variance – Produits consolidés provenant des clients externes

(en milliers de dollars canadiens)	
Produits consolidés – 2013	4 192 192
Nouveaux magasins et acquisitions, net des dispositions	(3 031)
Magasins fermés – plan de réduction de coûts	(123 458)
Recrutement, net des fermetures et départs de marchands	(30 112)
Variation organique	60 764
Produits consolidés – 2014	4 096 355

} (95 837)

Les produits consolidés se sont établis à 5 313,8 millions de dollars en 2014, représentant une baisse de 43,1 millions ou 0,8 % sur les 5 356,8 millions enregistrés en 2013. Après éliminations intersectorielles de 1 217,4 millions de dollars en 2014 et de 1 164,6 millions en 2013, représentant principalement des produits de distribution à notre réseau de magasins corporatifs, les produits se sont établis à 4 096,4 millions de dollars en 2014 comparativement à 4 192,2 millions en 2013, soit une baisse de 95,8 millions ou 2,3 %.

Les activités de développement du réseau (nouveaux magasins et acquisitions, net des dispositions) de détail de RONA ont affecté à la baisse les produits consolidés pour un montant de 3,0 millions de dollars. Cette baisse s'explique par une contribution de 15,6 millions de dollars attribuable aux acquisitions et ouvertures de nouveaux magasins, laquelle a été plus que contrebalancée par des dispositions totalisant 18,6 millions. Les 17 magasins sous-performants fermés dans le cadre du programme de réduction de coûts de la Société ont représenté une baisse des produits de 123,5 millions de dollars. Enfin, le recrutement de nouveaux marchands, net des fermetures et départs de marchands, a affiché une diminution de 30,1 millions de dollars. La variation organique des produits de RONA s'est établie à 60,8 millions de dollars ou 1,2 %, ce qui représente la première année de croissance depuis 2006. Cette augmentation provient principalement du secteur du détail, pour un montant de 53,0 millions de dollars ou 1,1 % de ventes comparables, et est attribuable en partie au repositionnement des magasins TOTEM et Réno-Dépôt et à l'amélioration de la stratégie de marchandisage visant les entrepreneurs et notre réseau de marchands. En plus des facteurs énumérés ci-dessus, la hausse des ventes comparables a été enregistrée dans un environnement affecté par des conditions hivernales rigoureuses et un printemps tardif ayant retardé le début des travaux de rénovation – construction et ce, particulièrement dans l'Est du pays. De plus, au cours du premier semestre de 2014, des travaux de rénovation d'une durée de 12 semaines entrepris dans les 16 magasins de la bannière Réno-Dépôt, ont fortement affecté les opérations quotidiennes de ces magasins. Toutefois, depuis la fin de ces travaux, un revirement favorable de la tendance des ventes comparables est observé pour l'ensemble de cette bannière.

En somme, la baisse de 95,8 millions de dollars (-2,3 %) des produits totaux résulte d'une diminution de 73,5 millions (-2,5 %) du secteur du détail et de 22,4 millions (-1,9 %) du secteur de la distribution. La pondération entre les deux secteurs est demeurée stable à 71 % pour le secteur du détail et à 29 % pour celui de la distribution.

MARGE BRUTE CONSOLIDÉE

Marge brute

	Exercices terminés les		Variation	
	28 décembre 2014	29 décembre 2013	\$	%
(en milliers de dollars canadiens)				
Marge brute	1 066 712	1 098 688	(31 976)	(2,9)
Marge brute / Produits (%)	26,0	26,2	-	-
Charges de restructuration et autres coûts ⁽¹⁾	-	1 352	(1 352)	-
Autres coûts reliés à la mise en place du plan de redressement	-	(8 158)	8 158	-
Marge brute ajustée	1 066 712	1 105 494	(38 782)	(3,5)
Marge brute ajustée / Produits (%)	26,0	26,4		

⁽¹⁾ Se référer à la note 5.4 *Charges de restructuration, dépréciation d'actifs non financiers et autres coûts* des états financiers consolidés audités, pour plus de renseignements.

Analyse de variance – Marge brute ajustée

(en milliers de dollars canadiens)

Marge brute ajustée – 2013	1 105 494
Nouveaux magasins et acquisitions, net des dispositions	(882)
Magasins fermés – plan de réduction de coûts	(38 828)
Recrutement, net des fermetures et départs de marchands	(3 446)
Variation organique	4 374
Marge brute ajustée – 2014	1 066 712

La marge brute des activités poursuivies s'est établie à 1 066,7 millions de dollars, soit une diminution de 32,0 millions, ou 2,9 %, sur les 1 098,7 millions enregistrés en 2013. Pour la même période en 2013, la Société avait enregistré des ajustements totaux de 6,8 millions de dollars, dont 1,4 million à titre de renversement de charges de restructuration reliées à la fermeture de magasins combinées à des charges de 8,2 millions reliées à la mise en place des priorités stratégiques incluant les frais de conseillers ainsi que les frais afférents à la liquidation de stocks.

En considérant ces charges, la marge brute ajustée a diminué de 38,8 millions de dollars, ou 3,5 %, comparativement à 2013 et la marge brute ajustée, en pourcentage des ventes, a diminué de 40 points de base, passant de 26,4 % en 2013 à 26,0 % en 2014. La majorité de la détérioration de la marge brute ajustée en dollars a été observée au premier trimestre de 2014 avec plus de 25,4 millions de dollars de pertes sur un total annuel de 38,8 millions. Malgré une gestion améliorée de l'approvisionnement, la marge brute ajustée a été affectée par un environnement plus concurrentiel, occasionnant une pression sur les prix aux points de vente dans plusieurs catégories de produits. RONA a également révisé sa stratégie de marchandisage auprès des entrepreneurs, occasionnant une pression à court terme sur la marge brute ajustée en pourcentage. Celle-ci a toutefois été plus que compensée par une augmentation du volume de ventes, tel que constaté, puisque l'effet volume des produits organiques sur la marge brute organique s'élève à 18,2 millions de dollars.

Les activités de développement du réseau de détail ont eu un impact à la baisse de 0,9 million de dollars sur la marge brute ajustée de 2014. Les magasins sous-performants fermés dans le cadre du plan de réduction de coûts de la Société ont représenté une diminution de la marge de 38,8 millions

de dollars, mais ont permis de réaliser des économies en frais de vente, généraux et d'administration surpassant ce montant. Enfin, la contribution du recrutement, net des fermetures et départs de marchands, a enregistré une baisse de 3,4 millions de dollars.

En considérant tous ces éléments, la marge brute ajustée organique a augmenté de 4,4 millions de dollars en 2014 et ce, malgré la sous-performance observée au premier trimestre et d'un lent départ au second trimestre à la suite des conditions hivernales rigoureuses, ainsi qu'au défi de RONA à refléter la hausse des coûts de certains matériaux dans le prix de vente dans un environnement concurrentiel.

FRAIS DE VENTE, GÉNÉRAUX ET D'ADMINISTRATION CONSOLIDÉS

Frais de vente, généraux et d'administration

	Exercices terminés les		Variation	
	28 décembre 2014	29 décembre 2013	\$	%
(en milliers de dollars canadiens)				
Frais de vente, généraux et d'administration	855 036	1 019 479	(164 443)	(16,1)
Charges de restructuration et autres coûts ⁽¹⁾	23 697	84 231	(60 534)	(71,9)
Autres coûts reliés à la mise en place du plan de redressement	–	14 864	(14 864)	(100,0)
Frais de vente, généraux et d'administration ajustés	831 339	920 384	(89 045)	(9,7)
Frais de vente, généraux et d'administration ajustés / Produits (%)	20,3	22,0	–	–

⁽¹⁾ Se référer à la note 5.4 *Charges de restructuration, dépréciation d'actifs non financiers et autres coûts* des états financiers consolidés audités, pour plus de renseignements.

Analyse de variance – Frais de vente, généraux et d'administration ajustés

(en milliers de dollars canadiens)

Frais de vente, généraux et d'administration ajustés – 2013	920 384	
Nouveaux magasins et acquisitions, net des dispositions	(4 256)	} (89 045)
Magasins fermés – plan de réduction de coûts	(55 745)	
Recrutement, net des fermetures et départs de marchands	(1 614)	
Pertes nettes sur cession d'éléments d'actif	(3 406)	
Variation organique	(24 024)	
Frais de vente, généraux et d'administration ajustés – 2014	831 339	

Les frais de vente, généraux et d'administration se sont établis à 855,0 millions de dollars pour l'exercice de 2014, soit une diminution de 164,4 millions sur les 1 019,5 millions enregistrés à la même période en 2013. Pour la même période en 2013, la Société avait enregistré des ajustements totaux de 99,1 millions de dollars, dont 84,2 millions à titre de charges de restructuration, ainsi que les frais liés à la conversion de la bannière TOTEM. En considérant ces charges, les frais de vente, généraux et d'administration ajustés se sont établis à 920,4 millions de dollars. En 2014, les charges de restructuration et autres coûts représentent 23,7 millions de dollars dont 22,5 millions pour un ajustement aux provisions pour contrats déficitaires et 1,2 million pour les coûts restant reliés à la fermeture de magasins. En considérant ces charges, les frais de vente, généraux et d'administration ajustés se sont établis à 831,3 millions de dollars pour l'exercice de 2014, soit une diminution de 89,0 millions comparativement à la même période en 2013. En pourcentage des ventes, ces frais ajustés ont diminué de 170 points de base, passant de 22,0 % en 2013 à 20,3 % en 2014.

Les activités de développement du réseau de détail, soit les ouvertures de nouveaux magasins et acquisitions ont eu un impact défavorable de 2,2 millions de dollars et la cession d'éléments d'actif de -6,5 millions, ont affecté à la baisse les frais de vente, généraux et d'administration de 4,3 millions en 2014. Les magasins sous-performants fermés dans le cadre du plan de réduction de coûts de la Société ont réduit de 55,7 millions de dollars les frais de vente, généraux et d'administration. Enfin, le recrutement, net des fermetures et départs de marchands, a représenté une réduction de 1,6 million de dollars des frais d'exploitation. La variation organique des frais de vente, généraux et d'administration ajustés a diminué de 24,0 millions de dollars en 2014. Cette diminution, jumelée à la réduction de 55,7 millions de dollars des frais reliés aux magasins fermés, représente les effets découlant de la mise en place des différentes initiatives du plan de redressement de la Société.

RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AVANT CHARGES FINANCIÈRES, CHARGE D'IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT, AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATION DES ACTIFS NON FINANCIERS (BAIIA) CONSOLIDÉ

Conciliation BAIIA et BAIIA ajusté

	Exercices terminés les			
	28 décembre 2014	29 décembre 2013	Variation	
(en milliers de dollars canadiens)			\$	%
Produits	4 096 355	4 192 192	(95 837)	(2,3)
BAIIA	211 676	79 209	132 467	167,2
Marge de BAIIA (%)	5,2	1,9	-	-
Charges de restructuration et autres coûts ⁽¹⁾	(23 697)	(82 879)	59 182	71,4
Autres coûts reliés à la mise en place du plan de redressement	-	(23 022)	23 022	100,0
BAIIA ajusté	235 373	185 110	50 263	27,2
Marge de BAIIA ajusté (%)	5,8	4,4		

⁽¹⁾ Se référer à la note 5.4 *Charges de restructuration, dépréciation d'actifs non financiers et autres coûts* des états financiers consolidés audités, pour plus de renseignements.

Analyse de variance – BAIIA ajusté

(en milliers de dollars canadiens)	
BAIIA ajusté – 2013	185 110
Nouveaux magasins et acquisitions, net des dispositions	3 374
Profits nets sur cession d'éléments d'actif	3 406
Magasins fermés – plan de réduction de coûts	16 917
Recrutement, net des fermetures et départs de marchands	(1 832)
Variation organique	28 398
BAIIA ajusté – 2014	235 373

Pour l'exercice 2014, le BAIIA des activités poursuivies s'est établi à 211,7 millions de dollars, soit une hausse de 132,5 millions sur les 79,2 millions enregistrés en 2013. En 2014, les charges de restructuration et autres coûts représentent 23,7 millions de dollars dont 22,5 millions pour un ajustement aux provisions pour contrats déficitaires et 1,2 million pour les coûts restant reliés à la fermeture de magasins. Pour la même période en 2013, la Société avait enregistré des ajustements totalisant 105,9 millions de dollars dont 82,9 millions à titre de charges de restructuration pour des prestations de cessation d'emploi, des provisions pour contrats déficitaires, de coûts reliés à la fermeture de magasins ainsi que d'autres coûts, combinés à des charges de 23,0 millions reliées à la mise en place des priorités stratégiques, lesquelles comprennent les frais liés à la conversion de la bannière TOTEM, les frais de conseillers ainsi que les frais afférents à la liquidation de stocks.

En considérant ces ajustements pour l'exercice 2014, le BAIIA ajusté s'est établi à 235,4 millions de dollars, soit une hausse de 50,3 millions sur les 185,1 millions enregistrés pour la même période en 2013. La marge de BAIIA ajustée a pour sa part augmenté de 4,4 % en 2013 à 5,8 % en 2014, soit une hausse de 140 points de base.

Les activités de développement du réseau de détail ont eu un effet favorable de 3,4 millions de dollars sur le BAIIA ajusté de 2014. Les profits nets sur cession d'éléments d'actif non stratégiques ont aussi eu un effet positif de 3,4 millions de dollars sur le BAIIA ajusté de 2014. Les magasins sous-performants fermés dans le cadre du plan de réduction de coûts de la Société ont soutenu une amélioration du BAIIA ajusté de 16,9 millions de dollars. Le recrutement, net des fermetures et départs de marchands, a affecté à la baisse le BAIIA ajusté de 1,8 million de dollars. En 2014, les activités courantes de RONA ont contribué à une hausse de 28,4 millions de dollars du BAIIA ajusté. Pour 2014, la hausse du BAIIA ajusté organique s'explique principalement par une baisse de 24,0 millions de dollars des frais de vente, généraux et d'administration attribuable au plan de réduction de coûts.

CHARGES FINANCIÈRES, AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATION DES ACTIFS NON FINANCIERS CONSOLIDÉS

Charges financières, amortissements et dépréciation des actifs non financiers

(en milliers de dollars canadiens)	Exercices terminés les			
	28 décembre	29 décembre	Variation	
	2014	2013	\$	%
Charges financières	16 238	14 000	2 238	16,0
Charges de désactualisation sur contrats déficitaires ⁽¹⁾	2 330	1 913	417	21,8
Charges financières ajustées	13 908	12 087	1 821	15,1
Amortissements et dépréciation des actifs non financiers	91 042	113 850	(22 808)	(20,0)
(Reprise de dépréciation) dépréciation ⁽¹⁾	(1 346)	22 998	(24 344)	105,9
Amortissements et dépréciation des actifs non financiers ajustés	92 388	90 852	1 536	1,7

(1) Se référer à la note 5.4 *Charges de restructuration, dépréciation d'actifs non financiers et autres coûts* des états financiers consolidés audités, pour plus de renseignements.

Les charges financières se sont établies à 16,2 millions de dollars en 2014, soit une augmentation de 2,2 millions sur les 14,0 millions enregistrés en 2013. Les charges de désactualisation sur contrats déficitaires ont affecté à la baisse la variation des charges financières de 2,3 millions de dollars en 2014 et 1,9 million en 2013. En considérant ces ajustements, les charges financières des activités poursuivies se sont établies à 13,9 millions de dollars en 2014, soit une augmentation de 1,8 million sur les 12,1 millions enregistrés en 2013.

Les amortissements et dépréciation des actifs non financiers se sont établis à 91,0 millions de dollars en 2014, soit une baisse de 22,8 millions sur les 113,9 millions enregistrés en 2013. En considérant les ajustements liés à la dépréciation des actifs non financiers, les amortissements et dépréciation des actifs non financiers sont en hausse de 1,5 million de dollars sur les 90,9 millions enregistrés pour la même période en 2013, découlant de notre stratégie de repositionnement de bannières, principalement Réno-Dépôt. La Société maintient un haut niveau de sélectivité pour ses investissements en immobilisations, lesquels se maintiennent sous le niveau des dépenses d'amortissement.

RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ

Résultat net attribuable aux propriétaires de RONA inc.

(en milliers de dollars canadiens)	Exercices terminés les			
	28 décembre	29 décembre	Variation	
	2014	2013	\$	%
Résultat net	75 810	(154 031)	229 841	149,2
Dividendes sur actions privilégiées	9 267	9 288	(21)	(0,2)
Résultat net attribuable aux actions participantes	66 543	(163 319)	229 862	140,7
Résultat net des activités abandonnées	1 360	(117 417)	118 777	101,2
Résultat net des activités poursuivies attribuable aux actions participantes	65 183	(45 902)	111 085	242,0
Charges de restructuration, dépréciation d'actifs non financiers et autres coûts, nets d'impôts	(18 178)	(78 956)	60 778	(77,0)
Autres coûts reliés à la mise de en place du plan de redressement, nets d'impôts	–	(16 864)	16 864	(100,0)
Résultat net des activités poursuivies attribuable aux actions participantes ajusté	83 361	49 918	33 443	67,0

Résultat net par action

(en milliers de dollars canadiens)	Exercices terminés les			
	28 décembre	29 décembre	Variation	
	2014	2013	\$	%
Résultat net de base et dilué par action	0,56	(1,34)	1,90	141,8
Résultat net de base et dilué par action des activités abandonnées	0,01	(0,96)	0,97	–
Résultat net de base et dilué par action des activités poursuivies	0,55	(0,38)	0,93	244,7
Résultat net ajusté de base et dilué par action des activités poursuivies	0,70	0,41	0,29	70,7

Pour l'exercice 2014, le résultat net des activités poursuivies attribuable aux actions participantes de RONA inc. s'est établi à 65,2 millions de dollars comparativement à une perte nette de 45,9 millions en 2013. Ces résultats ont été affectés par des ajustements après impôts de 18,2 millions de dollars en 2014 et de 95,8 millions en 2013, soit 79,0 millions à titre de charges de restructuration, dépréciation d'actifs non financiers et autres coûts et 16,9 millions à titre d'autres coûts reliés à la mise en place du plan de redressement.

En considérant les ajustements mentionnés précédemment, le résultat net des activités poursuivies attribuable aux actions participantes ajusté s'est établi à 83,4 millions de dollars en 2014 comparativement à 49,9 millions pour la même période en 2013. Tel que mentionné dans l'analyse du BAIIA, cette amélioration est principalement attribuable à la réduction des frais de vente, généraux et d'administration liés au plan de redressement.

Le résultat net dilué des activités poursuivies par action attribuable aux propriétaires de RONA inc. s'est établi à 0,55 \$ comparativement à une perte nette de 0,38 \$ en 2013. Le résultat net ajusté dilué par action des activités poursuivies attribuable aux propriétaires de RONA inc. a augmenté de 70,7 %, s'établissant à 0,70 \$ en 2014, comparativement à 0,41 \$ en 2013. La moyenne pondérée des actions en circulation utilisée dans le calcul du résultat net dilué par action attribuable aux propriétaires de RONA inc. est passée de 121,8 millions d'actions en 2013 à 118,5 millions d'actions en 2014, et ce, à la suite du rachat de 7,3 millions d'actions dans le cadre des programmes de rachats d'actions dans le cours normal des activités.

RÉSULTATS SECTORIELS DES ACTIVITÉS POURSUIVIES

Cette section présente l'analyse des résultats sectoriels de l'exercice terminé le 28 décembre 2014 lesquels sont comparés aux résultats de l'exercice terminé le 29 décembre 2013, à moins d'indication contraire. RONA compte deux secteurs opérationnels isolables : détail et distribution.

Révision de l'allocation de certains coûts intersectoriels

Au premier trimestre de 2014, à la suite de changements importants ayant affecté la Société en 2013, notamment les initiatives de restructuration et la vente de la Division du marché commercial et professionnel en octobre 2013, la Société a revu l'allocation du coût des marchandises vendues et des frais administratifs entre les deux secteurs opérationnels, soit le détail et la distribution. Cette nouvelle répartition résulte en une meilleure appréciation de la performance financière des deux secteurs opérationnels de la Société.

Les résultats sectoriels ont ainsi été révisés pour tenir compte de l'effet de plus en plus important du secteur du détail sur les conditions d'achat de l'ensemble de la Société et d'une base d'allocation légèrement différente pour les frais administratifs.

Aux fins des résultats comparatifs, cette révision d'allocation entre les deux secteurs opérationnels a également été reflétée dans les résultats de 2013. Le tableau suivant présente le BAIIA et le BAIIA ajusté trimestriel, tel que présenté en 2013 et retraité selon les changements apportés au courant du premier trimestre de 2014.

2013 (en milliers de dollars canadiens)	T4			T3			T2			T1		
	Détail	Distribution	Total	Détail	Distribution	Total	Détail	Distribution	Total	Détail	Distribution	Total
BAIIA												
Présenté	16 053	13 939	29 992	51 523	19 198	70 721	(16 743)	16 989	246	(32 837)	11 087	(21 750)
Répartition	7 073	(7 073)	–	7 941	(7 941)	–	10 617	(10 617)	–	8 846	(8 846)	–
Retraité	23 126	6 866	29 992	59 464	11 257	70 721	(6 126)	6 372	246	(23 991)	2 241	(21 750)
BAIIA ajusté												
Présenté	22 185	13 939	36 124	51 523	19 198	70 721	55 843	20 794	76 637	(13 577)	15 205	1 628
Répartition	7 073	(7 073)	–	7 941	(7 941)	–	9 747	(9 747)	–	7 859	(7 859)	–
Retraité	29 258	6 866	36 124	59 464	11 257	70 721	65 590	11 047	76 637	(5 718)	7 346	1 628

SECTEUR DU DÉTAIL

Résultats du secteur du détail

(en milliers de dollars canadiens)	Exercices terminés les			
	28 décembre 2014	29 décembre 2013	Variation	
			\$	%
Produits	2 915 558	2 989 023	(73 465)	(2,5)
BAIIA	165 223	52 473	112 750	214,9
BAIIA / Produits (%)	5,7	1,8		
Charges de restructuration et autres coûts ⁽¹⁾	(23 697)	(78 501)	54 804	–
Autres coûts reliés à la mise en place du plan de redressement	–	(17 620)	17 620	–
BAIIA ajusté	188 920	148 594	40 326	27,1
BAIIA ajustée / Produits (%)	6,5	5,0		

⁽¹⁾ Se référer à la note 5.4 *Charges de restructuration, dépréciation d'actifs non financiers et autres coûts* des états financiers consolidés audités, pour plus de renseignements.

Analyse de variance – Secteur du détail

(en milliers de dollars canadiens)	Produits	BAIIA ajusté
Résultats 2013	2 989 023	148 594
Nouveaux magasins et acquisitions, net des dispositions	(3 031)	3 374
Profits nets sur cession d'éléments d'actif	–	3 406
Magasins fermés – plan de réduction de coûts	(123 458)	16 917
Variation organique	53 024	16 629
Résultats 2014	2 915 558	188 920

Les produits du secteur du détail sont passés de 2 989,0 millions de dollars en 2013 à 2 915,6 millions en 2014, soit une diminution de 73,5 millions ou 2,5 %. Cette baisse s'explique essentiellement par la fermeture de 17 magasins sous-performants effectuée dans le cadre du plan de réduction de coûts de la Société, soit une diminution de 123,5 millions de dollars. Les activités de développement du réseau de détail ont eu un effet négatif de 3,0 millions de dollars.

Les ventes comparables sont en hausse de 1,1 % comparativement à une baisse de 2,2 % l'année dernière. Ainsi, la croissance organique a contribué positivement à l'augmentation des produits de 53,0 millions de dollars et ce, malgré les perturbations engendrées par l'accélération du repositionnement de notre bannière Réno-Dépôt principalement au cours du premier semestre. Tel que mentionné dans l'analyse des résultats consolidés, cette hausse des ventes comparables s'est réalisée dans un contexte où les principaux indicateurs dans notre industrie (voir la section *Éléments de conjoncture* pour plus de détails), les conditions météorologiques difficiles jusqu'à la mi-mai 2014 et un environnement plus concurrentiel dans plusieurs régions du pays ont pesé lourd sur notre performance. De plus, nous observons une légère hausse du panier moyen ainsi que du nombre de transactions dans nos magasins corporatifs. Les ventes comparables des magasins corporatifs du secteur du détail sont positives notamment grâce :

1. Au repositionnement des bannières TOTEM, exploitées dorénavant sous la bannière RONA, et Réno-Dépôt;
2. Au succès de notre stratégie de merchandising auprès des entrepreneurs;
3. À l'introduction de nouveaux produits et catégories.

Le BAIIA du secteur est passé de 52,5 millions de dollars en 2013 à 165,2 millions en 2014, soit une augmentation de 112,8 millions. En 2014, la Société a enregistré des ajustements de 23,7 millions de dollars à titre de charges de restructuration et autres coûts comparativement à 96,1 millions pour la même période en 2013. En considérant ces ajustements, le BAIIA ajusté du secteur est passé de 148,6 millions de dollars en 2013 à 188,9 millions en 2014, soit une augmentation de 40,3 millions ou 27,1 %, améliorant par le fait même la marge de BAIIA ajustée de 150 points de base (5,0 % en 2013 à 6,5 % en 2014). Cette amélioration démontre l'effet positif du levier découlant de la croissance opérationnelle des ventes comparables combiné au plan de réduction de coûts.

Les activités de développement du réseau de détail ont contribué pour 3,4 millions de dollars au BAIIA ajusté de 2014. Les profits nets sur cession d'éléments d'actif non stratégiques ont aussi augmenté de 3,4 millions de dollars le BAIIA de 2014. Les magasins sous-performants fermés dans le cadre du plan de réduction de coûts de la Société ont représenté une amélioration du BAIIA de 16,9 millions de dollars. Les activités courantes de RONA ont donc contribué à une hausse de 16,6 millions de dollars du BAIIA ajusté en 2014.

Secteur de la distribution

Résultats du secteur de la distribution

(en milliers de dollars canadiens)	Exercices terminés les		Variation	
	28 décembre 2014	29 décembre 2013	\$	%
Produits	1 180 797	1 203 169	(22 372)	(1,9)
BAIIA	46 453	26 736	19 717	73,7
BAIIA / Produits (%)	3,9	2,2		
Charges de restructuration et autres coûts ⁽¹⁾	–	(4 378)	4 378	–
Autres coûts reliés à la mise en place du plan de redressement	–	(5 402)	5 402	–
BAIIA ajusté	46 453	36 516	9 937	27,2
BAIIA ajusté / Produits (%)	3,9	3,0		

⁽¹⁾ Se référer à la note 5.4 *Charges de restructuration, dépréciation d'actifs non financiers et autres coûts* des états financiers consolidés audités, pour plus de renseignements.

Analyse de variance – Secteur de la distribution

(en milliers de dollars canadiens)	Produits	BAIIA ajusté
Résultats 2013	1 203 169	36 516
Recrutement, net des fermetures et départs de marchands	(30 112)	(1 832)
Variation organique	7 740	11 769
	(22 372)	9 937
Résultats 2014	1 180 797	46 453

Les produits du secteur de la distribution sont passés de 1 203,2 millions de dollars en 2013 à 1 180,8 millions en 2014, soit une diminution de 1,9 %. Le recrutement de nouveaux marchands, net des fermetures et départs de marchands, a causé une diminution de 30,1 millions de dollars des produits. Cette baisse est attribuable à des départs volontaires, mais également à la décision de RONA de ne pas retenir certains marchands pour des raisons stratégiques et financières. Les ventes organiques de l'ensemble du réseau de marchands affiliés ont augmenté de 7,7 millions de dollars ou 1,7 %. Malgré des conditions hivernales rigoureuses ayant eu lieu jusqu'à la mi-mai 2014, l'amélioration de la stratégie de marchandisage, autant pour les entrepreneurs que les marchands, a alimenté les ventes comparables pour le dernier semestre de l'année générant des ventes comparables positives contrebalançant l'effet négatif du premier semestre.

Le BAIIA du secteur de la distribution est passé de 26,7 millions de dollars en 2013 à 46,5 millions en 2014. En 2014, la Société n'a enregistré aucun ajustement tandis qu'en 2013, des ajustements de 4,4 millions de dollars à titre de charges de restructuration et autres coûts et 5,4 millions à titre d'autres coûts reliés à la mise en place du plan de redressement avaient été enregistrés. En considérant ces ajustements, le BAIIA ajusté du secteur est passé de 36,5 millions de dollars en 2013 à 46,5 millions en 2014, représentant une augmentation de 9,9 millions ou 27,2 %. Le recrutement, net des fermetures et départs de marchands, a occasionné une baisse de 1,8 million de dollars du BAIIA ajusté, alors que les activités courantes de la Société ont permis de générer une croissance de 11,8 millions de dollars du BAIIA. Cette dernière découle essentiellement de la mise en place d'initiatives reliées au plan de réduction de coûts. La marge de BAIIA ajustée a augmenté de 90 points de base, passant de 3,0 % en 2013 à 3,9 % en 2014.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Principaux flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)	Exercices terminés les			
	28 décembre 2014	29 décembre 2013	Variation	
			\$	%
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles poursuivies excluant la variation nette du fonds de roulement	185 290	108 609	76 681	70,6
Variation nette du fonds de roulement	(46 446)	(33 497)	(12 949)	(38,7)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles poursuivies	138 844	75 112	63 732	84,8
Investissements en immobilisations corporelles et incorporelles de maintenance	(29 839)	(35 274)	5 435	15,4
Dividendes sur actions privilégiées	(9 075)	(9 263)	188	2,0
Flux de trésorerie libres ⁽¹⁾	99 930	30 575	69 355	226,8
Investissements en immobilisations corporelles et incorporelles de croissance	(31 318)	(26 476)	(4 842)	(18,3)
Dividendes sur actions ordinaires	(16 644)	(17 043)	399	2,3
Rachat d'actions dans le cadre normal des activités	(94 232)	(15 375)	(78 857)	(512,9)
Variation de la dette	(42 264)	(28 319)	(13 945)	(49,2)

⁽¹⁾ Flux de trésorerie libres = flux de trésorerie provenant des activités poursuivies opérationnelles moins les investissements en immobilisations corporelles et incorporelles de maintenance et les dividendes sur les actions privilégiées.

Pour l'exercice 2014, les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles poursuivies excluant la variation nette du fonds de roulement ont été de 185,3 millions de dollars comparativement à 108,6 millions pour la même période en 2013. La variation nette du fonds de roulement a été négative de 46,4 millions de dollars en 2014 comparativement à une variation négative de 33,5 millions de dollars en 2013, représentant un écart défavorable de 12,9 millions. Cette variation, en considérant uniquement les activités poursuivies, s'explique principalement par une augmentation des clients et autres débiteurs de 30,3 millions de dollars, d'une augmentation de 117,2 millions des stocks, partiellement contrebalancées par une augmentation des fournisseurs et autres créditeurs de 132,3 millions. Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles poursuivies ont été de 138,8 millions de dollars en 2014, comparativement à 75,1 millions pour la période correspondante de 2013.

La Société a continué d'exercer une gestion rigoureuse de son capital par un contrôle serré de ses investissements en immobilisations corporelles et incorporelles. Pour l'exercice 2014, RONA a investi 29,8 millions de dollars en immobilisations de maintenance et 31,3 millions en immobilisations de croissance pour un total de 61,2 millions, soit 0,6 million, ou 1,0 % de moins qu'en 2013.

En 2014, la diminution des investissements en immobilisations de maintenance de 5,4 millions de dollars, surtout attribuable à une réduction des investissements de maintenance réseau, est partiellement contrebalancée par une augmentation des immobilisations de croissance de 4,8 millions,

principalement attribuable à une hausse de 9,3 millions dans les projets de rénovation de ses magasins et à une réduction de 6,7 millions en investissement de nouveaux projets informatiques majeurs.

RONA a généré des flux de trésorerie libres positifs de 99,9 millions de dollars en 2014, comparativement à 30,6 millions pour la même période en 2013. Cette amélioration de 69,4 millions est principalement attribuable à la performance opérationnelle de la Société, en hausse de 76,7 millions.

Au cours de l'exercice 2014, la Société a racheté pour annulation 7,3 millions d'actions ordinaires à un prix moyen de 12,84 \$ pour un coût total de 94,2 millions de dollars dans le cadre des programmes de rachat d'actions dans le cours normal des activités mis en place en novembre 2013 et novembre 2014.

Le programme mis en place le 18 novembre 2013 et s'étalant jusqu'au 17 novembre 2014, a permis à la Société de racheter 8,6 millions d'actions ordinaires, représentant 10 % de ses 85,8 millions d'actions ordinaires flottantes, soit 7,04 % de ses 121,9 millions d'actions ordinaires émises et en circulation au 12 novembre 2013, la Société a racheté pour annulation au cours de l'exercice 2014, 4,9 millions d'actions à un prix moyen de 12,60 \$ pour un coût total de 62,0 millions de dollars.

Pour ce qui est du programme mis en place du 18 novembre 2014 au 17 novembre 2015 et permettant à la Société de racheter un maximum de 9,2 millions d'actions ordinaires représentant 10 % de ses 92,1 millions d'actions ordinaires flottantes, soit 7,94 % de ses 116,0 millions d'actions ordinaires émises et en circulation au 11 novembre 2014, la Société a racheté pour annulation au cours de l'exercice, 2,4 millions d'actions à un prix moyen de 13,32 \$ pour un coût total de 32,2 millions de dollars.

DETTE À LONG TERME

RONA dispose d'une facilité de crédit de 700,0 millions de dollars renouvelable annuellement. À la fin du quatrième trimestre de 2014, cette facilité était utilisée à hauteur de 66,4 millions de dollars incluant les lettres de garanties. RONA a donc accès à 633,6 millions de dollars, sujet au respect de certains ratios financiers. Ces ratios ont été respectés durant les exercices terminés le 28 décembre 2014 et le 29 décembre 2013. L'échéance de cette facilité de crédit et l'échéance des débetures non garanties, constituant la majeure partie de la dette à long terme, sont prévues respectivement pour 2017 et 2016.

Compte tenu des flux de trésorerie autogénérés par la Société, combinés aux fonds disponibles sur la facilité de crédit, la Société estime avoir accès à des sources de liquidité suffisantes pour poursuivre ses activités et son développement.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le tableau suivant présente un sommaire des obligations contractuelles de la Société au 28 décembre 2014, y compris les contrats de location-exploitation hors bilan utilisés dans le cours normal des affaires.

Obligations contractuelles (en milliers de dollars canadiens)	Versements à effectuer selon l'échéance				
	Total	Moins de 1 an	Entre 1 et 3 ans	Entre 3 et 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts à long terme et facilité de crédit	194 649	6 804	187 826	19	–
Obligations relatives aux biens loués	396	208	188	–	–
Contrats de location simple	677 384	111 156	198 971	158 596	208 661
Autres obligations à long terme	3 009	1 840	1 169	–	–
Total	875 438	120 008	388 154	158 615	208 661

De plus, la Société a conclu des arrangements hors bilan, tels que des conventions de rachat de biens en stocks et des garanties d'emprunts bancaires; ces arrangements n'apparaissent pas au tableau. En vertu de conventions de rachat de biens en stocks, la Société s'est engagée auprès d'institutions financières à racheter les stocks de certains de ses clients à une moyenne de 65 % de la valeur au coûtant des stocks, pour un montant maximal de 48,7 millions de dollars. Dans l'éventualité d'un recours, les stocks seraient écoulés dans le cours normal des activités de la Société. Ces conventions ont une durée indéterminée. De l'avis de la direction, la probabilité que des paiements importants soient engagés en vertu de ces obligations est faible. Enfin, au 28 décembre 2014, des lettres de crédit à l'importation totalisant 11,8 millions de dollars étaient en circulation pour l'achat de divers produits, principalement des produits saisonniers.

STRUCTURE DE CAPITAL

(en milliers de dollars canadiens)	Au 28 décembre 2014	Au 29 décembre 2013
(Encaisse)	(16 942)	(8 245)
Facilité de crédit	65 231	44 960
Débitures	116 488	116 341
Autres dettes	5 157	14 142
Dette nette de l'encaisse	169 934	167 198
Capitaux propres	1 626 405	1 671 002
Capitalisation totale	1 796 339	1 838 200
Ratio dette nette sur capitalisation totale	0,09x	0,09x
Ratio dette nette sur BAIIA ajusté	0,72x	0,90x

RONA affiche toujours une situation financière solide. Au 28 décembre 2014, la dette totale se situait à 186,9 millions de dollars, comparativement à 175,4 millions au 29 décembre 2013. La dette nette de l'encaisse de la Société se situait pour sa part à 169,9 millions de dollars comparativement à 167,2 millions au 29 décembre 2013. Le ratio de la dette nette sur la capitalisation totale qui était de 0,09x en 2013 est demeuré à 0,09x en 2014. Le ratio dette nette sur BAIIA ajusté a diminué, passant de 0,90x en 2013 à 0,72x en 2014.

Le 20 novembre 2014, DBRS confirme la cote de crédit de RONA à BB (élevé) et modifie la perspective de négative à stable. Ce changement reflète l'amélioration de la performance opérationnelle de la Société. La tendance positive au niveau des ventes comparables, résultant notamment du changement dans la stratégie de marchandage, du repositionnement des bannières TOTEM et Réno-Dépôt ainsi que de la fermeture de magasins sous-performants, combinée à l'effort soutenu au niveau de la récente réorganisation et du plan de réduction de coûts, se traduisent par une amélioration notable du BAIIA et ont joué un rôle clé dans le changement de perspective de DBRS.

RENSEIGNEMENTS À L'ÉGARD DU CAPITAL-ACTIONS

Au 28 décembre 2014, le capital-actions émis et en circulation se compose de 113,6 millions d'actions ordinaires (120,7 millions au 29 décembre 2013) et de 1 769 685 options d'achat d'actions qui étaient émises et en circulation (1 561 360 au 29 décembre 2013). En 2014, 436 600 options ont été émises, 60 350 ont été exercées, 151 425 ont été annulées et 16 500 ont expiré. En date du 16 février 2015, le capital-actions émis et en circulation se compose de 110,6 millions d'actions ordinaires et 1 761 160 options d'achat d'actions.

DIVIDENDE SUR LES ACTIONS PRIVILEGIEES

Lors de sa rencontre du 16 février 2015, le conseil d'administration de RONA a déclaré un dividende trimestriel de 0,3281 \$ par action sur les actions privilégiées catégorie A, série 6, à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende cumulatif. Le dividende sera versé le 31 mars 2015 aux actionnaires inscrits le 16 mars 2015.

DIVIDENDE SUR LES ACTIONS ORDINAIRES

Lors de sa réunion du 16 février 2015, le conseil a déclaré un dividende semi-annuel de 0,07 \$ par action sur les actions ordinaires de la Société. Le dividende sera payé le 25 mars 2015 aux actionnaires inscrits le 10 mars 2015.

NOTATION FINANCIÈRE

	Au 28 décembre 2014	Au 29 décembre 2013
Billets à moyen terme non garantis de deuxième rang échéant en 2016		
DBRS	BB (élevé)	BB (élevé)
Perspective	Stable	Négative
Standard and Poor's	BB +	BB +
Perspective	Stable	Stable
Actions privilégiées catégorie A, Série 6		
DBRS	Pfd-4 (élevé)	Pfd-4 (élevé)
Perspective	Stable	Négative
Standard and Poor's	P4 (élevé)	P4 (élevé)

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Les résultats de RONA varient beaucoup d'un trimestre à l'autre, en raison de la forte saisonnalité liée aux activités de rénovation - construction. Ainsi, plus de 80 % du résultat net annuel de la Société est généré au cours des deuxième et troisième trimestres de l'exercice. Étant donné la répartition, les ventes du premier trimestre sont toujours inférieures à celles des trois autres, en raison du faible niveau d'activité du secteur de la rénovation - construction en hiver. Enfin, des conditions météorologiques défavorables peuvent avoir une incidence importante sur les ventes. Avec la croissance de la proportion des activités de la Société provenant du secteur du détail, l'effet saisonnier du premier trimestre se révèle également plus important en 2013 et 2014 que par les années passées.

Résultats financiers trimestriels consolidés des activités poursuivies

(en millions de dollars canadiens, sauf les résultats par action)

	2014				2013				2012
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4 ⁽¹⁾
Produits	971,3	1 167,3	1 193,5	764,3	941,1	1 169,2	1 249,0	832,9	1 071,5
BAlIA	31,9	83,7	88,2	7,9	30,0	70,7	0,2	(21,8)	19,4
BAlIA ajusté	52,5	83,8	89,1	10,0	36,1	70,7	76,6	1,6	39,4
Résultat net attribuable aux actions participantes	1,7	38,0	42,0	(16,5)	(1,1)	30,0	(38,7)	(36,1)	(17,3)
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté	17,3	38,5	42,0	(14,4)	4,6	30,0	33,6	(18,3)	6,4
Résultat net de base et dilué par action	0,02	0,32	0,35	(0,14)	(0,01)	0,25	(0,32)	(0,30)	(0,14)
Résultat net de base et dilué par action ajusté	0,15	0,33	0,35	(0,12)	0,04	0,25	0,28	(0,15)	0,05

⁽¹⁾ Le quatrième trimestre de 2012 comporte 14 semaines par rapport à 13 pour les autres trimestres.

Variation annuelle des ventes organiques

	T4 2014	T3 2014	T2 2014	T1 2014	T4 2013	T3 2013	T2 2013	T1 2013	T4 2012 ⁽¹⁾
Secteur détail	6,0 %	2,0 %	-0,7 %	-3,4 %	-3,1 %	-2,3 %	-0,7 %	-3,7 %	-0,8 %
Réseau total RONA	6,5 %	3,0 %	-1,3 %	-4,0 %	-3,5 %	-2,3 %	-1,0 %	-1,1 %	0,1 %

⁽¹⁾ Le quatrième trimestre de 2012 comporte 14 semaines par rapport à 13 pour les autres trimestres. Les ventes comparables du quatrième trimestre de 2012 représentent les ventes pour une période de 13 semaines comparables.

Résultats trimestriels – Données choisies

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestres terminés les		
	28 décembre 2014	29 décembre 2013	Variation \$
Produits	971 259	941 111	30 148
Détail	709 972	679 742	30 230
Distribution	261 287	261 369	(82)
Marge brute ajustée	262 362	254 319	8 043
Marge brute ajustée / Produits (%)	27,0	27,0	
Frais de vente, généraux et d'administration ajustés	209 871	218 195	(8 324)
Frais de vente, généraux et d'administration ajustés / Produits (%)	21,6	23,2	
BAlIA ajusté	52 491	36 124	16 367
BAlIA ajusté / Produits (%)	5,4	3,8	
BAlIA ajusté Détail	41 449	29 258	12 191
BAlIA ajusté Détail / Produits Détail (%)	5,8	4,3	
BAlIA ajusté Distribution	11 042	6 866	4 176
BAlIA ajusté Distribution / Produits Distribution (%)	4,2	2,6	
Résultat net attribuable aux propriétaires de RONA inc.	19 605	6 966	12 639

Rapprochement du résultat net au BAIIA et BAIIA ajusté

Résultats trimestriels – Données choisies

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestres terminés les		
	28 décembre 2014	29 décembre 2013	Variation \$
Résultat net	6 046	(932)	6 978
Résultat net des activités abandonnées	1 360	(2 412)	3 772
Résultat net des activités poursuivies	4 686	1 480	3 206
Charges financières	3 343	4 615	(1 272)
Amortissements et dépréciation des actifs non financiers	22 679	23 374	(695)
Charge d'impôts sur le résultat	1 143	523	620
BAIIA des activités poursuivies	31 851	29 992	1 859
Charges de restructuration et autres coûts	20 640	6 132	14 508
BAIIA ajusté des activités poursuivies	52 491	36 124	16 367

Pour la période de 13 semaines terminée le 28 décembre 2014, les produits consolidés ont totalisé 971,3 millions de dollars comparativement à 941,1 millions pour la période correspondante de 2013, soit une hausse de 30,1 millions. Cette hausse découle de la croissance des ventes comparables positives à hauteur de 53,4 millions de dollars, ou 6,5 %. De ce montant, 44,2 millions de dollars proviennent du secteur du détail qui présente des ventes comparables de 6,0 %. Cette croissance importante découle de la contribution positive de l'ensemble des régions à l'exception des provinces de l'Atlantique. Quant au secteur de la distribution, la croissance des ventes comparables se situe à 9,3 % pour un total de 9,2 millions de dollars. Cette hausse découle de l'effet de notre stratégie de marchandisage auprès de nos marchands et de l'introduction de nouvelles catégories de produits. L'impact de la fermeture des magasins s'estompe de trimestre en trimestre (-13,8 millions de dollars ce trimestre), compte tenu que la majorité des magasins était fermée à cette période de 2013. Finalement, le recrutement, net des fermetures et départs de marchands, a eu un impact défavorable de 9,3 millions de dollars.

La marge brute ajustée du quatrième trimestre de 2014 a augmenté de 8,0 millions de dollars comparativement à 2013, passant de 254,3 millions de dollars à 262,4 millions, et la marge brute ajustée, en pourcentage des ventes, est demeurée stable à 27,0 %. La croissance de la marge brute découle principalement de l'écart volume à hauteur de 15,7 millions de dollars résultant de la stratégie de marchandisage. Les nouveaux magasins et acquisitions, net des dispositions d'actifs et les magasins fermés dans le cadre du programme de réduction de coûts ont eu un impact défavorable de 1,1 million de dollars et 6,2 millions respectivement.

Les frais de vente, généraux et d'administration ajustés se sont établis à 209,9 millions de dollars pour le quatrième trimestre de 2014, soit une diminution de 8,3 millions sur les 218,2 millions enregistrés à la même période en 2013. La réduction résulte essentiellement des bénéfices du plan de redressement découlant de la fermeture des magasins (-11,5 millions de dollars).

Le BAIIA ajusté des activités poursuivies s'est élevé à 52,5 millions de dollars, soit 5,4 % des produits, par rapport à 36,1 millions de dollars, ou 3,8 % des produits un an plus tôt. L'amélioration de 16,4 millions de dollars, ou 160 points de base, découle essentiellement de la fermeture des magasins pour 5,4 millions, ainsi que de la hausse organique de 4,7 millions de dollars pour le secteur de la distribution et à hauteur de 5,7 millions pour le secteur du détail. La hausse du BAIIA ajusté du secteur du détail résulte en une amélioration de 150 points de base de la marge de BAIIA, passant de 4,3 % à 5,8 % entre le quatrième trimestre de 2013 et celui de 2014. Cette hausse s'explique encore une fois par une combinaison de la réduction des frais de vente, généraux et d'administration et d'une période de croissance positive des ventes comparables. Quant au secteur de la distribution, la marge sur la même période est passée de 2,6 % à 4,2 %, soit une hausse de 160 points de base résultat d'une croissance des ventes comparables et d'une meilleure gestion des coûts.

Le résultat net ajusté des activités poursuivies attribuable aux actions participantes a atteint 17,3 millions de dollars, soit 0,15 \$ par action de base et dilué, comparativement à 4,6 millions, ou 0,04 \$ par action de base et dilué, à l'exercice antérieur. Cette hausse de 275,0 % s'explique par les éléments mentionnés ci-haut.

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Dans le cours normal de ses activités, la Société a conclu diverses transactions avec ses coentreprises et entreprises associées comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Le montant global des ventes de la Société aux entreprises mises en équivalence s'est élevé à 64,5 millions de dollars pour l'exercice terminé le 28 décembre 2014 et à 62,7 millions pour l'exercice terminé le 29 décembre 2013.

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS

Lorsqu'elle prépare les états financiers consolidés audités, la direction de la Société pose un certain nombre de jugements, établit des estimations et fait des hypothèses qui ont des incidences sur la comptabilisation et l'évaluation des montants comptabilisés dans les états financiers consolidés audités et présentés dans les notes y afférentes.

L'information sur les jugements, les estimations et les hypothèses significatifs qui ont la plus grande incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée dans les notes suivantes des états financiers consolidés de la Société :

- note 3 D) – Stocks;
- note 3 E) – Remises de fournisseurs;
- note 3 L) – Dépréciation des actifs non courants;
- note 3 M) – Actifs loués;
- note 3 O) – Impôts sur le résultat;
- note 3 P) – Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels;
- note 3 R), S) et T) – Évaluation des paiements fondés sur des actions;
- note 3 V) – Instruments financiers (provision pour créances douteuses);
- note 3 Y) – Avantages postérieurs à l'emploi.

Les estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Société pourrait prendre à l'avenir. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

CHANGEMENTS DANS LES MÉTHODES COMPTABLES

À l'égard des changements dans les méthodes comptables survenus au cours de l'exercice et celles non encore adoptées, nous référons le lecteur à la note 2 F) et 2 G) des états financiers consolidés de la Société pour de plus amples renseignements.

RISQUES ET INCERTITUDES

La Société suit une approche stratégique à l'égard de la gestion des risques afin de préserver et d'accroître la valeur pour les actionnaires. La gestion des risques d'entreprise de RONA consiste en une évaluation des risques par la Haute Direction en collaboration avec le Service d'audit interne. RONA a cerné et évalué les principaux risques et incertitudes d'entreprise qui pourraient avoir des conséquences négatives sur l'atteinte des objectifs et, subséquemment, sur le rendement de la Société. Le contrôle et l'amélioration des opérations sont des préoccupations constantes chez RONA. Dans cette perspective, l'identification et la gestion des risques sont des facteurs importants.

RONA gère ces risques de façon continue et a mis en place de nombreuses activités dont l'objectif est de mitiger les risques principaux qui sont mentionnés dans la section suivante afin d'en atténuer les impacts, entre autres, financiers, opérationnels et protéger sa réputation.

RISQUES STRATÉGIQUES

Marché et concurrence

La concurrence est très vive dans l'industrie des articles de quincaillerie, de construction et de rénovation résidentielle où RONA évolue. Les concurrents de RONA sont de grandes chaînes nationales et multinationales, de nombreux groupes régionaux et des magasins indépendants. La Société reste à l'affût de l'évolution du marché et de la concurrence en effectuant une vigie sur l'ouverture et la rénovation des magasins de la compétition et de l'arrivée potentielle d'un nouveau joueur.

Les tendances dans le secteur de la construction ont une incidence directe sur RONA. Les ventes de la Société sont liées, dans une certaine mesure, au nombre de mises en chantier, à la revente de propriétés, à l'intérêt des consommateurs pour la rénovation et au coût du logement. De plus, la demande d'articles de quincaillerie, de construction et de rénovation résidentielle est en partie tributaire des goûts des consommateurs et des tendances qui se dessinent. RONA doit donc rester à l'affût des besoins et des demandes de ses clients. RONA bénéficie cependant d'une excellente répartition de ses activités soit géographiquement, par secteur d'activité, par bannière et par type de magasins. La Société tire une part importante de ses produits de la vente d'articles saisonniers et doit par conséquent composer avec une certaine instabilité des ventes découlant de conditions météorologiques inhabituelles. Ces différents facteurs peuvent avoir des impacts importants sur la situation financière de la Société ainsi que sur ses parts de marché.

Conjoncture économique

Une partie significative des dépenses dans le secteur des articles de quincaillerie, de construction et de rénovation sont des dépenses discrétionnaires et, par conséquent, sont sensibles à la vigueur de l'économie ainsi qu'à la confiance et au pouvoir d'achat des consommateurs. En outre, le bois d'œuvre, les matières premières et d'autres matériaux de construction sont des marchandises dont les prix fluctuent en fonction des marchés, ce qui a des incidences sur les ventes de la Société. Même si la reprise économique est amorcée, on a constaté en 2014 un ralentissement continu aux chapitres des mises en chantier dans certaines régions. La Société ne peut influencer les fluctuations économiques et ajuste ses plans d'affaires et marketing en conséquence.

Stratégies d'affaires

Les stratégies d'affaires de RONA prévoient que des initiatives seront mise en place pour obtenir des résultats à court et plus long terme afin d'améliorer la performance financière de la Société. Cependant, les stratégies d'affaires présentent des risques. Il n'y a aucune certitude sur la réaction du

consommateur et l'amélioration de la rentabilité. Les stratégies visent à améliorer le positionnement de RONA dans ses activités de base et, à plus long terme, à susciter une croissance soutenue des résultats et du rendement. Des interventions à court terme pour redéfinir le modèle de soutien opérationnel, revoir le format de magasin et le concept, en vue d'améliorer l'efficacité et de cristalliser la valeur des actifs excédentaires ont été lancées alors que d'autres le seront dans un avenir rapproché.

Acquisition, recrutement, intégration et perfectionnement

Les acquisitions et le recrutement ont été historiquement deux importants vecteurs de la stratégie d'expansion de RONA. La Société peut avoir la volonté de recruter ou d'acquérir des entreprises, mais rien ne garantit qu'il lui sera possible d'acquérir une Société par actions qui satisfait à ses critères rigoureux de sélection. RONA a pour objectif d'intégrer et de fidéliser rapidement les entreprises acquises et recrutées afin de réaliser les bénéfices escomptés. En outre, la volonté de développement de la Société peut se heurter à l'incapacité de trouver des emplacements adaptés au développement. Lors du redéploiement de points de vente dans de nouveaux sites, la Société peut ne pas avoir accès à l'emplacement approprié dans les délais requis et être dans l'obligation d'engager des frais importants compte tenu de ses engagements futurs. Même si les entreprises recrutées, appelées « marchands », sont liées à RONA par contrats commerciaux et bénéficient d'avantages destinés à assurer leur loyauté envers RONA : conditions d'achats favorables, accès à une équipe de soutien expérimentée, stratégie de développement régional intégrée et adaptée, programme de planification de la relève; même si RONA considère qu'elle a entretenu de bonnes relations d'affaires avec ces entreprises pendant de nombreuses années, il n'y a aucune certitude que toutes ces entreprises maintiendront leurs relations avec RONA, ce qui pourrait avoir des incidences négatives sur les résultats financiers de la division distribution de RONA. De plus, bien qu'en vertu des modalités de leurs contrats commerciaux avec RONA, ces entreprises s'engagent à observer certaines lignes directrices de RONA portant sur la commercialisation, la publicité, l'image et la fidélité quant aux achats, RONA fait face au risque que certaines de ces entreprises ne respectent pas ces engagements, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les résultats financiers de l'entreprise de distribution de RONA ainsi que sur sa réputation et son image.

Marchands affiliés et franchisés

Une partie des bénéfices générés par la Société provient de la distribution aux marchands affiliés et franchisés. Pour cette raison, il est essentiel de fournir des produits et services de qualité et qui répondent aux besoins et aux attentes de ces derniers. Les activités de la Société doivent donc prendre en compte cette réalité. La rétention des marchands affiliés et franchisés est importante pour le futur de la Société. Tout manquement, tel le départ massif de marchands, pourrait engendrer des pertes au profit des concurrents de RONA.

RISQUES OPÉRATIONNELS

Ressources humaines et relations de travail

Pour atteindre ses objectifs, la Société doit attirer, former et retenir un grand nombre d'employés compétents, tout en contrôlant sa masse salariale. Sa capacité à contrôler les coûts de main-d'œuvre est sujette à de nombreux facteurs externes, notamment les taux de rémunération et d'assurances collectives. La Société doit aussi être en mesure de mettre en place un plan de relève pour les postes clés nécessitant des connaissances spécifiques ainsi que pour les postes de la haute direction afin de maintenir les activités tout en prévoyant la réussite à long terme. En outre, certaines des activités de RONA sont effectuées par des employés syndiqués. Une détérioration des relations avec les syndicats pourrait engendrer des interruptions et ralentissement de travail et pourrait nuire à la rentabilité de la Société. De façon générale, RONA maintient de bonnes relations avec les syndicats en place.

Sécurité des employés et des clients

La Société opère un grand nombre de magasins de type « entrepôt ». Ceux-ci présentent des facteurs de risque par la présence de produits en hauteur et l'utilisation de matériel roulant, tel des chariots-élévateurs. La Société a mis en œuvre des programmes de santé et sécurité sur les lieux de travail pour palier à ses risques.

Technologie de l'information

Compte tenu du modèle d'affaires de la Société et de sa croissance historique par acquisitions, la structure de la technologie de l'information est particulièrement complexe. Tout en simplifiant son parc informatique, la Société continue de mettre en place certains contrôles de validations afin que les décisions de gestion soient appuyées sur des données intègres et disponibles en temps opportun. Le manque de flexibilité et l'incapacité de faire évoluer les systèmes de manière proactive pourraient empêcher la Société de répondre aux besoins opérationnels. La nature confidentielle de certaines informations est prise en compte afin de protéger les clients, marchands et employés. Les processus clés tel que le déploiement, les mises à jour des systèmes et équipements informatiques ainsi que les processus entourant la sécurité informatique sont constamment évalués afin d'être le plus efficace possible et de soutenir les décisions de gestion dans l'atteinte des objectifs stratégiques de la Société.

Continuité des affaires

La Société doit être en mesure de fournir des services efficaces à ses clients et marchands, et ce, quotidiennement. Advenant une situation critique, quelle qu'en soit la nature, la Société doit être en mesure de réagir rapidement afin de reprendre les activités essentielles pour ne pas nuire à sa rentabilité. La Société améliore continuellement ses plans de relève informatique et autres plans de contingence pour palier à ce risque. En outre, la Société a certains programmes d'assurance qui fournissent une couverture pour ce risque. Certains types de sinistres, comme ceux résultant de cas de force majeure, ne sont généralement pas assurés parce qu'ils sont non assurables ou économiquement inapplicables.

Commercialisation

Il pourrait arriver que la Société offre des produits et services dont les clients ou marchands ne veulent pas et qui ne cadrent pas avec les tendances, habitudes de consommation courantes ou préférences régionales, dont les prix dépassent ce que les clients ou marchands sont prêts à payer ou qui se font devancer sur le marché par des produits concurrents. Si les efforts de commercialisation se révélaient inefficaces, la rentabilité de la Société pourrait en être impactée. Il est primordial pour la Société de fournir des produits de qualité pour assurer la sécurité des clients et ainsi réduire les risques de rappels qui pourraient nuire à l'image de la Société. Au niveau des produits de marque maison, la Société a la responsabilité quant au respect des normes de qualité de ces produits. Une atteinte à la réputation de ces marques pourrait être dommageable pour la Société si elle se répercutait sur la perception que les consommateurs ont de l'entreprise.

Chaîne d'approvisionnement et distribution

La Société doit prévoir les besoins de ses magasins en marchandise et y satisfaire adéquatement. À cet égard, elle est tributaire de ses fournisseurs nationaux et internationaux qui doivent l'approvisionner en temps opportun et au meilleur prix possible, tout en respectant ses normes de qualité. Étant donné le réseau diversifié en approvisionnement, les risques sont limités quant à la dépendance à un seul fournisseur. De plus, il est important pour RONA d'établir des relations solides et durables avec ses fournisseurs pour éviter des ruptures de stock ou une variation imprévue du prix des marchandises.

La gestion de l'approvisionnement est un élément essentiel à la saine gestion de l'inventaire qui demeure une priorité constante pour l'entreprise. L'incapacité de détecter, corriger et prévenir la désuétude et à maintenir un niveau d'inventaire adéquat peut créer des pertes ainsi que des inefficacités opérationnelles dont l'incapacité de déployer efficacement les bons inventaires requis à travers le réseau. L'incapacité de la Société d'avoir les bons inventaires disponibles aux clients ou marchands en temps opportun pourrait nuire à l'expérience-client et la rentabilité.

RISQUES FINANCIERS

Disponibilité de financement

La Société pourrait ne pas avoir accès au financement nécessaire pour certains de ses vecteurs de croissance, ce qui l'empêcherait de conclure des acquisitions d'entreprise ou retarder des investissements en capital.

La faible disponibilité de financement peut avoir des conséquences de divers ordres pour la Société. Le manque de financement peut réduire la capacité de RONA de poursuivre ses objectifs de croissance, l'empêcher d'acquérir d'autres magasins ou l'obliger à reporter les investissements planifiés dans des magasins existants. La Société pourrait ne pas atteindre ses objectifs de croissance, ce qui aurait une incidence défavorable sur ses résultats financiers.

En temps opportun, RONA doit refinancer sa facilité de crédit ou d'autres dettes et il n'y a pas de certitude que la Société pourra se refinancer à des termes aussi favorables que ceux actuellement en place.

La direction est d'avis que RONA dispose actuellement du financement nécessaire à son développement.

Risque de crédit

Le risque de crédit fait référence au risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une ou l'autre de ses obligations et amène de ce fait la Société à subir une perte financière, les principaux risques étant liés aux clients et autres débiteurs ainsi qu'aux prêts et avances de la société. Celle-ci peut également être exposée au risque de crédit en raison de son encaisse et de ses contrats de change à terme, qui est géré en ne traitant qu'avec des institutions financières de grande envergure.

Pour gérer le risque de crédit sur les clients et autres débiteurs ainsi que sur les prêts et avances, la Société détient des hypothèques sur certains biens meubles et immeubles appartenant à ses débiteurs ainsi que des cautionnements et examine régulièrement leur solidité financière. Des provisions pour créances douteuses sont comptabilisées à la date de l'état de la situation financière afin de tenir compte des pertes potentielles et ces provisions sont établies client par client.

La Société estime que la qualité du crédit de tous les actifs financiers qui ne sont pas dépréciés ou en souffrance, à la date de clôture, est bonne.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que la Société ne puisse pas satisfaire à ses obligations à temps ou à un prix raisonnable. La Société gère son risque de liquidité en tenant compte des besoins opérationnels et en recourant à de multiples sources de financement pour maintenir sa flexibilité. La Société établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour rencontrer ses obligations. Au cours des dernières années, la Société a financé l'accroissement de sa capacité, l'augmentation de son chiffre d'affaires, ses besoins en fonds de roulement et ses acquisitions, principalement par des fonds autogénérés, par l'émission de débentures et par l'utilisation régulière de son crédit rotatif.

Les tableaux suivants indiquent les montants non actualisés exigibles aux dates d'échéance contractuelle des passifs financiers, y compris les versements d'intérêts, le cas échéant :

Au 28 décembre 2014

	Total	Moins de 1 an	Entre 1 - 3 ans	Entre 3 - 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts bancaires	1 055 \$	1 055 \$	– \$	– \$	– \$
Fournisseurs et autres créiteurs	383 672	383 672	–	–	–
Dividendes à payer	2 265	2 265	–	–	–
Déventures	128 219	6 291	121 928	–	–
Facilité de crédit rotatif	65 231	–	65 231	–	–
Emprunts hypothécaires et soldes de prix d'achats	3 810	1 955	1 836	19	–
Obligations relatives aux biens loués	396	208	188	–	–
Instruments financiers dérivés	14	14	–	–	–
Total	584 662 \$	395 460 \$	189 183 \$	19 \$	– \$

Au 29 décembre 2013

	Total	Moins de 1 an	Entre 1-3 ans	Entre 3 - 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts bancaires	2 533 \$	2 533 \$	– \$	– \$	– \$
Fournisseurs et autres créiteurs	343 169	343 169	–	–	–
Dividendes à payer	2 283	2 283	–	–	–
Déventures	134 511	6 291	128 220	–	–
Facilité de crédit rotatif	44 960	–	44 960	–	–
Emprunts hypothécaires et soldes de prix d'achats	11 056	8 204	1 544	138	1 170
Obligations relatives aux biens loués	604	236	334	34	–
Instruments financiers dérivés	1 941	1 941	–	–	–
Total	541 057 \$	364 657 \$	175 058 \$	172 \$	1 170 \$

Risque de change et sensibilité aux monnaies étrangères

Le risque de change de la Société provient principalement d'achats faits en dollars américains. Afin de limiter les impacts sur le résultat net dus à la variation du dollar canadien par rapport au dollar américain, la Société a principalement recours à des contrats de change à terme. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés aux fins de spéculation ni de négociation.

Les tableaux suivants présentent les instruments financiers dérivés utilisés pour couvrir les risques liés à la variation des taux de change pour les achats libellés en devise étrangères :

Au 28 décembre 2014					
Instruments	Échéance	Devises	Taux moyen	Principal	
Contrats de change à terme	Jusqu'en juin 2015	Achat/vente	USD/CAD	1,1230	88 500 USD
Swap de devise	Janvier 2015	Achat/vente	USD/CAD	1,1637	10 500 USD

Au 29 décembre 2013					
Instruments	Échéance	Devises	Taux moyen	Principal	
Contrats de change à terme	Jusqu'en juin 2014	Achat/vente	USD/CAD	1,0520	77 100 USD
Contrats de change à terme	Janvier 2014	Vente/achat	EUR/USD	1,3466	9 591 USD
Swap de devise	Janvier 2014	Achat/vente	EUR/CAD	1,4633	7 110 EUR

Le 28 décembre 2014, une variation de 1 %, à la hausse ou à la baisse du dollar canadien en comparaison avec le dollar américain, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, n'aurait pas eu d'impact important sur le résultat net, mais le total des autres éléments du résultat étendu et les capitaux propres auraient été supérieurs ou inférieurs de 1 142\$ (819 \$ au 29 décembre 2013).

Risque de taux d'intérêt

Dans le cours normal de ses affaires, la Société est exposée à un risque de fluctuations de taux d'intérêt en raison des prêts et créances qu'elle consent ainsi que des emprunts qu'elle contracte à des taux variables. La Société gère son exposition aux variations de taux d'intérêt par une répartition de sa dette financière entre des instruments comportant des taux fixes et des taux variables. La valeur comptable de ces instruments est la suivante :

	au 28 décembre 2014		au 29 décembre 2013	
Instruments à taux fixes				
Passifs financiers	120 340	\$	127 648	\$
Instruments à taux variables				
Actifs financiers	26 891	\$	20 450	\$
Passifs financiers	66 535		47 795	
Passifs financiers nets	39 644	\$	27 345	\$

Le 28 décembre 2014, si les taux d'intérêt des instruments à taux variables avaient varié de 25 points de base, à la hausse ou à la baisse, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, le résultat net et les capitaux propres de la Société auraient été inférieurs ou supérieurs de 73 \$ (50 \$ au 29 décembre 2013).

AUTRES RISQUES

Exigences législatives et réglementaires

La Société est assujettie à certaines obligations contractuelles, normes, lois et règlements sous les différentes juridictions telles que, fédéral, provincial et municipal. Ces dernières affectent la conformité environnementale, fiscale, comptable, valeur mobilière, protection du consommateur, protection de la vie privée et visent aussi à protéger les détenteurs de cartes de crédits. Afin de protéger sa réputation ainsi que d'éviter les amendes potentielles, des équipes sont en place pour mitiger les risques. Tout manquement à se conformer pourrait avoir comme conséquence de nuire à la profitabilité de la Société.

Poursuites

RONA met tout en œuvre pour s'assurer de respecter les lois et les règlements, mais des poursuites judiciaires ou des litiges avec des tiers pourraient affecter négativement sa situation et ses résultats. Dans le cours normal de ces opérations, la Société est une partie défenderesse dans un certain nombre de procédures judiciaires et des réclamations habituelles pour une entreprise de notre secteur. Une issue défavorable dans de telles procédures pourrait nuire à nos activités, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Éthique et déontologie

Un manquement important à l'éthique par un employé ou fournisseur de la Société pourrait avoir des impacts importants sur la réputation et la profitabilité de la Société. Les employés et fournisseurs doivent se comporter selon les standards minimaux du Code d'éthique – employé et du Code d'éthique – fournisseur, respectivement. La Société engage des efforts de communication et de sensibilisation pour s'assurer que toutes les parties prenantes soient au fait des Codes d'éthique respectifs. Lorsque la direction de RONA est au fait d'allégation de manquement au Code d'éthique, elle déploie les ressources nécessaires pour investiguer et prendre les actions, si nécessaire, pour corriger au manquement.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le président et chef de la direction et le premier vice-président et chef de la direction financière de la Société ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information financière présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée est fiable et que les états financiers ont été établis conformément aux IFRS.

Les CPCI ont été conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société est communiquée au président et chef de la direction et au premier vice-président et chef de la direction financière par d'autres personnes et que l'information qui doit être présentée par la Société dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis par la Société en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation. Le président et chef de la direction et le premier vice-président et chef de la direction financière ont conclu, en se fondant sur leur évaluation, que les contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à l'émetteur leur est communiquée par d'autres personnes au sein de la Société.

Le président et chef de la direction et le premier vice-président et chef de la direction financière ont évalué l'efficacité du CIIF au 28 décembre 2014, selon le cadre de contrôle reconnu publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (COSO) et plus spécifiquement

pour la portion technologique, selon les directives du IT Control Objectives for Sarbanes-Oxley du IT Governance Institute. En se fondant sur cette évaluation, ils ont conclu que le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était efficace à cette date et s'attendent à certifier l'émission annuelle de la Société auprès de l'Autorité des agences réglementaires.

Au cours de l'exercice terminé le 28 décembre 2014, il n'y a eu aucun changement dans les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur le CIIF.

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS DE LA DIRECTION

Aucun changement important ne s'est produit depuis la publication du rapport de gestion annuel pour l'exercice terminé le 29 décembre 2013, à l'exception des estimations qui ont été modifiées relativement aux allocations entre les deux segments opérationnels de la Société, tel que discuté à la note 29 des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice terminé le 28 décembre 2014.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport de gestion comprend des énoncés prospectifs comportant des risques et des incertitudes. Tous les énoncés autres que des énoncés de faits historiques inclus dans ce rapport de gestion, y compris des énoncés sur les perspectives de l'industrie et sur les perspectives, les projets, la situation financière et la stratégie d'affaires de la Société, peuvent constituer des énoncés prospectifs au sens de la législation et la réglementation canadiennes en matière de valeurs mobilières. Ces énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation d'expressions comme « pouvoir », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « estimer que », « anticiper », « prévoir », « désirer » ou « poursuivre », y compris dans une tournure négative, ou de leurs variantes ou de toute terminologie similaire ou à l'emploi du futur. Bien que la Société soit d'avis que les attentes reflétées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, elle ne peut donner aucune garantie que ces attentes se réaliseront. Les énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'effet que des transactions, des éléments non récurrents ou d'autres éléments extraordinaires annoncés ou survenant après que ces énoncés sont faits auront sur les activités de la Société. Par exemple, ils ne tiennent pas compte de l'incidence des cessions, des acquisitions, d'autres transactions commerciales, des réductions de la valeur d'actifs ni d'autres charges annoncées ou survenues après que les énoncés prospectifs sont faits.

Les investisseurs et les autres personnes intéressées devraient éviter de se fier indûment à quelque énoncé prospectif. Pour de plus amples renseignements sur les risques, les incertitudes et les hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, le lecteur est prié de se reporter aux documents publics déposés par la Société qui sont accessibles sur les sites www.sedar.com et www.rona.ca. Plus particulièrement, d'autres précisions et la description de ces facteurs et d'autres facteurs sont présentés dans ce rapport de gestion, sous la rubrique « Risques et incertitudes ».

Les énoncés prospectifs figurant dans ce rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 16 février 2015 et sont faits sous réserve des changements pouvant survenir après cette date. La Société nie expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ou de réviser ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables ne le requièrent.

INFORMATION ADDITIONNELLE

Le présent rapport de gestion est préparé en date du 16 février 2015. Le lecteur trouvera d'autres informations relatives à RONA, y compris sa notice annuelle, sur le site internet de la Société à l'adresse www.rona.ca et sur le site internet de SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

(s) Dominique Boies

Dominique Boies
Premier vice-président et chef de la direction financière

(s) Robert Sawyer

Robert Sawyer
Président et chef de la direction

RAPPORT DE LA DIRECTION RELATIVEMENT AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés de RONA inc. ainsi que les renseignements financiers contenus dans le rapport de gestion ont été préparés par la direction financière de RONA inc. La préparation des états financiers consolidés comprend le choix de principes et de méthodes comptables appropriés dont l'application nécessite de faire des estimations et de formuler des jugements éclairés. De plus, il leur incombe de s'assurer que l'information financière incluse dans le rapport de gestion concorde avec celle des états financiers consolidés. Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière et ont été approuvés par le conseil d'administration.

RONA inc. maintient des systèmes de comptabilité et de contrôles internes qui, de l'avis de la direction, assurent raisonnablement l'exactitude, la pertinence et la fiabilité de l'information financière de même que la conduite ordonnée et efficace des affaires de la Société.

Le conseil d'administration assume ses responsabilités relatives aux états financiers consolidés principalement par l'entremise de son Comité d'audit. Ce Comité est formé uniquement d'administrateurs indépendants de la Société et est responsable de recommander la nomination des auditeurs externes. De plus, ce Comité qui tient périodiquement des réunions avec les membres de la direction, les auditeurs internes et externes, a révisé les états financiers consolidés de RONA inc. et a recommandé leur approbation au conseil d'administration. Les auditeurs internes et externes ont accès au Comité sans la direction.

Les états financiers consolidés ci-joints ont été audités par le cabinet Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L., auditeurs indépendants, et le rapport qu'ils ont préparé indique l'étendue de leur audit et leur opinion sur les états financiers consolidés.

(s) Dominique Boies

Dominique Boies
Premier vice-président et chef de la direction financière

(s) Robert Sawyer

Robert Sawyer
Président et chef de la direction

Boucherville, le 16 février 2015

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux actionnaires de RONA inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la société RONA inc., qui comprennent les états consolidés de la situation financière au 28 décembre 2014 et au 29 décembre 2013, et les états consolidés du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices terminés le 28 décembre 2014 et le 29 décembre 2013, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la société RONA inc. au 28 décembre 2014 et au 29 décembre 2013 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés le 28 décembre 2014 et le 29 décembre 2013, conformément aux IFRS.

*Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.*¹

Montréal, le 16 février 2015

¹ CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A105359

RONA inc.
ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT NET ET ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

Exercices terminés le 28 décembre 2014 et le 29 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf le résultat net par action)

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT NET

	Notes	2014	2013
ACTIVITÉS POURSUIVIES			
Produits	4	4 096 355 \$	4 192 192 \$
Résultat avant intérêts, impôts, amortissements, dépréciation d'actifs non financiers, charges de restructuration et autres coûts	5.1	235 373 \$	162 088 \$
Charges de restructuration et autres coûts	5.4	23 697	82 879
Amortissements et dépréciation d'actifs non financiers	5.2	91 042	113 850
Résultat opérationnel		120 634	(34 641)
Charges financières	26	16 238	14 000
Résultat avant la charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat		104 396	(48 641)
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	7	27 509	(13 044)
Résultat net des activités poursuivies		76 887	(35 597)
ACTIVITÉS ABANDONNÉES			
Résultat net des activités abandonnées	10	1 360	(117 417)
Résultat net		78 247 \$	(153 014) \$
Résultat net attribuable aux :			
Propriétaires de RONA inc.			
Activités poursuivies		74 450 \$	(36 614) \$
Activités abandonnées		1 360	(117 417)
		75 810	(154 031)
Participations ne donnant pas le contrôle		2 437	1 017
		78 247 \$	(153 014) \$
Résultat net de base et dilué par action attribuable aux propriétaires de RONA inc.	30		
Activités poursuivies		0,55 \$	(0,38) \$
Activités abandonnées		0,01	(0,96)
		0,56 \$	(1,34) \$

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Note	2014	2013
Résultat net		78 247 \$	(153 014) \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite des impôts :			
Éléments qui seront reclassés ultérieurement au résultat net			
Couvertures de flux de trésorerie			
- Gain (perte) de l'exercice		5 067	(195)
- Reclassement au résultat net		(1 014)	1 374
Incidence de la conversion de devises relative à l'investissement net dans une entreprise associée		739	306
		4 792	1 485
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement au résultat net			
Réévaluations du passif net au titre des prestations définies	27	(8 087)	2 130
Autres éléments du résultat global		(3 295)	3 615
Résultat global		74 952 \$	(149 399) \$
Résultat global attribuable aux :			
Propriétaires de RONA inc.		72 515 \$	(150 416) \$
Participations ne donnant pas le contrôle		2 437	1 017
		74 952 \$	(149 399) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

RONA inc.
ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Exercice terminé le 28 décembre 2014

(en milliers de dollars canadiens)

Notes	Capital social	Résultats non distribués	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Total attribuable aux propriétaires de RONA inc.	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 29 décembre 2013	765 203 \$	879 415 \$	12 972 \$	(2 158) \$	1 655 432 \$	15 570 \$	1 671 002 \$
Transactions avec les propriétaires :							
Émission de capital social pour une contrepartie en espèces	23	35	-	-	35	-	35
Émission de capital social à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions	23	839	(208)	-	631	-	631
Rachat d'actions ordinaires pour annulation	23	(36 002)	(58 230)	-	(94 232)	-	(94 232)
Dividendes déclarés sur actions ordinaires		-	(16 644)	-	(16 644)	-	(16 644)
Dividendes déclarés sur actions privilégiées, incluant les impôts		-	(9 267)	-	(9 267)	-	(9 267)
Dividendes en espèces versés par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-	-	(2 450)	(2 450)
Coûts de rémunération au titre du régime d'options d'achat d'actions	24	-	-	1 324	1 324	-	1 324
Dépôts sur souscription d'actions ordinaires reçus	23	1 117	-	-	1 117	-	1 117
Remboursement de dépôts sur souscription d'actions ordinaires	23	(63)	-	-	(63)	-	(63)
Total des transactions avec les propriétaires		(34 074)	(84 141)	1 116	(117 099)	(2 450)	(119 549)
Résultat net		-	75 810	-	75 810	2 437	78 247
Autres éléments du résultat global, déduction faite des impôts :							
Couvertures de flux de trésorerie							
- Gain de l'exercice		-	-	5 067	5 067	-	5 067
- Reclassement au résultat net		-	-	(1 014)	(1 014)	-	(1 014)
Incidence de la conversion de devises relative à l'investissement net dans une entreprise associée		-	-	739	739	-	739
Réévaluations du passif net au titre des prestations définies	27	-	(8 087)	-	(8 087)	-	(8 087)
Autres éléments du résultat global		-	(8 087)	-	(3 295)	-	(3 295)
Solde au 28 décembre 2014		731 129 \$	862 997 \$	14 088 \$	2 634 \$	1 610 848 \$	1 626 405 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

RONA inc.
ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Exercice terminé le 29 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens)

Notes	Capital social	Résultats non distribués	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Total attribuable aux propriétaires de RONA inc.	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 30 décembre 2012	765 443 \$	1 071 426 \$	12 521 \$	(3 643) \$	1 845 747 \$	37 344 \$	1 883 091 \$
Transactions avec les propriétaires :							
Émission de capital social pour une contrepartie en espèces	23	409	-	-	409	-	409
Émission de capital social à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions	23	3 647	-	(811)	2 836	-	2 836
Rachat d'actions ordinaires pour annulation	23	(5 764)	(9 611)	-	(15 375)	-	(15 375)
Dividendes déclarés sur actions ordinaires		-	(17 043)	-	(17 043)	-	(17 043)
Dividendes déclarés sur actions privilégiées, incluant les impôts		-	(9 288)	-	(9 288)	-	(9 288)
Dividendes en espèces versés par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-	-	(3 430)	(3 430)
Coûts de rémunération au titre du régime d'options d'achat d'actions	24	-	-	1 262	1 262	-	1 262
Dépôts sur souscription d'actions ordinaires reçus	23	1 595	-	-	1 595	-	1 595
Remboursement de dépôts sur souscription d'actions ordinaires	23	(127)	-	-	(127)	-	(127)
Achat de participation ne donnant pas le contrôle	9	-	(4 168)	-	(4 168)	(19 361)	(23 529)
Total des transactions avec les propriétaires		(240)	(40 110)	451	(39 899)	(22 791)	(62 690)
Résultat net		-	(154 031)	-	(154 031)	1 017	(153 014)
Autres éléments du résultat global, déduction faite des impôts :							
Couvertures de flux de trésorerie							
- Perte de l'exercice		-	-	(195)	(195)	-	(195)
- Reclassement au résultat net		-	-	1 374	1 374	-	1 374
Incidence de la conversion de devises relative à l'investissement net dans une entreprise associée							
		-	-	306	306	-	306
Réévaluations du passif net au titre des prestations définies	27	-	2 130	-	2 130	-	2 130
Autres éléments du résultat global		-	2 130	-	3 615	-	3 615
Solde au 29 décembre 2013		765 203 \$	879 415 \$	12 972 \$	(2 158) \$	15 570 \$	1 671 002 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

RONA inc.
TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE
 Exercices terminés le 28 décembre 2014 et le 29 décembre 2013
 (en milliers de dollars canadiens)

	Notes	2014	2013
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES			
Résultat avant la charge d'impôts sur le résultat		106 242 \$	(198 071) \$
Résultat avant la charge d'impôts sur le résultat des activités abandonnées	10	1 846	(149 430)
Résultat avant la charge d'impôts sur le résultat des activités poursuivies		104 396	(48 641)
Ajustements :			
Amortissements et dépréciation d'actifs non financiers	5.2	91 042	113 850
Variation nette de la provision de restructuration	21	(11 458)	52 130
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés		(6 896)	3 062
Profits nets sur cession d'éléments d'actif	5.1	(6 204)	(4 640)
Profits nets sur cession d'un placement dans une entreprise associée	5.1	(1 840)	-
Quote-part des résultats de participations dans des entreprises mises en équivalence	28	(865)	(1 599)
Charges relatives aux paiements fondés sur des actions	24	18 087	6 688
Contributions au titre des régimes à prestations définies, déduction faite de la charge	27	(759)	(851)
Renversement de la provision des baux linéaires	5.4	-	(3 468)
Autres éléments		1 204	(760)
		186 707	115 771
Variation nette du fonds de roulement	8	(46 446)	(33 497)
		140 261	82 274
Intérêts reçus		2 518	3 945
Impôts sur le résultat versés		(3 935)	(11 107)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles poursuivies		138 844	75 112
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Regroupements d'entreprises	9	(6 036)	(28 567)
Produit de la cession d'une entreprise	10	5 943	213 667
Produit de la cession d'un placement dans une entreprise associée		5 493	-
Acquisitions d'immobilisations corporelles	13	(43 503)	(35 825)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	16	(17 654)	(25 925)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles et actifs non courants détenus en vue de la vente		36 973	29 106
Produit de la cession d'immobilisations incorporelles		217	784
Variation nette des autres actifs financiers		1 891	542
Dividendes reçus d'entreprises mises en équivalence		775	2 004
Intérêts reçus		564	868
Flux de trésorerie (utilisés pour) provenant des activités d'investissement poursuivies		(15 337)	156 654
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Emprunts bancaires		(1 478)	(7 533)
Variation nette de la facilité de crédit		20 271	(176 068)
Frais de financement		(741)	-
Remboursements d'autres emprunts à long terme		(1 552)	(9 573)
Produit de l'émission d'actions ordinaires		1 720	4 713
Rachat d'actions ordinaires	23	(94 232)	(15 375)
Dividendes sur actions ordinaires		(16 644)	(17 043)
Dividendes sur actions privilégiées		(9 075)	(9 263)
Dividendes en espèces versés par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle		(2 450)	(3 430)
Intérêts versés		(10 629)	(10 546)
Flux de trésorerie utilisés pour des activités de financement poursuivies		(114 810)	(244 118)
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse des activités poursuivies		8 697	(12 352)
Augmentation nette de l'encaisse des activités abandonnées	10	-	7
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse pour l'exercice		8 697	(12 345)
Encaisse au début de l'exercice		8 245	20 590
Encaisse à la fin de l'exercice		16 942 \$	8 245 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

RONA inc.
ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 28 décembre 2014 et au 29 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Au 28 décembre 2014	Au 29 décembre 2013
ACTIF			
Courants			
Encaisse		16 942 \$	8 245 \$
Clients et autres débiteurs	11	263 389	256 299
Autres actifs financiers	12	2 066	4 101
Actifs d'impôts exigibles		12 276	13 397
Stocks	6	819 677	738 752
Frais payés d'avance		17 089	14 996
Instruments financiers dérivés	26	3 602	-
Actifs courants		1 135 041	1 035 790
Non courants			
Placements dans des entreprises mises en équivalence	28	12 403	15 399
Autres actifs financiers	12	7 663	8 288
Immobilisations corporelles	13	677 885	723 950
Goodwill	15	298 963	298 963
Immobilisations incorporelles	16	118 884	131 885
Autres actifs non courants	17	4 934	7 049
Actifs d'impôts différés	7	80 336	121 212
Total de l'actif		2 336 109 \$	2 342 536 \$
PASSIF			
Courants			
Emprunts bancaires	18	1 055 \$	2 533 \$
Fournisseurs et autres créditeurs		410 446	358 635
Dividendes à payer		2 265	2 283
Instruments financiers dérivés	26	14	1 941
Provisions	21	46 596	48 667
Versements sur la dette à long terme	19	2 082	8 413
Passifs courants		462 458	422 472
Non courants			
Dette à long terme	19	183 739	164 497
Autres passifs non courants	20	37 949	28 941
Provisions	21	25 141	34 024
Passifs d'impôts différés	7	417	21 600
Total du passif		709 704	671 534
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	23	731 129	765 203
Résultats non distribués		862 997	879 415
Surplus d'apport		14 088	12 972
Cumul des autres éléments du résultat global		2 634	(2 158)
Total des capitaux propres attribuables aux propriétaires de RONA inc.		1 610 848	1 655 432
Participations ne donnant pas le contrôle		15 557	15 570
Total des capitaux propres		1 626 405	1 671 002
Total du passif et des capitaux propres		2 336 109 \$	2 342 536 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Au nom du conseil,

(s) Réal Brunet

Réal Brunet
Président du Comité d'audit

(s) Robert Chevrier

Robert Chevrier
Président exécutif du conseil d'administration

RONA inc.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

au 28 décembre 2014 et au 29 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et les données par action)

1. ENTITÉ PRÉSENTANT LES ÉTATS FINANCIERS ET NATURE DES ACTIVITÉS

RONA inc. est une société dont le siège social est situé au 220, Chemin du Tremblay, Boucherville, Québec, Canada et est régie par la *Loi sur les Sociétés par actions* du Québec. Les actions ordinaires sont cotées à la bourse de Toronto sous le symbole RON.

Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices terminés le 28 décembre 2014 et le 29 décembre 2013 comprennent les données financières de RONA inc. et ses filiales (l'ensemble désigné comme « la Société » et chacune individuellement comme « les entités de la Société »).

La Société est un important distributeur et un détaillant d'articles de quincaillerie, de construction et de rénovation résidentielle au Canada.

2. BASES DE PRÉPARATION

A) DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 28 décembre 2014 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

Les principales méthodes comptables énoncées à la note 3 ont été appliquées de la même manière pour toutes les périodes présentées, sauf indication contraire.

Les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 28 décembre 2014 (incluant l'information comparative) ont été approuvés et autorisés pour publication par le conseil d'administration le 16 février 2015.

B) BASE D'ÉVALUATION

Les états financiers consolidés ont été établis selon la méthode du coût historique, sauf pour ce qui est de certains instruments financiers, de l'obligation au titre des régimes d'unités d'actions et des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises qui sont établis à la juste valeur, du passif net au titre des régimes à prestations définies qui est évalué à la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies moins la juste valeur des actifs des régimes, déduction faite d'un ajustement pour tenir compte de l'application de la limite de l'actif et des provisions qui sont établis par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus.

C) MONNAIE FONCTIONNELLE ET DE PRÉSENTATION

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de RONA inc. et de toutes les entités de la Société. Toutes les informations financières présentées en dollars canadiens ont été arrondies au millier de dollars près, sauf les actions et les données par action.

D) RECOURS À DES ESTIMATIONS ET AUX JUGEMENTS

Lorsqu'elle prépare les états financiers consolidés, la direction de la Société pose un certain nombre de jugements, établit des estimations et fait des hypothèses sur la comptabilisation et l'évaluation des montants comptabilisés dans les états financiers consolidés et présentés dans les notes y afférentes.

L'information sur les jugements, les estimations et les hypothèses significatifs qui ont la plus grande incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée dans les notes suivantes :

- note 3 D) – Stocks ;
- note 3 E) – Remises de fournisseurs ;
- note 3 L) – Dépréciation d'actifs non courants ;
- note 3 M) – Actifs loués ;
- note 3 O) – Impôts sur le résultat ;
- note 3 P) – Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels ;
- notes 3 R), S) et T) – Évaluation des paiements fondés sur des actions ;
- note 3 V) – Instruments financiers (provision pour créances douteuses) ;
- note 3 Y) – Avantages postérieurs à l'emploi.

Les estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements qui ont cours et sur les mesures que la Société pourrait prendre à l'avenir. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

E) EXERCICE

L'exercice de la Société se termine le dernier dimanche de décembre. Les exercices terminés le 28 décembre 2014 et le 29 décembre 2013 comprennent 52 semaines d'exploitation.

RONA inc.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

au 28 décembre 2014 et au 29 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et les données par action)

2. BASES DE PRÉPARATION (suite)

F) NOUVELLES NORMES ET NORMES MODIFIÉES EN VIGUEUR DEPUIS LE 30 DÉCEMBRE 2013

Les informations sur les nouvelles normes et les normes modifiées qui sont en vigueur depuis le 30 décembre 2013 et qui sont pertinentes pour la Société sont présentées ci-dessous :

I) IFRIC 21, DROITS OU TAXES

En mai 2013, l'International Accounting Standard Board (« IASB ») a publié l'IFRIC 21, *Droits ou taxes*. L'interprétation précise que :

- Le fait générateur d'obligation qui crée un passif est l'activité qui rend le droit ou la taxe exigible, tel qu'il est prévu par les pouvoirs publics. Si l'activité survient à une date spécifique dans une période comptable, alors la totalité de l'obligation est reconnue à cette date ;
- Les mêmes principes de reconnaissance s'appliquent aux états financiers annuels et intermédiaires.

L'IFRIC 21 a été appliqué au 30 décembre 2013 conformément aux dispositions transitoires. L'application de l'IFRIC 21 n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés pour les périodes présentées.

II) COMPENSATION DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS (MODIFICATION À L'IAS 32)

En décembre 2011, l'IASB a publié une modification à l'IAS 32, *Instrument financiers : Présentation*, qui traite de l'interprétation d'«avoir actuellement un droit juridiquement exécutoire de compenser» et l'application des exigences de réalisation et de règlement au sens de compensation.

Cette modification a été appliquée au 30 décembre 2013 conformément aux dispositions transitoires. Cette modification n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés pour les périodes présentées.

G) EFFET DES NOUVELLES NORMES COMPTABLES PUBLIÉES, MAIS NON ENCORE ENTRÉES EN VIGUEUR

À la date d'autorisation de ces états financiers consolidés, un certain nombre de nouvelles normes, modifications et interprétations de normes existantes ont été publiées par l'IASB mais ne sont pas encore entrées en vigueur, et n'ont pas été adoptées par la Société.

Les informations sur ces nouvelles normes, modifications et interprétations susceptibles d'être applicables pour les états financiers consolidés de la Société sont présentées ci-dessous. Un certain nombre d'autres nouvelles normes, modifications et interprétations de normes existantes ont été publiées mais il n'est pas prévu qu'elles auront un effet significatif sur les états financiers consolidés de la Société.

I) INSTRUMENTS FINANCIERS

En juillet 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 9, *Instrument financiers* (« IFRS 9 »). L'IASB avait déjà publié des versions antérieures d'IFRS 9 qui introduisaient de nouvelles exigences en matière de classification et d'évaluation (en 2009 et en 2010) ainsi qu'un nouveau modèle pour la comptabilité de couverture (en 2013). La publication de juillet 2014 représente la version finale de la norme qui remplace les versions antérieures d'IFRS 9 et complète le projet de l'IASB visant à remplacer la norme IAS 39, *Instrument financiers : Comptabilisation et évaluation*.

Cette norme remplace les modèles d'évaluation et de catégories multiples pour les actifs et les passifs financiers par un seul modèle d'évaluation ne comportant que trois catégories : au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et à la juste valeur par le biais du résultat net. La base de classement dépend du modèle d'affaires de l'entité et des caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie rattachés aux actifs et passifs financiers. La norme introduit un nouveau modèle de dépréciation qui exige une comptabilisation plus rapide des pertes de crédits attendues. En particulier, la nouvelle norme exige que les entités comptabilisent les pertes de crédit attendues à compter du moment où les instruments financiers sont comptabilisés pour la première fois et elle abaisse le seuil pour comptabiliser les pertes attendues sur la durée de vie totale. La nouvelle norme introduit également un modèle considérablement modifié pour la comptabilité de couverture qui implique la divulgation d'information supplémentaire sur les activités de gestion des risques, afin d'aligner plus étroitement la comptabilité de couverture avec la gestion des risques. La nouvelle norme s'applique aux exercices annuels débutant à compter du 1er janvier 2018, l'adoption anticipée étant permise.

II) PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS AVEC DES CLIENTS

En mai 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, laquelle établit des directives pour la présentation d'information sur la nature, le montant, l'échéance et l'incertitude quant aux produits et aux flux de trésorerie liés aux contrats conclus avec des clients. Cette norme propose un modèle unique permettant de représenter le transfert de produits et services promis à des clients.

L'IFRS 15 remplace l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, l'IAS 11, *Contrats de construction*, et d'autres interprétations relatives à la comptabilisation des produits. Le principe de base de l'IFRS 15 est qu'une entité constate des produits pour représenter le transfert de produits et services promis à des clients selon un montant qui reflète la contrepartie que l'entité prévoit recevoir en échange des produits et services.

La norme introduit une orientation plus directive que celle énoncée dans les normes antérieures et pourrait donner lieu à des changements quant au moment où certains types de produits sont comptabilisés. La nouvelle norme aura également pour effet qu'une plus grande quantité d'information sera présentée à propos des produits, de telle sorte qu'une entité fournirait des informations détaillées quant à la nature, au montant, et à l'incertitude des produits et des flux de trésorerie découlant des contrats de l'entité avec ses clients. Cette norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2017, l'adoption anticipée étant permise.

La Société n'a pas encore évalué l'incidence de l'adoption de ces nouvelles normes, modifications et interprétations de normes existantes dans ses états financiers consolidés.

RONA inc.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

au 28 décembre 2014 et au 29 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et les données par action)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les méthodes comptables énoncées ci-dessous ont été appliquées d'une manière uniforme par la Société.

A) PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Ces états financiers consolidés incluent les comptes de RONA inc. et de ses filiales, ainsi que la quote-part de la Société dans ses placements dans des entreprises mises en équivalence.

I) FILIALES

Une filiale est une entité contrôlée par la Société. La Société détient le contrôle sur une entité lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse. La Société réévalue si elle contrôle ou non une entité lorsque des faits et circonstances indiquent qu'il y a des changements à un ou plusieurs éléments conférant le contrôle.

II) ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE

Les participations de la Société dans des entreprises mises en équivalence comprennent les participations dans une société associée et des coentreprises.

Une société associée est une entité sur laquelle la Société exerce une influence notable, mais aucun contrôle ou contrôle conjoint sur ses politiques financières et opérationnelles. Une coentreprise est un partenariat dans lequel la Société exerce un contrôle conjoint sur l'entreprise et a des droits sur les actifs nets de celle-ci, plutôt que des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs, relatifs à celle-ci. Les participations dans la société associée et les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Les entreprises mises en équivalence sont initialement comptabilisées au coût, qui comprend les coûts de transaction. Après la comptabilisation initiale, le résultat net et les autres éléments du résultat global de la Société comprennent sa quote-part dans le résultat net et les autres éléments du résultat global des entreprises mises en équivalence, jusqu'à la date à laquelle cesse l'influence notable ou le contrôle conjoint.

III) TRANSACTIONS ÉLIMINÉES DANS LES ÉTATS FINANCIERS

Les soldes d'actifs et de passifs, ainsi que les produits et les charges résultant des transactions inter-sociétés sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.

IV) PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Les participations ne donnant pas le contrôle, présentées dans les capitaux propres, représentent la part du résultat et des actifs nets d'une filiale qui n'est pas détenue par la Société. Le résultat net et chaque composante des autres éléments du résultat global sont attribués aux propriétaires de RONA inc. et aux participations ne donnant pas le contrôle en fonction de leurs participations respectives même si cela se traduit par un solde déficitaire pour les participations ne donnant pas le contrôle.

B) REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Cette méthode comporte la comptabilisation des actifs identifiables acquis et des passifs repris, y compris les passifs éventuels, qu'ils aient ou non été comptabilisés dans les états financiers de l'entreprise acquise avant l'acquisition. Au moment de la comptabilisation initiale, les actifs et les passifs de la filiale acquise sont inclus dans l'état consolidé de la situation financière à leur juste valeur. Le goodwill est inscrit après que les immobilisations incorporelles identifiables aient été isolées. Le goodwill représente l'excédent de la somme de a) la juste valeur de la contrepartie transférée, b) le montant comptabilisé de toute participation ne donnant pas le contrôle dans la filiale acquise, et c) la juste valeur à la date de l'acquisition des titres de capitaux propres précédemment détenus dans la filiale acquise, sur la juste valeur de la part détenue par RONA inc. dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise à la date de l'acquisition. Tout excédent de l'actif net identifiable sur la contrepartie transférée est immédiatement constaté à titre de gain dans l'état consolidé du résultat net.

Un droit de recevoir ou l'obligation de payer une contrepartie éventuelle est classé à titre d'actif, de passif ou dans les capitaux propres. La contrepartie éventuelle classée à titre de capitaux propres n'est pas réévaluée jusqu'à ce qu'elle soit finalement réglée dans les capitaux propres. La contrepartie éventuelle classée à titre d'actif ou de passif est mesurée soit à titre d'instrument financier ou de provision.

La contrepartie transférée par la Société pour obtenir le contrôle d'une filiale est calculée comme la somme, à la date d'acquisition, des justes valeurs des actifs transférés, des dettes contractées et des parts de capitaux propres émises par la Société, lesquels comprennent la juste valeur de tous les actifs ou passifs résultant d'un accord de contrepartie éventuelle. Les coûts d'acquisition sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés.

C) CONSTATATION DES PRODUITS

Les produits provenant de la vente de biens sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, déduction faite des retours et ristournes, remises commerciales et rabais pour quantités. La Société constate ses produits à la suite de la vente en magasin ou à la livraison de la marchandise, lorsque la vente est acceptée par le client et lorsque le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les produits des activités ordinaires incluent aussi une variété de services offerts par la Société, telles que l'installation et la livraison de biens. Les produits de prestations de services sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. La Société constate ses produits lorsque les obligations commerciales sont complétées, lorsque les services sont acceptés par le client et lorsque le recouvrement est raisonnablement assuré.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**C) CONSTATATION DES PRODUITS (suite)**

Les produits des activités ordinaires incluent également les produits de redevances perçus auprès des magasins franchisés. Les produits de redevances sont évalués en fonction d'un pourcentage des produits. Ils sont constatés lorsqu'ils sont gagnés et lorsque le recouvrement est raisonnablement assuré. Les produits d'intérêts à l'égard des clients et autres débiteurs et des prêts et avances sont comptabilisés sur la base de la comptabilité d'engagement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

D) STOCKS

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

Le coût des stocks comprend les coûts d'acquisition, les autres frais engagés pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent ainsi que les profits ou pertes réalisés sur les couvertures qualifiées de flux de trésorerie d'achats des stocks en monnaies étrangères. Les stocks sont majoritairement composés de produits finis.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal des activités, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Un degré important de jugement est appliqué lors de l'estimation de l'effet de certains facteurs sur la valeur nette de réalisation des stocks, telles que la désuétude et les pertes de stocks. La quantité, l'âge et la condition des stocks sont mesurés et évalués régulièrement au cours de l'année.

E) REMISES DE FOURNISSEURS

La Société comptabilise les contreparties en espèces reçues de fournisseurs en réduction du prix des biens des fournisseurs et réduit le coût des marchandises vendues et les stocks connexes figurant dans l'état consolidé du résultat net et dans l'état consolidé de la situation financière. Certaines exceptions s'appliquent quand la contrepartie en espèces reçue constitue soit un remboursement des frais de vente supplémentaires engagés par le revendeur, soit un paiement à l'égard de biens ou de services procurés au fournisseur, auquel cas la remise est constatée à titre de réduction des charges d'exploitation.

La Société constate ces remises lorsque l'encaissement est considéré comme probable et pouvant faire l'objet d'une estimation raisonnable.

La Société se base sur les achats réels durant l'exercice et l'atteinte des prévisions d'achats de marchandises ainsi que sur les conditions contractuelles pour déterminer la probabilité et l'estimation de l'encaissement. Les hypothèses sont réévaluées à chaque exercice.

F) REMISES AUX CLIENTS

La Société comptabilise les contreparties en espèces remises aux clients comme une réduction du prix de vente et les présente comme une réduction des ventes de marchandises dans l'état consolidé du résultat net.

La Société comptabilise ces remises lorsqu'elles sont considérées comme probables et qu'elles peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnable.

G) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût déduction faite de l'amortissement et des pertes de valeurs. Lorsque des composantes significatives des immobilisations ont des durées d'utilité différentes, elles sont comptabilisées en tant qu'immobilisations distinctes.

Le coût comprend les dépenses qui sont directement attribuables à l'acquisition de l'actif, les coûts de démantèlement et d'enlèvement de l'actif et la restauration du site sur lequel il est situé, et le coût d'emprunt sur les actifs qualifiés.

Les coûts d'emprunt pour financer la construction d'immobilisations corporelles, qui exige une longue période de préparation, sont capitalisés à partir de la date où sont entrepris les travaux et jusqu'au moment où les immobilisations corporelles sont à l'endroit et dans l'état nécessaires pour être exploitées de la manière prévue par la direction. La capitalisation des coûts d'emprunt et des autres coûts similaires est suspendue pendant les périodes prolongées au cours desquelles le développement actif est interrompu. Les projets en cours ne sont pas amortis jusqu'à ce qu'ils soient prêts à être mis en service et ils sont soumis à un test de dépréciation annuel tel que décrit à la note 3 L) ci-dessous.

L'amortissement commence dès que l'immobilisation est prête à être mise en service et est comptabilisé selon la méthode linéaire, de façon à amortir le coût diminué de la valeur résiduelle sur sa durée d'utilité estimative. En règle générale, les périodes d'amortissement sont les suivantes :

Stationnements	15 ans
Bâtiments	15 à 40 ans
Améliorations locatives	Durée du bail
Mobilier et équipement	3 à 20 ans
Matériel informatique	5 ans
Biens loués en vertu de contrats de location financement	5 à 10 ans

Le mode d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réévalués annuellement.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**G) IMMOBILISATIONS CORPORELLES (suite)**

La Société détient quelques immeubles qu'elle loue à des marchands affiliés du groupe RONA. Ces immeubles ne sont pas considérés comme étant des immeubles de placement, car ils sont utilisés dans le processus de fourniture de biens et les opérations de ces marchands génèrent des flux de trésorerie qui ne sont pas attribuables qu'aux biens immobiliers. Par conséquent, ils sont présentés avec les immobilisations corporelles.

Les terrains pour développement futur sont détenus en vue de leur aménagement et de leur utilisation comme biens immobiliers occupés par leurs propriétaires.

H) ACTIFS NON COURANTS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

Lorsque la Société entend vendre un actif non courant ou un groupe d'actifs, l'actif ou le groupe d'actifs destiné à être cédé est classé comme étant détenu en vue de la vente et présenté distinctement dans l'état consolidé de la situation financière si les conditions suivantes sont respectées :

- il est hautement probable que la vente ait lieu dans l'année suivante ;
- l'actif ou le groupe d'actifs est disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel ; et
- la direction s'est engagée à l'égard d'un plan de vente et un acheteur est recherché activement en vue d'offrir l'actif ou le groupe d'actifs à un prix raisonnable par rapport à sa juste valeur.

Les actifs classés comme étant détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable immédiatement avant leur classement à titre d'actifs détenus en vue de la vente et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. Une dépréciation est constatée à titre d'amortissements et dépréciation d'actifs non financiers dans l'état consolidé du résultat net. Aucun actif classé comme étant détenu en vue de la vente n'est amorti après qu'il ait été classé à ce titre.

I) ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Une activité abandonnée est une composante de la Société qui a été soit éliminée, soit classée comme étant détenue en vue de la vente, et qui :

- représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte;
- fait partie d'un plan coordonné unique pour abandonner une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte; ou
- est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Le résultat net des activités abandonnées, y compris les composantes du résultat net de l'exercice précédent, est présenté en un montant unique dans les états consolidés du résultat net. Ce montant, qui comprend le résultat net après impôts des activités abandonnées ainsi que le résultat net après impôts découlant de l'évaluation et de la cession, est analysé plus en détail dans la note 10.

Lorsqu'un établissement est classé comme une activité abandonnée, l'état consolidé comparatif du résultat net et l'état consolidé du résultat global sont présentés de nouveau comme si l'établissement avait été abandonné depuis le début de l'exercice comparatif.

J) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les marques de commerce à durée d'utilité déterminée, les logiciels, les frais de recrutement de marchands et les relations avec les clients sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Les logiciels acquis sont capitalisés en fonction des frais engagés pour l'achat de licences et l'installation de logiciels.

L'amortissement est calculé sur le coût de l'actif et en fonction des durées d'utilité suivantes :

Marques de commerce	5 à 7 ans
Logiciels	5 à 10 ans
Frais de recrutement de marchands	5 à 10 ans
Relation avec les clients	10 ans

Le mode d'amortissement et les durées d'utilité sont réévalués annuellement.

Les marques de commerce à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable ne sera peut-être pas recouvrable.

L'amortissement des immobilisations incorporelles est inclus dans les amortissements et dépréciation d'actifs non financiers dans l'état consolidé du résultat net. Les coûts d'emprunts sont capitalisés à l'égard des immobilisations incorporelles en utilisant la même méthode que pour les immobilisations corporelles.

K) GOODWILL

Le goodwill représente les avantages économiques futurs résultant d'un regroupement d'entreprises qui ne sont pas identifiés individuellement et comptabilisés séparément. Le goodwill n'est pas amorti et est soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'il a subi une perte de valeur. Le goodwill est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur.

RONA inc.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

au 28 décembre 2014 et au 29 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et les données par action)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

L) DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON COURANTS

Les valeurs comptables des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont examinées à chaque date de clôture afin d'apprécier s'il existe une quelconque indication qu'un actif a subi une perte de valeur. Déterminer s'il existe des faits et circonstances indiquant une perte de valeur est un processus subjectif impliquant le jugement et un certain nombre d'estimations et d'hypothèses. S'il existe une telle indication, la valeur recouvrable de l'actif est estimée. La valeur recouvrable des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ou qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service et du goodwill est estimée chaque année à la même date.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie est la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de la vente. Pour apprécier la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au taux avant impôts qui reflète l'appréciation actuelle du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Lorsqu'elle procède à l'évaluation des flux de trésorerie futurs prévus, la Société pose des hypothèses relatives aux résultats opérationnels futurs. Ces hypothèses se rapportent à des événements et circonstances futurs. Bien que la Société détermine les hypothèses en fonction de l'information du marché disponible au moment de l'évaluation, les résultats réels peuvent différer.

Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs qui ne peuvent pas être testés individuellement sont regroupés dans le plus petit groupe d'actifs qui génère des entrées de trésorerie résultant de leur utilisation continue, largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs (l'« unité génératrice de trésorerie » ou « UGT »). Pour les besoins des tests de dépréciation du goodwill, les UGT auxquelles le goodwill est alloué sont regroupées de telle façon que le niveau auquel le test de dépréciation est mené reflète le niveau le plus bas où le goodwill fait l'objet d'un suivi pour les besoins de gestion interne, le regroupement des UGT étant limité au secteur opérationnel. Le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est affecté aux groupes d'UGT susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises.

Les actifs de support de la Société ne génèrent pas d'entrées de trésorerie séparées. S'il y a une indication qu'un actif de support a pu perdre de la valeur, la valeur recouvrable est déterminée pour l'UGT à laquelle l'actif de support appartient. Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou de son UGT est supérieure à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées dans les amortissements et dépréciation d'actifs non financiers de l'état consolidé du résultat net.

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'une UGT (ou d'un groupe d'UGT) est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'UGT, puis à la réduction des valeurs comptables des autres actifs de l'UGT (ou du groupe d'UGT) au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'UGT (ou du groupe d'UGT). Une perte de valeur comptabilisée au titre d'un goodwill ne peut pas être reprise. Pour les autres actifs, la Société apprécie à chaque date de clôture s'il existe une indication que des pertes de valeurs comptabilisées au cours de périodes antérieures ont diminué ou n'existent plus. Une perte de valeur est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable. La valeur comptable d'un actif, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur, ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, déduction faite des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

M) ACTIFS LOUÉS

Dans certaines circonstances, les opérations de location ne sont pas toujours concluantes et la direction pose des jugements pour déterminer s'il s'agit d'un contrat de location-financement ou d'un contrat de location simple. Les contrats de location ayant pour effet de transférer à la Société la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en tant que contrats de location-financement. Dans ce cas, lors de la comptabilisation initiale, l'actif loué est comptabilisé pour un montant égal à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Le passif correspondant est inclus dans l'état consolidé de la situation financière à titre de dette à long terme. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre les charges financières et l'amortissement de l'obligation découlant du contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt constant sur le solde restant du passif.

Le montant amortissable d'un actif loué est réparti sur chaque période comptable au cours de la période d'utilisation escomptée sur une base systématique et cohérente avec la politique d'amortissement appliquée par la Société aux actifs amortissables dont elle est propriétaire. S'il existe une certitude raisonnable que la Société obtiendra la propriété de l'actif à la fin du contrat de location, la période d'utilisation escomptée est la durée d'utilité de l'actif, autrement, l'actif est amorti sur la plus courte des durées entre la durée du contrat de locations et de sa durée d'utilité.

Tout autre contrat de location est un contrat de location simple et, conséquemment, les actifs loués afférents ne sont pas comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière de la Société. Les paiements au titre du contrat de location simple sont comptabilisés en résultat net sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location. Les avantages reçus au titre de la location sont comptabilisés en réduction du total des charges locatives, sur la durée du contrat de location. Les avantages incitatifs reportés relatifs à un bail sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du contrat.

N) AUTRES ACTIFS NON COURANTS

Les autres actifs non courants incluent, entre autres, les frais de financement liés à la facilité de crédit qui sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du financement.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

O) IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôts sur le résultat comprend les impôts exigibles et les impôts différés. La charge d'impôts sur le résultat est comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net, sauf dans la mesure où elle se rapporte à des éléments comptabilisés directement dans l'état consolidé du résultat global ou en capitaux propres, auquel cas elle est comptabilisée directement dans l'état consolidé du résultat global ou en capitaux propres.

Les impôts exigibles sont les impôts qui devront vraisemblablement être payés sur le revenu imposable de l'année, d'après les taux d'imposition adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et ils comprennent également tout ajustement des impôts à payer relatifs à des années antérieures.

Les actifs et les passifs d'impôts différés sont déterminés en fonction de la différence entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs. Ils sont mesurés en appliquant les taux d'imposition et les lois fiscales adoptées ou quasi adoptées à la date des états financiers consolidés, pour les exercices au cours desquels les écarts temporaires sont susceptibles de se résorber.

La Société comptabilise une charge d'impôts sur le résultat pour chaque juridiction fiscale où elle exerce ses activités. Toutefois, le montant réel de la charge d'impôts sur le résultat est connu en définitive que lorsque la déclaration fiscale est soumise et que les autorités fiscales l'ont acceptée, c'est-à-dire après la publication des états financiers consolidés. En outre, pour estimer la charge d'impôts, la Société tient compte de la probabilité de recouvrer les actifs d'impôts différés en se fondant sur la capacité à imputer les déductions fiscales futures sous-jacentes, avant leur expiration, aux bénéficiaires imposables futurs. Cette évaluation est faite sur la base des prévisions de la Société de ses résultats futurs opérationnels, ajustés des revenus et dépenses significatifs non imposables et des limites spécifiques relatives à l'utilisation de toute perte fiscale ou crédits inutilisés. L'estimation se fonde sur les réglementations fiscales adoptées ou quasi adoptées et sur les bénéficiaires imposables futurs estimatifs. Si les estimations diffèrent des montants réels déterminés lors de la préparation des déclarations fiscales finales, le résultat d'une période ultérieure pourrait être affecté.

P) PROVISIONS, PASSIFS ÉVENTUELS ET ACTIFS ÉVENTUELS

Une provision est comptabilisée si, du fait d'un événement passé, la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, dont le montant peut être estimé de façon fiable, et s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Le montant des provisions dont l'échéance est supérieure à douze mois est déterminé par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus lorsque l'effet de l'actualisation est significatif, à un taux avant impôts qui reflète l'appréciation actuelle du marché, de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques au passif.

Une provision pour contrat déficitaire est comptabilisée lorsque les avantages économiques attendus du contrat par la Société sont inférieurs aux coûts inévitables devant être engagés pour satisfaire aux obligations contractuelles. La provision est évaluée à la valeur actuelle du plus faible du coût attendu de la résiliation ou de l'exécution du contrat. Préalablement à la détermination d'une provision, la Société comptabilise toute perte de valeur survenue sur les actifs dédiés à ce contrat.

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque la Société a établi un plan formalisé de la restructuration et lorsque la restructuration a été amorcée ou annoncée publiquement. Les pertes opérationnelles futures ne font l'objet d'aucune provision.

Une provision pour garantie est comptabilisée au moment de la vente des biens ou services correspondants. La provision repose sur les données historiques des garanties.

Les provisions sont revues à chaque date de clôture et ajustées pour refléter les meilleures estimations actuelles à cette date.

Lorsqu'une sortie possible de ressources représentatives d'avantages économiques résultant d'une obligation actuelle n'est pas considérée comme étant probable, aucun passif n'est comptabilisé. Lors d'un regroupement d'entreprises, les passifs éventuels sont comptabilisés au cours de la répartition du prix d'achat entre les actifs identifiables acquis et les passifs repris dans le cadre du regroupement d'entreprises. Ils sont ensuite évalués au montant le plus élevé d'une provision comparable comme décrite précédemment, et du montant initialement comptabilisé diminué de l'amortissement.

Les entrées probables d'avantages économiques pour la Société qui ne remplissent pas encore les critères de comptabilisation d'un actif sont traités comme des actifs éventuels qui ne sont pas comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière.

Si la totalité ou une partie de la dépense nécessaire à l'extinction d'une provision sera remboursée par une autre partie, le remboursement est comptabilisé comme un actif distinct si, et seulement si, la Société a la quasi-certitude de recevoir ce remboursement si elle éteint son obligation.

Q) AUTRES PASSIFS NON COURANTS

Les autres passifs non courants incluent, entre autres, les obligations reportées relatives à des baux résultant de la constatation par la Société de la charge locative de façon linéaire sur la durée du bail lorsque des baux contiennent des clauses de prix échelonnés.

R) RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS

Le coût de rémunération lié aux options d'achat d'actions émises par la Société est mesuré à la juste valeur des options à la date d'attribution et est comptabilisé sur la période d'acquisition des droits par les détenteurs qui correspond généralement à la période de service requise des employés. Le crédit correspondant à la charge au titre des avantages du personnel est porté au compte de surplus d'apport au moment où la charge est comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

R) RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS (suite)

Le montant comptabilisé comme une charge de rémunération est ajusté afin de refléter le nombre d'options, estimé par la direction, pour lesquelles les conditions liées aux services seront remplies à compter de la date d'attribution jusqu'à la date d'acquisition des droits afin que la charge ultimement comptabilisée corresponde aux options sur lesquelles les droits ont été réellement acquis. Au moment de l'exercice des options et de l'achat des actions, toute contrepartie reçue des employés ainsi que le coût de rémunération correspondant qui avait été constaté à titre de surplus d'apport sont portés au compte de capital social.

L'estimation des coûts liés aux paiements fondés sur des actions requiert la sélection d'un modèle d'évaluation et de données appropriées et la prise en compte de la volatilité des actions ordinaires de la Société et de la durée de vie prévue des options octroyées. Le modèle d'évaluation utilisé par la Société est le modèle de Black-Scholes.

S) RÉGIME D'UNITÉS D' ACTIONS À L'INTENTION DES DIRIGEANTS ET D'EMPLOYÉS CLÉS

La Société offre un régime d'unités d'actions aux dirigeants et aux employés clés de la Société et de ses filiales en vertu duquel des unités d'actions de négociation restreintes (« UANR ») et des unités d'actions liées au rendement (« UAP ») sont attribuées. Les UANR sont acquises sur la base de l'écoulement du temps après une durée maximale de trois ans. En plus de cette période d'acquisition, les conditions d'acquisition des droits des UAP sont également liées à l'atteinte de cibles de rendement.

Les UANR et les UAP sont réévaluées à la juste valeur à la date de clôture de chaque période jusqu'à la date d'acquisition en utilisant le cours de l'action ordinaire de la Société. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées comme une charge de rémunération et la contrepartie est présentée dans les fournisseurs et autres crédateurs à l'état consolidé de la situation financière.

L'estimation des coûts liés au régime d'unités d'actions à l'intention des dirigeants nécessite une estimation de l'atteinte des cibles de rendement et des dates auxquelles elles seront acquises.

T) RÉGIME D'UNITÉS D' ACTIONS À L'INTENTION DES ADMINISTRATEURS

La Société offre un régime d'unités d'actions différées (« UAD ») à ses administrateurs externes. En vertu de ce régime, les administrateurs peuvent choisir de recevoir sous forme d'UAD tout pourcentage, jusqu'à concurrence de 100 %, des honoraires qui leur sont payables à l'égard de leurs fonctions d'administrateurs. Le passif au titre de la rémunération sous forme d'UAD est comptabilisé à la juste valeur selon le nombre d'unités d'actions en circulation et selon le cours de l'action ordinaire de la Société. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées comme une charge de rémunération et la contrepartie est présentée dans les fournisseurs et autres crédateurs à l'état consolidé de la situation financière.

L'estimation des coûts liés au régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs nécessite une estimation des dates auxquelles elles seront acquises.

U) MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les transactions en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle de la Société, qui est le dollar canadien, aux taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle aux taux de change en vigueur à la date de clôture. Les éléments non monétaires sont convertis aux taux de change d'origine. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de l'opération ou aux taux de change moyen de la période. Les profits et les pertes de change découlant du règlement des transactions et de la réévaluation des éléments monétaires et non monétaires à la date de clôture sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net.

V) INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs financiers et les passifs financiers sont constatés initialement à la juste valeur et leur évaluation ultérieure dépend de leur classement, comme il est décrit ci-après :

- L'encaisse, les clients et autres débiteurs ainsi que les prêts et avances (qui sont inclus dans les autres actifs financiers) sont classés comme prêts et créances. L'encaisse est évaluée subséquemment au coût amorti, lequel correspond généralement au montant comptabilisé initialement. Les clients et autres débiteurs sont enregistrés au coût amorti, lequel correspond généralement au montant comptabilisé initialement moins toute provision pour créances douteuses basée sur des prévisions de recouvrement. Les prêts et avances sont subséquemment évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, moins toute perte de valeur ;
- L'investissement en actions ordinaires est classé comme placements disponibles à la vente. Subséquemment à leur comptabilisation initiale, les placements disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur ;
- Les emprunts bancaires, les fournisseurs et autres crédateurs, les dividendes à payer et la dette à long terme sont classés comme passifs financiers au coût amorti et sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction directement imputables à l'acquisition ou à l'émission d'un actif ou d'un passif financier (à l'exception de ceux qui sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net) sont ajoutés ou déduits de la juste valeur des actifs financiers ou passifs financiers, le cas échéant, lors de la constatation initiale et amortis sur la durée de l'instrument financier selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Cependant, les frais de financement liés à la facilité de crédit sont présentés à titre d'autres actifs non courants dans l'état consolidé de la situation financière et sont amortis linéairement sur la durée de la facilité de crédit. Les coûts de transaction directement liés à l'acquisition d'actifs ou de passifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net sont constatés immédiatement à l'état consolidé du résultat net.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

V) INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration, ou lorsque l'actif financier et tous les risques et avantages importants sont transférés. Un passif financier est décomptabilisé en cas d'extinction, de résiliation, d'annulation ou d'expiration. Tous les actifs financiers sauf ceux évalués à la juste valeur par le biais du résultat net font l'objet d'un test de dépréciation au moins à chaque date de clôture. Les débiteurs individuellement significatifs sont soumis à un test de dépréciation lorsqu'ils sont en souffrance ou qu'il existe des indications objectives qu'une contrepartie en particulier ne respectera pas ses obligations. Les débiteurs qui ne sont pas considérés comme ayant subi une dépréciation individuellement sont soumis à un test de dépréciation de groupe déterminé en fonction du secteur d'activité, de la région des contreparties et d'autres caractéristiques communes relatives au risque de crédit. L'estimation de la perte de valeur est alors fondée sur l'historique récent des taux de défaillance de la contrepartie pour chaque groupe déterminé.

W) INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer les risques de change. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés aux fins de spéculation, ni de négociation.

Lors de la désignation initiale de la couverture, la Société documente formellement la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert, les objectifs de gestion des risques et la stratégie poursuivie lors de la mise en place de la couverture, ainsi que les méthodes qui seront utilisées pour apprécier l'efficacité de la relation de couverture. La Société évalue, à la mise en place de la relation de couverture et de façon continue, si elle s'attend à ce que les instruments de couverture soient « hautement efficaces » pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts pendant la période pour laquelle la couverture est désignée.

Les dérivés sont comptabilisés initialement à la juste valeur et les coûts de transaction attribuables sont comptabilisés à l'état consolidé du résultat net lorsqu'ils sont encourus. Après la comptabilisation initiale, les dérivés sont évalués à la juste valeur et les variations en résultant sont comptabilisées selon les modalités ci-dessous.

Lorsqu'un dérivé est désigné comme instrument de couverture dans une relation de couverture de variation des flux de trésorerie attribuable à un risque particulier associé à une transaction prévue hautement probable qui pourrait affecter le résultat, la partie efficace des variations de la juste valeur du dérivé est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et présentée dans le cumul des autres éléments du résultat global au sein des capitaux propres. Le montant comptabilisé dans l'état consolidé du résultat global est sorti et inclus dans l'état consolidé du résultat net sur la période au cours de laquelle les flux de trésorerie couverts affectent le résultat; le montant relatif à l'élément de couverture est comptabilisé sur la même ligne de l'état consolidé du résultat net que l'élément couvert. Toute partie inefficace dans les variations de juste valeur du dérivé est comptabilisée immédiatement à l'état consolidé du résultat net.

Lorsque l'instrument de couverture ne satisfait plus aux critères d'une comptabilité de couverture, arrive à maturité, est vendu, résilié, exercé ou lorsque sa désignation est annulée, la Société cesse de pratiquer la comptabilité de couverture de façon prospective. La perte ou le profit cumulé à cette date dans l'état consolidé du résultat global est maintenu dans le cumul des autres éléments du résultat global au sein des capitaux propres jusqu'à la réalisation de la transaction prévue. Lorsque l'élément couvert est un actif non financier, la perte ou le profit cumulé associé comptabilisé dans le cumul des autres éléments du résultat global est transféré dans le coût initial de l'actif lorsqu'il est comptabilisé. Si l'on ne s'attend plus à ce que la transaction prévue se réalise, le cumul des autres éléments du résultat global est transféré immédiatement à l'état consolidé du résultat net. Dans les autres cas, les pertes et profits associés qui ont été comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global sont transférés à l'état consolidé du résultat net sur la période au cours de laquelle l'élément couvert affecte le résultat net.

X) CAPITAUX PROPRES

Le capital social représente le montant reçu à l'émission d'actions, les actions auto-détenues et les dépôts sur souscription d'actions ordinaires. Lorsque les titres ont été émis lors d'un regroupement d'entreprises, le montant comptabilisé est la juste valeur à la date d'acquisition. Les actions auto-détenues représentent le coût des actions de la Société détenues par des entreprises mises en équivalence. Les dépôts sur souscription d'actions ordinaires représentent les sommes encaissées au cours de l'exercice en vertu d'ententes commerciales conclues avec les marchands affiliés et franchisés.

Les résultats non distribués comprennent l'ensemble des profits non distribués de l'exercice en cours et des exercices antérieurs. Ils comprennent aussi les frais relatifs à l'émission d'actions, déduction faite des recouvrements d'impôts sur le résultat.

Le surplus d'apport comprend le coût de rémunération au titre du régime d'options d'achat d'actions de la Société. Il comprend aussi les gains sur la cession d'actions ordinaires de RONA inc. réalisés par des filiales et des entreprises mises en équivalence.

Le cumul des autres éléments du résultat global consiste en la portion efficace de la variation nette cumulative de la juste valeur d'un instrument de couverture de flux de trésorerie relatif à des opérations de couverture non réalisées et l'incidence de la conversion de devises relative à l'investissement net dans une entreprise associée qui comprend tous les écarts découlant de la conversion, dans la monnaie de présentation de la Société, de la quote-part du résultat net et de la participation dans une entreprise associée.

Les réévaluations du passif net au titre des prestations définies représentent tous les gains et pertes actuariels, déduction faite des impôts, liés aux régimes à prestations définies comptabilisés. Ces réévaluations sont enregistrées immédiatement dans les résultats non distribués.

Les participations ne donnant pas le contrôle consistent en la portion des capitaux propres des filiales qui n'est pas détenue, directement ou indirectement, par la Société.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

X) CAPITAUX PROPRES (suite)

Les dividendes sur les actions ordinaires à verser aux actionnaires sont présentés à titre de dividendes à payer lorsqu'ils ont été approuvés avant la date de présentation de l'information financière. Les dividendes cumulatifs sur les actions privilégiées sont présentés à titre de dividendes à payer lorsqu'ils ont été approuvés par le conseil d'administration.

Y) AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

I) RÉGIMES À COTISATIONS DÉFINIES

Les contributions aux régimes à cotisations définies sont comptabilisées en charges au titre des avantages du personnel sur les périodes au cours desquelles les services sont rendus par les membres du personnel.

II) RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

L'actif ou le passif net au titre des régimes à prestations définies comptabilisé dans l'état consolidé de la situation financière correspond à la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture diminuée de la juste valeur des actifs des régimes et certains ajustements qui sont décrits ci-dessous :

- montant non comptabilisé dû à la limite de l'actif;
- passif comptabilisé à l'égard des exigences de financement minimal.

L'évaluation actuarielle des obligations au titre des prestations définies est fondée sur la méthode des unités de crédit projetées, à partir des hypothèses les plus probables de la direction concernant le taux d'actualisation au titre des prestations définies, la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des salariés et le taux de mortalité. L'obligation de la Société au titre des prestations définies est évaluée séparément pour chaque régime en estimant le montant des avantages futurs acquis par le personnel en échange des services rendus au cours de la période actuelle et des périodes antérieures.

Le taux d'actualisation des obligations au titre des prestations définies est déterminé par référence au taux de rendement du marché, à la date de clôture, des obligations d'entités canadiennes de première catégorie qui sont libellées dans la même monnaie que le paiement des prestations et ayant des échéances similaires à celles de l'obligation au titre des prestations définies connexe.

Les réévaluations du passif net au titre des prestations définies comprennent les écarts actuariels, toute variation du plafond de l'actif, l'effet d'un changement dans les exigences de financement minimal et le rendement des actifs des régimes excluant les montants inclus dans les charges financières nettes. Les réévaluations sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat global et enregistrées immédiatement dans les résultats non distribués sans incidence à l'état consolidé du résultat net.

Le montant de l'actif au titre des régimes à prestations définies ne peut pas excéder la valeur actualisée de tout avantage économique disponible sous forme de remboursement futur ou de diminution des cotisations futures du régime (« la limite de l'actif »). Toutes les exigences de financement minimal qui s'appliquent aux régimes de la Société sont prises en compte pour calculer la valeur actuelle des avantages économiques. Un passif supplémentaire est comptabilisé pour un montant équivalent à l'obligation de financement minimal pour les régimes à prestations définies lorsque la Société n'a pas un droit inconditionnel aux surplus.

Z) RÉSULTAT PAR ACTION ET INFORMATION RELATIVE AU NOMBRE D' ACTIONS

La Société présente un résultat par action de base et dilué pour ses actions ordinaires, calculé en divisant le résultat net attribuable aux propriétaires de RONA inc., ajusté des dividendes sur actions privilégiées, incluant les impôts y afférents, par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, ajusté du nombre d'actions auto-détenues.

Le résultat net dilué par action est calculé en tenant compte de la dilution qui pourrait survenir si les titres ou autres contrats visant à émettre des actions ordinaires étaient exercés ou convertis en actions ordinaires au début de l'exercice ou à la date de leur émission si elle est postérieure.

AA) INFORMATIONS SECTORIELLES

Un secteur opérationnel est une composante de la Société qui exerce des activités à partir desquelles elle est susceptible de tirer des produits et d'engager des charges, y compris des produits et des charges relatifs à des transactions avec d'autres composantes de la Société. Les résultats de tous les secteurs opérationnels, pour lesquels des informations financières isolées sont disponibles, sont régulièrement revus par les membres du comité de direction de la Société, qui les utilise pour prendre les décisions d'allocation de ressources aux secteurs et pour apprécier leur performance.

Pour identifier les secteurs à présenter, la direction s'appuie sur les particularités de produits et de services offerts. Les produits du secteur de distribution proviennent de l'approvisionnement effectué aux magasins affiliés, franchisés et corporatifs. Les produits du secteur de détail correspondent à la vente des différents produits et services effectuée directement aux consommateurs.

Les conventions comptables qui s'appliquent aux secteurs opérationnels sont les mêmes que celles qui sont décrites dans les principales méthodes comptables. La Société comptabilise les opérations intersectorielles qui ont lieu dans le cours normal des activités à la juste valeur.

RONA inc.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

au 28 décembre 2014 et au 29 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et les données par action)

4. PRODUITS

	2014	2013
Ventes de marchandises	4 037 967 \$	4 131 768 \$
Prestations de services	37 181	36 874
Redevances perçues	21 207	23 550
Total des produits	4 096 355 \$	4 192 192 \$

5. INFORMATIONS ADDITIONNELLES SUR L'ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT NET

5.1 RÉSULTAT AVANT INTÉRÊTS, IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT, AMORTISSEMENTS, DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS, CHARGES DE RESTRUCTURATION ET AUTRES COÛTS

	Notes	2014	2013
Produits	4	4 096 355 \$	4 192 192 \$
Coût des marchandises vendues	6	3 029 643	3 094 856
Marge brute		1 066 712	1 097 336
Frais de vente, généraux et d'administration			
Charges au titre des avantages du personnel	5.3	499 993	529 271
Loyers et frais d'occupation		219 784	243 301 ^{b)}
Profits nets sur cession d'éléments d'actif		(6 204)	(4 640)
Profits nets sur cession d'un placement dans une entreprise associée		(1 840)	-
Quote-part des résultats des entreprises mises en équivalence	28	(865)	(1 599)
Produits financiers	26	(5 001)	(5 665)
Autres produits		(13 463)	(12 069)
Autres ^{a)}		138 935	186 649 ^{b)}
		831 339	935 248
Résultat avant intérêts, impôts sur le résultat, amortissements, dépréciation d'actifs non financiers, charges de restructuration et autres coûts		235 373 \$	162 088 \$

a) Comprend les frais de publicité et de vente, les frais de technologie de l'information, les honoraires professionnels et les créances douteuses.

b) Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée au cours de l'exercice.

5.2 AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

	Notes	2014	2013
Amortissement des immobilisations corporelles	13	61 069 \$	59 001 \$
Amortissement des immobilisations incorporelles	16	30 770	31 328
Amortissement des autres actifs non courants	17	549	523
Amortissements et dépréciation d'actifs non financiers		92 388	90 852
Éléments liés à la dépréciation d'actifs non financiers :	5.4		
Dépréciation	13	100	22 998
Reprise de dépréciation	13, 14	(1 446)	-
Total des éléments liés à la dépréciation d'actifs non financiers		(1 346)	22 998
Total des amortissements et dépréciation d'actifs non financiers		91 042 \$	113 850 \$

5.3 CHARGES AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL

	Notes	2014	2013
Salaires et traitements		459 816 \$	473 286 \$
Charges relatives aux paiements fondés sur des actions	24	18 087	6 688
Charges au titre des cotisations définies	27	8 332	12 804
Charges au titre des prestations définies	27	1 311	1 511
Autres charges sociales		95 847	102 120
Charges au titre des avantages du personnel		583 393	596 409
Prestations de cessation d'emplois relatives à la restructuration	5.4	61	20 389
Total des charges au titre des avantages du personnel		583 454 \$	616 798 \$

Inclus dans le coût des marchandises vendues		83 461 \$	87 527 \$
Inclus dans les frais de vente, généraux et d'administration	5.1	499 993	529 271
Total des charges au titre des avantages du personnel		583 454 \$	616 798 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

au 28 décembre 2014 et au 29 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et les données par action)

5. INFORMATIONS ADDITIONNELLES SUR L'ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT NET (suite)**5.4 CHARGES DE RESTRUCTURATION, DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS ET AUTRES COÛTS**

Cette note reflète les impacts financiers d'une série d'initiatives qui ont été approuvées par le conseil d'administration de la Société pour améliorer la performance financière et accélérer la création de valeur pour les parties prenantes. I) Au cours du quatrième trimestre de 2011, une initiative visant principalement la restructuration d'une partie du réseau de magasins de détail a été lancée. II) En février 2013, un plan de transformation a été mis en place avec des initiatives qui seront déployées sur une période de 12 mois dont tous les avantages devraient se matérialiser dans un délai de 18 mois. III) En juin 2013, des initiatives de transformation supplémentaires, visant à accélérer l'optimisation du réseau de détail et améliorer la productivité et la rentabilité, ont également été approuvées.

Les montants totaux des charges de restructuration, de la dépréciation d'actifs non financiers et des autres coûts constatés se détaillent comme suit :

	Notes	2014	2013
Éléments liés au coût des marchandises vendues :			
Reprises afférentes à la liquidation des stocks		-	(1 352) \$
Éléments liés aux frais de vente, généraux et d'administration :			
Prestations de cessation d'emploi	5.3	61	20 389
Contrats déficitaires	21	22 520	61 235
Renversements de la provision des baux linéaires		-	(3 468)
Autres charges		1 116	6 075
Total des éléments liés aux frais de vente, généraux et d'administration		23 697	84 231
Charges de restructuration et autres charges		23 697	82 879
Éléments liés à la dépréciation d'actifs non financiers :	5.2		
Dépréciation		100	22 998
Reprise de dépréciation		(1 446)	-
Total des éléments liés à la dépréciation d'actifs non financiers		(1 346)	22 998
Éléments inclus dans les charges financières :			
Charge de désactualisation sur contrats déficitaires	21	2 330	1 913
Charges de restructuration, dépréciation d'actifs non financiers et autres charges		24 681 \$	107 790 \$

6. STOCKS

Pour l'exercice terminé le 28 décembre 2014, un montant de 3 029 643 \$ d'achats, déduction faite de la variation des stocks après les charges de restructuration, a été imputé en charges à l'état consolidé du résultat net (3 093 504 \$ en 2013).

Pour l'exercice terminé le 28 décembre 2014, une charge nette de dépréciation des stocks de 30 934 \$ (25 916 \$ en 2013 déduction faite de reprises d'un montant de 1 352 \$ inclus dans les charges de restructuration (note 5.4)), a été imputée à l'état consolidé du résultat net.

7. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT**CHARGE D'IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT COMPTABILISÉE DANS L'ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT NET**

La relation entre la charge d'impôts sur le résultat attendue calculée sur la base du taux d'imposition statutaire pour la Société de 26,58% au 28 décembre 2014 (26,90 % au 29 décembre 2013) et la charge d'impôts sur le résultat présentée à l'état consolidé du résultat net se rapproche comme suit :

	2014	2013
Résultat avant la charge d'impôts sur le résultat	104 396 \$	(48 641) \$
Taux d'imposition applicable à la Société	26,58 %	26,90 %
Charge (recouvrement) d'impôts attendus	27 748	(13 084)
Éléments non déductibles (imposables)	(267)	1 984
Changements dans la provision pour positions fiscales incertaines et autres	28	(1 944)
Total de la charge (du recouvrement) d'impôts sur le résultat	27 509 \$	(13 044) \$
Charge d'impôts exigibles	2 925 \$	14 051 \$
Charge d'impôts différés		
Constatation et renversement des différences temporelles	24 584 \$	(27 145) \$
Diminution du taux d'imposition	-	50
Total de la charge (du recouvrement) d'impôts différés	24 584 \$	(27 095) \$
Total de la charge (du recouvrement) d'impôts sur le résultat	27 509 \$	(13 044) \$

RONA inc.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

au 28 décembre 2014 et au 29 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et les données par action)

7. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT (suite)

IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT COMPTABILISÉ DANS L'ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

	2014	2013
Couvertures de flux de trésorerie		
Avant impôts	5 529 \$	1 840 \$
Charge d'impôts différés	(1 476)	(661)
Net d'impôts	4 053 \$	1 179 \$
Réévaluations du passif net au titre des prestations définies		
Avant impôts	(11 015) \$	2 940 \$
Recouvrement (charge) d'impôts différés	2 928	(810)
Net d'impôts	(8 087) \$	2 130 \$

ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔTS DIFFÉRÉS

Les actifs et passifs d'impôts différés comptabilisés se détaillent comme suit :

	Au 28 décembre 2014		
	Actifs	Passifs	Net
Pertes autre qu'en capital	43 703 \$	-	43 703 \$
Pertes en capital	1 515	-	1 515
Charges non déduites	25 726	-	25 726
Immobilisations corporelles et incorporelles	7 648	(289)	7 359
Goodwill	(2 058)	(128)	(2 186)
Frais reliés à l'émission d'actions	292	-	292
Produits différés	752	-	752
Régimes à prestations définies	3 624	-	3 624
Instruments financiers dérivés	(954)	-	(954)
Autres	88	-	88
Actifs (passifs) nets d'impôts différés	80 336 \$	(417) \$	79 919 \$

	Au 29 décembre 2013		
	Actifs	Passifs	Net
Pertes autre qu'en capital	59 171 \$	603 \$	59 774 \$
Pertes en capital	1 058	21	1 079
Frais directs relatifs aux regroupements d'entreprises	(662)	377	(285)
Charges non déduites	29 805	4 263	34 068
Immobilisations corporelles et incorporelles	27 174	(24 810)	2 364
Goodwill	(2 899)	1 077	(1 822)
Frais reliés à l'émission d'actions	-	543	543
Produits différés	5 883	-	5 883
Paiements incitatifs reçus	-	(2 867)	(2 867)
Régimes à prestations définies	966	(270)	696
Instruments financiers dérivés	522	-	522
Autres	194	(537)	(343)
Actifs (passifs) nets d'impôts différés	121 212 \$	(21 600) \$	99 612 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

au 28 décembre 2014 et au 29 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et les données par action)

7. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT (suite)

	Solde au 29 décembre 2013	Résultat net	Autres éléments du résultat global	Autres ^{a)}	Solde au 28 décembre 2014
Pertes autre qu'en capital	59 774 \$	(19 510) \$	– \$	3 439 \$	43 703 \$
Pertes en capital	1 079	436	–	–	1 515
Frais directs relatifs aux regroupements d'entreprises	(285)	285	–	–	–
Charges non déduites	34 068	(8 342)	–	–	25 726
Immobilisations corporelles et incorporelles	2 364	4 995	–	–	7 359
Goodwill	(1 822)	(364)	–	–	(2186)
Frais reliés à l'émission d'actions	543	(251)	–	–	292
Produits différés	5 883	(5 131)	–	–	752
Paiements incitatifs reçus	(2 867)	2 867	–	–	–
Régimes à prestations définies	696	–	2 928	–	3 624
Instruments financiers dérivés	522	–	(1 476)	–	(954)
Autres	(343)	431	–	–	88
Actifs nets d'impôts différés	99 612 \$	(24 584) \$	1 452 \$	3 439 \$	79 919 \$

^{a)} Impôts liés aux dividendes déclarés sur les actions privilégiées

	Solde au 30 décembre 2012	Résultat net	Autres éléments du résultat global	Solde au 29 décembre 2013
Pertes autre qu'en capital	14 154 \$	45 620 \$	– \$	59 774 \$
Pertes en capital	461	618	–	1 079
Frais directs relatifs aux regroupements d'entreprises	501	(786)	–	(285)
Charges non déduites	25 625	8 443	–	34 068
Immobilisations corporelles et incorporelles	1 668	696	–	2 364
Goodwill	(8 969)	7 147	–	(1 822)
Frais reliés à l'émission d'actions	1 280	(737)	–	543
Produits différés	6 702	(819)	–	5 883
Paiements incitatifs reçus	(2 017)	(850)	–	(2 867)
Régimes à prestations définies	1 681	(175)	(810)	696
Instruments financiers dérivés	960	223	(661)	522
Autres	(71)	(272)	–	(343)
Actifs nets d'impôts différés	41 975 \$	59 108 \$	(1 471) \$	99 612 \$

Tous les actifs d'impôts différés ont été comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière, incluant les pertes autre qu'en capital et les différences temporelles déductibles.

8. INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Les variations nettes d'éléments du fonds de roulement se détaillent comme suit :

	2014	2013
Clients et autres débiteurs	(16 117) \$	14 218 \$
Stocks	(80 925)	36 315
Frais payés d'avance	(2 093)	4 464
Instruments financiers dérivés	1 367	(3 544)
Fournisseurs et autres créditeurs	50 818	(81 464)
Provisions ^{a)}	504	(3 486)
	(46 446) \$	(33 497) \$

^{a)} Excluant la variation nette de la provision de restructuration, laquelle est présentée sur une ligne distincte dans le tableau consolidé des flux de trésorerie.

9. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Le 11 novembre 2013, la Société a acquis la totalité de la participation ne donnant pas le contrôle dans Groupe Coupal inc., basé sur le prix convenu lors de l'acquisition initiale de 51% en 2007. Groupe Coupal inc. est une bannière spécialisée dans la vente de bois d'œuvre et matériaux de construction pour les entrepreneurs, évoluant dans le secteur du détail. Cette transaction a donné lieu à une diminution de 19 361 \$ des participations ne donnant pas le contrôle et l'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable nette acquise de 4 168 \$ a été enregistré en résultats non distribués.

Le 29 octobre 2013, la Société a acquis le magasin RONA Le Régional, un magasin franchisé situé à Châteauguay, Québec, évoluant dans le secteur du détail. L'excédent du prix d'achat sur la valeur des actifs nets corporels et des immobilisations incorporelles identifiables acquises moins les passifs repris a été inscrit à titre de goodwill au montant de 1 415 \$. Il représente les synergies prévues dans le cadre de cette acquisition.

Les résultats d'exploitation de ces entreprises sont consolidés depuis leur date d'acquisition.

Ces acquisitions ont été effectuées pour une contrepartie de 27 767 \$. Des coûts directs relatifs à ces acquisitions de 108 \$ ont été comptabilisés dans les frais de vente, généraux et d'administration pour l'exercice terminé le 29 décembre 2013. La Société a financé ces acquisitions à même son encaisse et sa facilité de crédit existante.

La répartition des prix d'achats des acquisitions a été établie de la façon suivante :

	2013
Clients et autres débiteurs	12 803 \$
Stocks	13 663
Actifs d'impôts exigibles	655
Autres actifs courants	215
Immobilisations corporelles	6 070
Actifs d'impôts différés	206
Goodwill ^{a)}	2 632
Immobilisations incorporelles	24
Passifs courants	(9 474)
Dette à long terme	(2 577)
Passifs d'impôts différés	(618)
Excédent du prix d'achat d'une participation ne donnant pas le contrôle sur la valeur nette comptable	4 168
Coût des acquisitions	27 767
Moins : Soldes de prix d'achats présentés dans la dette à long terme	(4 955)
Contreparties payées en espèces	22 812 \$

^{a)} Un goodwill au montant de 1 217 \$ avait déjà été comptabilisé relativement à la transaction initiale avec Groupe Coupal Inc.

La Société prévoit qu'aucun montant du goodwill ne sera déductible sur le plan fiscal.

10. ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 19 juin 2013, la Société a conclu une entente visant à vendre la majorité des actifs de la division du marché commercial et professionnel à Talisker Plumbing Corporation, une filiale d'EMCO Corporation. Cette division, spécialisée dans la plomberie, le chauffage, la ventilation et le conditionnement d'air (« HVAC »), faisait partie d'une filiale de la société mère. La transaction s'est conclue le 21 octobre 2013 pour une contrepartie totale de 219 610 \$, composée de 213 667 \$ en espèces et d'un solde dû de 5 943 \$ qui a été réglé lors de la finalisation des ajustements de fonds de roulement le 14 avril 2014.

Les revenus, les dépenses ainsi que les gains et les pertes liés à l'abandon de la division du marché commercial et professionnel ont été soustraits du résultat des activités poursuivies et sont représentés sur une seule ligne à l'état consolidé du résultat net à titre de « Résultat net des activités abandonnées ». Le résultat des activités abandonnées est attribuable aux propriétaires de RONA inc. et est présenté ci-après pour les exercices terminés le 28 décembre 2014 et le 29 décembre 2013 :

RONA inc.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

au 28 décembre 2014 et au 29 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et les données par action)

10. ACTIVITÉS ABANDONNÉES (suite)

	2014	2013
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES		
Produits	– \$	342 121 \$
Résultat avant intérêts, impôts, amortissements, dépréciation d'actifs non financiers, charges de restructurations et autres coûts	1 846 \$	(21 116) \$
Amortissements et dépréciation d'actifs non financiers	–	6 003
Résultat opérationnel	1 846	(27 119)
Charges financières	–	7 557
Résultat avant la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat provenant des opérations	1 846	(34 676)
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	486	(7 849)
Résultat net provenant des opérations	1 360	(26 827)
ÉVALUATION DES ACTIFS LIÉS AUX ACTIVITÉS ABANDONNÉES		
Frais de transaction	–	(3 725)
Perte d'évaluation ^{a)}	–	(111 029)
Résultat avant le recouvrement d'impôts sur le résultat provenant de l'évaluation des actifs	–	(114 754)
Recouvrement d'impôts sur le résultat	–	(24 164)
Résultat net provenant de l'évaluation des actifs	–	(90 590)
Résultat net des activités abandonnées	1 360 \$	(117 417) \$
Résultat avant la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat provenant des opérations	1 846 \$	(34 676) \$
Résultat avant le recouvrement d'impôts sur le résultat provenant de l'évaluation des actifs	–	(114 754)
Résultat avant la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat des activités abandonnées	1 846	(149 430)
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	486	(32 013)
Résultat net des activités abandonnées	1 360 \$	(117 417) \$

^{a)} La perte d'évaluation représente la dépréciation du goodwill.

Les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées pour les exercices terminés le 28 décembre 2014 et le 29 décembre 2013 ont été retirés des tableaux consolidés des flux de trésorerie et sont résumés comme suit :

	2014	2013
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES		
Flux de trésorerie provenant (utilisés pour) des:		
Activités opérationnelles	– \$	(38 057) \$
Activités d'investissement	–	(3 704)
Activités de financement	–	41 768
Augmentation nette de l'encaisse des activités abandonnées	– \$	7 \$

La répartition du produit de disposition, incluant les ajustements finaux du fonds de roulement, a été établie comme suit :

	2013
ACTIF	
Encaisse	58 \$
Clients et autres débiteurs	94 990
Stocks	101 859
Frais payés d'avance	1 536
Immobilisations corporelles	27 053
Immobilisations incorporelles	6 662
Goodwill	130 416
Total des actifs	362 574
PASSIF	
Fournisseurs et autres créditeurs	(31 935)
Perte sur disposition	(111 029)
Produit de disposition	219 610 \$

RONA inc.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

au 28 décembre 2014 et au 29 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et les données par action)

11. CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

	Note	Au 28 décembre 2014	Au 29 décembre 2013
Comptes clients			
Clients au détail		174 042 \$	171 049 \$
Magasins affiliés et franchisés		72 593	64 502
Entreprises mises en équivalence		5 623	4 535
	26	252 258	240 086
Autres débiteurs		11 131	16 213
Solde à la fin de l'exercice		263 389 \$	256 299 \$

12. AUTRES ACTIFS FINANCIERS

	Au 28 décembre 2014	Au 29 décembre 2013
Prêts et avances, au coût		
Billets à terme, taux moyen pondéré de 5,61 % (5,34 % en 2013), échéant à différentes dates jusqu'en 2021	8 640 \$	12 389 \$
Placement en actions ordinaires	1 089	–
	9 729	12 389
Total des autres actifs financiers courants	2 066	4 101
Total des autres actifs financiers non courants	7 663 \$	8 288 \$

Des revenus d'intérêts de 484 \$ (528 \$ en 2013) relatifs aux prêts et avances présentés ci-dessus sont inclus dans les produits financiers à la note 5.1.

13. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Notes	Terrains et stationnements	Bâtiments	Améliorations locatives	Mobilier et équipement	Matériel informatique	Projets en cours ^{b)}	Terrains pour développement futur	Total
Coût	295 238 \$	346 034 \$	222 663 \$	416 195 \$	108 665 \$	5 875 \$	39 210 \$	1 433 880 \$
Amortissement cumulé	40 892	116 199	147 564	304 981	95 048	–	5 246	709 930
Solde au 29 décembre 2013	254 346	229 835	75 099	111 214	13 617	5 875	33 964	723 950
Amortissement	(3 174)	(11 348)	(10 451)	(29 985)	(6 111)	–	–	(61 069)
Acquisitions ^{a)}	634	2 239	6 574	28 052	4 243	1 835	–	43 577
Cessions d'immobilisations	(16 020)	(9 594)	(100)	(634)	(14)	–	–	(26 362)
Transferts entre les catégories	–	(161)	2	250	1 754	(1 845)	–	–
Transferts nets entre les immobilisations corporelles et les actifs non courants détenus en vue de la vente	14 (1 571)	(1 594)	–	–	–	–	–	(3 165)
Reprise de dépréciation (dépréciation)	5.2 260	223	(41)	(59)	–	–	–	383
Autres changements	4	89	(160)	652	4	(18)	–	571
Total des changements	(19 867)	(20 146)	(4 176)	(1 724)	(124)	(28)	–	(46 065)
Solde au 28 décembre 2014	234 479 \$	209 689 \$	70 923 \$	109 490 \$	13 493 \$	5 847 \$	33 964 \$	677 885 \$
Coût	272 618 \$	327 478 \$	191 259 \$	417 187 \$	111 288 \$	5 847 \$	39 210 \$	1 364 887 \$
Amortissement cumulé	38 139	117 789	120 336	307 697	97 795	–	5 246	687 002
Solde au 28 décembre 2014	234 479 \$	209 689 \$	70 923 \$	109 490 \$	13 493 \$	5 847 \$	33 964 \$	677 885 \$

^{a)} Comprend des équipements de \$74 acquis dans le cadre d'un contrat de location-financement.

^{b)} Les projets en cours sont constitués de coûts relatifs à la construction de bâtiments qui serviront à l'exploitation de magasins.

RONA inc.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

au 28 décembre 2014 et au 29 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et les données par action)

13. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (suite)

	Notes	Terrains et stationnements	Bâtiments	Améliorations locatives	Mobilier et équipement	Matériel informatique	Projets en cours ^{a)}	Terrains pour développement futur	Total
Coût		293 854 \$	346 236 \$	246 550 \$	449 734 \$	119 239 \$	6 944 \$	39 468 \$	1 502 025 \$
Amortissement cumulé		30 964	99 425	163 325	308 999	97 906	–	–	700 619
Solde au 30 décembre 2012		262 890	246 811	83 225	140 735	21 333	6 944	39 468	801 406
Amortissement		(2 949)	(12 244)	(10 182)	(27 671)	(5 955)	–	–	(59 001)
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprise		–	–	–	412	19	–	–	431
Acquisitions		180	2 610	8 895	16 529	3 557	4 054	–	35 825
Cessions d'immobilisations		(503)	(1 843)	(345)	(1 458)	(3)	–	(258)	(4 410)
Cession d'une entreprise	10	(748)	(1 488)	(7 346)	(11 881)	(5 585)	(5)	–	(27 053)
Transferts entre les catégories		53	205	1 630	1 870	1 365	(5 123)	–	–
Transferts nets entre les immobilisations corporelles et les actifs non courants détenus en vue de la vente		2 404	(246)	120	–	–	–	–	2 278
Dépréciation	5.2	(7 032)	(3 935)	(391)	(5 954)	(440)	–	(5 246)	(22 998)
Activités abandonnées		–	–	(246)	(1 108)	(674)	–	–	(2 028)
Autres changements		51	(35)	(261)	(260)	–	5	–	(500)
Total des changements		(8 544)	(16 976)	(8 126)	(29 521)	(7 716)	(1 069)	(5 504)	(77 456)
Solde au 29 décembre 2013		254 346 \$	229 835 \$	75 099 \$	111 214 \$	13 617 \$	5 875 \$	33 964 \$	723 950 \$
Coût		295 238 \$	346 034 \$	222 663 \$	416 195 \$	108 665 \$	5 875 \$	39 210 \$	1 433 880 \$
Amortissement cumulé		40 892	116 199	147 564	304 981	95 048	–	5 246	709 930
Solde au 29 décembre 2013		254 346 \$	229 835 \$	75 099 \$	111 214 \$	13 617 \$	5 875 \$	33 964 \$	723 950 \$

^{a)} Les projets en cours sont constitués de coûts relatifs à la construction de bâtiments qui serviront à l'exploitation de magasins.

Pour les exercices terminés le 28 décembre 2014 et le 29 décembre 2013, il n'y a eu aucun intérêt capitalisé aux immobilisations corporelles.

14. ACTIFS NON COURANTS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

La Société prévoit se départir des actifs non courants détenus en vue de la vente dans un délai n'excédant pas un an. Il s'agit principalement de terrains et bâtiments du secteur du détail qui ne sont plus utilisés à des fins d'exploitation et pour lesquels la Société a établi un plan de vente détaillé.

L'évolution des actifs non courants détenus en vue de la vente est présentée ci-après :

	Note	Au 28 décembre 2014	Au 29 décembre 2013
Solde au début de l'exercice		– \$	22 898 \$
Ajouts		3 165	11 657
Dispositions		(4 128)	(20 620)
Reprise de dépréciation	5.2	963	–
Reclassement aux immobilisations corporelles		–	(13 935)
Solde à la fin de l'exercice		– \$	– \$

15. GOODWILL

	Notes	Au 28 décembre 2014	Au 29 décembre 2013
Solde au début de l'exercice		298 963 \$	427 964 \$
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	9	–	1 415
Dispositions liées aux activités abandonnées	10	–	(130 416)
Solde à la fin de l'exercice		298 963 \$	298 963 \$

RONA inc.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

au 28 décembre 2014 et au 29 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et les données par action)

15. GOODWILL (suite)

Pour les besoins du test de dépréciation annuel, le goodwill a été affecté aux groupes d'UGT suivants, soit les groupes d'UGT qui devraient bénéficier des synergies des regroupements d'entreprises :

	Au 28 décembre 2014	Au 29 décembre 2013
Détail	188 891 \$	188 891 \$
Distribution	110 072	110 072
Solde à la fin de l'exercice	298 963 \$	298 963 \$

Au 28 décembre 2014, la Société a procédé à son test annuel de dépréciation du goodwill. La valeur recouvrable des groupes d'UGT a été déterminée à l'aide de la valeur d'utilité. Pour évaluer la valeur d'utilité, la Société a établi des projections des flux de trésorerie pour les premiers cinq ans sur la base des budgets approuvés par le conseil d'administration. Les projections de flux de trésorerie au-delà de la période couverte par les budgets et le plan stratégique ont été établies en leur appliquant un taux de croissance stable pour les années futures, ce taux n'excédant pas le taux de croissance moyen à long terme pour les secteurs d'activités de la Société. Ces prévisions ont été préparées en se basant autant sur des données historiques que sur les tendances futures anticipées par la Société.

Lors du test de dépréciation effectué en date du 28 décembre 2014, les hypothèses clés de la direction étaient l'augmentation annuelle moyenne des ventes des magasins comparables de 1,80 % (moyenne de 1,40 % au 29 décembre 2013) pour les cinq premières années et par la suite à 2,00 % (2,00 % au 29 décembre 2013). De plus, l'augmentation annuelle prévue des marges de résultat avant les charges financières, les impôts sur le résultat et les amortissements (« marge de BAIIA ») des magasins comparables est de 0,05 % (0,05 % en 2013) pour le secteur distribution et de 0,10 % (0,10 % à 0,20 % en 2013) pour le secteur du détail.

Le modèle d'évaluation utilisé par la Société tient également compte des mouvements de fonds de roulement et des investissements en immobilisations nécessaires pour maintenir en état les actifs de chacun des groupes d'UGT.

Des taux avant impôts sur le résultat variant de 12,30 % à 12,70 %, inchangés de 2013, ont été utilisés pour l'actualisation des flux de trésorerie prévus. Ces taux reflètent l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif.

La valeur recouvrable de chaque groupe d'UGT a été supérieure à la valeur comptable. Les hypothèses les plus sensibles utilisées dans le test de dépréciation comprennent des prévisions de croissance organique des ventes et des marges de BAIIA, le coût moyen pondéré du capital et un degré d'atteinte anticipé de rendements relatifs aux initiatives du plan de transformation. Le non-respect de certaines de ces hypothèses pourrait avoir un impact sur les valeurs recouvrables estimées des groupes d'UGT de la Société.

16. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Marques de commerce à durée d'utilité		Logiciels	Frais de recrutement de marchands	Relations avec les clients	Total
	Déterminée	Indéterminée				
Coût	1 514 \$	400 \$	300 139 \$	26 668 \$	450 \$	329 171 \$
Amortissement cumulé	1 514	-	177 844	17 681	247	197 286
Solde au 29 décembre 2013	-	400	122 295	8 987	203	131 885
Amortissement	(8)	-	(27 324)	(3 415)	(23)	(30 770)
Ajouts générés en interne	-	-	2 223	-	-	2 223
Acquisitions	218	-	13 025	2 188	-	15 431
Cessions d'immobilisations	-	-	(1)	(111)	-	(112)
Autres changements	-	-	227	-	-	227
Total des changements	210	-	(11 850)	(1 338)	(23)	(13 001)
Solde au 28 décembre 2014	210 \$	400 \$	110 445 \$	7 649 \$	180 \$	118 884 \$
Coût	1 732 \$	400 \$	315 149 \$	19 323 \$	450 \$	337 054 \$
Amortissement cumulé	1 522	-	204 704	11 674	270	218 170
Solde au 28 décembre 2014	210 \$	400 \$	110 445 \$	7 649 \$	180 \$	118 884 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

au 28 décembre 2014 et au 29 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et les données par action)

16. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (suite)

	Note	Marques de commerce à durée d'utilité		Logiciels	Frais de recrutement de marchands	Relations avec les clients	Baux à prix de faveur	Total
		Déterminée	Indéterminée					
Coût		2 174 \$	2 721 \$	284 605 \$	26 991 \$	450 \$	418 \$	317 359 \$
Amortissement cumulé		2 140	–	155 604	15 271	225	418	173 658
Solde au 30 décembre 2012		34	2 721	129 001	11 720	225	–	143 701
Amortissement		(34)	–	(27 187)	(4 085)	(22)	–	(31 328)
Ajouts générés en interne		–	–	8 074	–	–	–	8 074
Acquisitions		–	–	16 499	1 352	–	–	17 851
Cessions d'immobilisations		–	–	(8)	–	–	–	(8)
Cession d'entreprises	10	–	(2 321)	(4 341)	–	–	–	(6 662)
Activités abandonnées		–	–	(518)	–	–	–	(518)
Autres changements		–	–	775	–	–	–	775
Total des changements		(34)	(2 321)	(6 706)	(2 733)	(22)	–	(11 816)
Solde au 29 décembre 2013		– \$	400 \$	122 295 \$	8 987 \$	203 \$	– \$	131 885 \$
Coût		1 514 \$	400 \$	300 139 \$	26 668 \$	450 \$	– \$	329 171 \$
Amortissement cumulé		1 514	–	177 844	17 681	247	–	197 286
Solde au 29 décembre 2013		– \$	400 \$	122 295 \$	8 987 \$	203 \$	– \$	131 885 \$

Pour l'exercice terminé le 28 décembre 2014, les intérêts capitalisés aux logiciels se sont élevés à 229 \$ (641 \$ en 2013) et le taux moyen pondéré utilisé pour déterminer les coûts d'emprunts capitalisables a été de 4,77 % (3,89 % en 2013).

17. AUTRES ACTIFS NON COURANTS

	Note	Au 28 décembre 2014	Au 29 décembre 2013
Frais de financement liés à la facilité de crédit		1 758 \$	1 566 \$
Actif au titre des régimes à prestations définies	27	2 943	5 244
Autres		233	239
Solde à la fin de l'exercice		4 934 \$	7 049 \$

L'amortissement des autres actifs non courants, présenté dans le compte amortissements et dépréciation d'actifs non financiers à l'état consolidé du résultat net, représente 549 \$ pour l'exercice terminé le 28 décembre 2014 (523 \$ en 2013).

18. EMPRUNTS BANCAIRES

Des éléments d'actif, notamment des clients et autres débiteurs, des stocks et des immobilisations corporelles, au montant de 20 068 \$ (26 358 \$ en 2013) sont donnés en garantie d'emprunts bancaires. Ces emprunts bancaires portent intérêt à des taux variant du taux préférentiel plus 0,50 % au taux préférentiel plus 2,00 % et sont renouvelables annuellement. Au 28 décembre 2014, les taux d'intérêt varient de 3,50 % à 5,00 % (de 3,00 % à 5,00 % en 2013). Le montant autorisé de ces emprunts bancaires est de 4 500 \$ (11 460 \$ en 2013).

RONA inc.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

au 28 décembre 2014 et au 29 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et les données par action)

19. DETTE À LONG TERME

	Au 28 décembre 2014	Au 29 décembre 2013
Débtures non garanties d'une valeur nominale de \$116 829 \$, 5,40% (5,40%, en 2013) échéant en octobre 2016 ^{a)}	116 488 \$	116 341 \$
Facilité de crédit rotatif au taux moyen pondéré de 3,52% (3,24 % en 2013), échéant en décembre 2017	65 231	44 960
Emprunts hypothécaires garantis par des actifs dont le coût non amorti est de 4 101 \$ (34 740 \$ en 2013), à des taux variant de 3,63 % à 7,95 % (3,47 % à 7,95 % en 2013), échéant à différentes dates jusqu'en décembre 2016	1 151	2 433
Obligations relatives aux biens loués, taux variant de 5,04 % à 9,80 % (de 5,58 % à 10,62 % en 2013), échéant à différentes dates jusqu'en 2017	364	553
Soldes de prix d'achats, taux variant de 0,00 % à 6,00 % (0,00 % à 6,00 % en 2013) payables à différentes dates jusqu'en 2016	2 587	8 623
Total de la dette à long terme	185 821	172 910
Versements exigibles à court terme	2 082	8 413
	183 739 \$	164 497 \$

^{a)} Taux d'intérêts effectif de 5,55% (5,55% en 2013)

FACILITÉ DE CRÉDIT

Le 11 août 2014, la Société a finalisé la modification de sa facilité de crédit rotatif afin de prolonger l'échéance d'un an, la reportant ainsi en décembre 2017. La Société a également obtenu de ses créanciers que les commissions d'engagements, la prime sur le taux de base et le coût d'emprunt varient selon le niveau d'endettement de la Société. En contrepartie, la facilité de crédit rotatif est désormais garantie par une charge de premier rang sur les comptes clients et les stocks. Cette garantie pouvant être abandonnée sous certaines conditions. Les frais de financement liés à cette modification ont été comptabilisés à titre d'autres actifs non courants et sont amortis linéairement sur la nouvelle échéance de la facilité de crédit rotatif. Au 28 décembre 2014, le montant autorisé de la facilité de crédit rotatif est de 700 000 \$ (700 000 \$ en 2013).

La facilité de crédit sert également à l'émission de lettres de garantie et de lettres de crédit à l'importation. Au 28 décembre 2014, les lettres de garantie émises totalisent 1 158 \$ (1 148 \$ en 2013). Pour l'exercice 2014, le taux d'intérêt moyen pondéré sur la facilité de crédit rotatif, incluant les lettres de garantie, est de 3,48% (3,22 % en 2013).

LETTRES DE CRÉDIT

La Société dispose aussi d'une autre facilité de crédit non garantie d'un montant pouvant atteindre 55 000\$ (55 000 \$ en 2013) pouvant être utilisée pour l'émission de lettres de crédit à l'importation. Les conditions à respecter sont les mêmes que celles de la facilité de crédit rotatif. Au 28 décembre 2014, le montant utilisé est de 11 830 \$ (11 258 \$ en 2013).

ÉCHÉANCES

Les échéances des obligations relatives aux biens loués sont les suivantes :

	Au 28 décembre 2014		
	Paiements minimums futurs	Intérêts	Valeur actualisée des paiements minimums futurs
Moins de 1 an	208 \$	23 \$	185 \$
Entre 1 et 5 ans	188	9	179
	396 \$	32 \$	364 \$

	Au 29 décembre 2013		
	Paiements minimums futurs	Intérêts	Valeur actualisée des paiements minimums futurs
Moins de 1 an	236 \$	27 \$	209 \$
Entre 1 et 5 ans	368	24	344
	604 \$	51 \$	553 \$

Les versements des autres emprunts à long terme à effectuer au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

	Au 28 décembre 2014	Au 29 décembre 2013
Moins de 1 an	1 897 \$	8 204 \$
Entre 1 et 5 ans	183 560	162 983
Plus de 5 ans	-	1 170
	185 457 \$	172 357 \$

RONA inc.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

au 28 décembre 2014 et au 29 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et les données par action)

20. AUTRES PASSIFS NON COURANTS

	Note	Au 28 décembre 2014	Au 29 décembre 2013
Obligations reportées relatives aux baux linéaires		21 726 \$	20 673 \$
Passif au titre des régimes à prestations définies	27	16 223	8 268
Solde à la fin de l'exercice		37 949 \$	28 941 \$

21. PROVISIONS ET PASSIFS ÉVENTUELS

	Litiges	Contrats déficitaires	Garanties sur produits	Restructuration ^{a)}		Total
				Prestations de cessation d'emploi	Contrats déficitaires	
Solde au 29 décembre 2013	4 967 \$	567 \$	1 846 \$	4 351 \$	70 960 \$	82 691 \$
Provisions constituées	2 291	432	407	70	-	3 200
Provisions utilisées	(482)	(865)	-	(3 891)	(32 478)	(37 716)
Provisions reprises	(829)	-	(880)	(248)	-	(1 957)
Changement dans les estimations	237	(7)	200	239	22 520	23 189
Charge de désactualisation	-	-	-	-	2 330	2 330
Solde au 28 décembre 2014	6 184 \$	127 \$	1 573 \$	521 \$	63 332 \$	71 737 \$
Courants	6 184 \$	103 \$	1 573 \$	521 \$	38 215 \$	46 596 \$
Non courants	-	24	-	-	25 117	25 141
Solde au 28 décembre 2014	6 184 \$	127 \$	1 573 \$	521 \$	63 332 \$	71 737 \$

^{a)} Se reporter à la note 5.4 pour plus d'informations.

	Litiges	Contrats déficitaires	Garanties sur produits	Restructuration ^{a)}		Total
				Prestations de cessation d'emploi	Contrats déficitaires	
Solde au 30 décembre 2012	4 036 \$	5 389 \$	1 441 \$	1 426 \$	21 755 \$	34 047 \$
Provisions constituées	2 589	-	214	19 069	56 122	77 994
Provisions utilisées	(721)	(1 545)	-	(17 464)	(13 943)	(33 673)
Provisions reprises	(937)	-	-	(697)	-	(1 634)
Changement dans les estimations	-	(3 277)	191	2 017	5 113	4 044
Charge de désactualisation	-	-	-	-	1 913	1 913
Solde au 29 décembre 2013	4 967 \$	567 \$	1 846 \$	4 351 \$	70 960 \$	82 691 \$
Courants	4 967 \$	567 \$	1 846 \$	4 351 \$	36 936 \$	48 667 \$
Non courants	-	-	-	-	34 024	34 024
Solde au 29 décembre 2013	4 967 \$	567 \$	1 846 \$	4 351 \$	70 960 \$	82 691 \$

^{a)} Se reporter à la note 5.4 pour plus d'informations.

LITIGES

La Société fait l'objet de réclamations et de litiges divers dans le cadre de ses activités, et les assureurs de la Société ont pris fait et cause dans certains de ces dossiers.

La période de règlement de ces litiges dépend du temps requis pour obtenir un jugement de la Cour. Les provisions sont comptabilisées en prenant en compte les meilleures estimations quant au dénouement de ces litiges. La direction ne s'attend pas à ce que l'issue de ces réclamations et de ces litiges ait une incidence négative importante sur les résultats de la Société et a jugé ses provisions suffisantes à cet égard.

CONTRATS DÉFICITAIRES

RESTRUCTURATION

Suite à la fermeture de magasins en 2012 et en 2013, la Société a comptabilisé des provisions pour contrats déficitaires relativement à des contrats de location simple non résiliables relatifs à des locaux commerciaux qu'elle a cessé d'utiliser ou prévus pour fermeture. L'estimation de ces provisions est basée sur les obligations contractuelles au moment de la comptabilisation et sur des hypothèses de revenus de sous-location, en fonction des données du marché et sont actualisées en utilisant un taux d'actualisation moyen pondéré de 4,13% (4,80 % en 2013). Pour certaines locations, la provision est estimée sur la base des frais de résiliation qui sont prévus être engagés. Les durées à courir jusqu'à l'échéance des baux en cause varient entre un an et quinze ans.

AUTRES

Suite à la fermeture d'un magasin en 2008 et d'un centre de distribution en 2014, la Société a comptabilisé des provisions pour contrats déficitaires relativement à ces contrats de location simple non résiliables relatives à des locaux commerciaux qu'elle a cessé d'utiliser. L'estimation de ces provisions est basée sur les obligations contractuelles au moment de la comptabilisation et sur des hypothèses de revenus de sous-location, en fonction des données du marché en utilisant un taux d'actualisation moyen pondéré de 4,13% (4,80 % en 2013). Ces baux qui sont encore en vigueur expirent en 2025 et 2017 respectivement.

RONA inc.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

au 28 décembre 2014 et au 29 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et les données par action)

22. GARANTIES ET ENGAGEMENTS

GARANTIES

Dans le cours normal de ses activités, la Société conclut des ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garanties ».

En vertu de conventions de rachat de biens en stocks, la Société s'est engagée auprès d'institutions financières à racheter les stocks de certains de ses clients à une moyenne de 65% de la valeur du prix coûtant des stocks pour un montant maximal de 48 661\$. Dans l'éventualité d'un recours, les stocks seraient écoulés dans le cours normal des activités de la Société. Ces conventions ont une durée indéterminée. De l'avis de la direction, la probabilité que des paiements importants soient engagés en vertu de ces obligations est faible.

ENGAGEMENTS

La Société s'est engagée en vertu de contrats de location simple échéant jusqu'en 2022 à verser une somme de 40 456 \$ pour du matériel roulant, du matériel informatique, de l'équipement de distribution, un entrepôt et pour l'immeuble abritant le siège social et le centre de distribution situé au Québec. La Société s'est aussi engagée, en vertu de contrats de location simple échéant jusqu'en 2030, à verser des loyers minimums de 530 691 \$ pour des locaux de magasins corporatifs, dont la majorité est non résiliable.

Dans le cadre de l'exploitation des magasins à grande surface avec des marchands propriétaires, la Société intervient à titre de locataire principal, pour ensuite établir une entente de sous-location avec les marchands propriétaires concernés. À cet effet, la Société s'est engagée en vertu de contrats de location simple échéant jusqu'en 2031 à verser des loyers minimums de 106 237 \$ pour des locaux et un terrain sur lequel un bâtiment est érigé. En contrepartie, la Société a signé des ententes de sous-location pour une somme équivalente.

Au 28 décembre 2014, les paiements et les encaissements minimums exigibles en vertu de contrats de location simple et autres engagements pour les prochains exercices sont les suivants :

	Paiements minimums exigibles	Encaissements minimums exigibles
Moins de 1 an	111 554 \$	16 391 \$
Entre 1 et 5 ans	357 567	55 130
Plus de 5 ans	208 661	34 716
	<u>677 782 \$</u>	<u>106 237 \$</u>

Suite à la disposition d'éléments d'actifs et à la fermeture de sites par la Société, celle-ci a cédé ses droits dans certains contrats de location simple pour lesquels la Société demeure responsable des obligations liées à ces contrats de location pour un montant de 24 723\$ tant et aussi longtemps que ces contrats de location incluant leurs périodes de renouvellement ne sont pas échus. Les durées à courir jusqu'à l'échéance des baux en cause varient entre un et six ans.

23. CAPITAL SOCIAL

AUTORISÉ

Nombre illimité d'actions :

Ordinaires sans valeur nominale ;

Privilégiées catégorie A sans valeur nominale, pouvant être émises en séries :

Série 5, dividende non cumulatif égal à 70 % du taux préférentiel, rachetables au gré de la Société à leur prix d'émission ;

Série 6, dividende cumulatif fixe de 5,25 %, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration, pour les cinq premières années, rachetables au gré de la Société à leur prix d'émission ;

Série 7, dividende annuel cumulatif à taux variable, rachetables au gré de la Société à leur prix d'émission ;

Privilégiées catégorie B, dividende non cumulatif de 6 %, rachetables au gré de la Société à leur valeur nominale de 1 \$ chacune ;

Privilégiées catégorie C, pouvant être émises en séries :

Série 1, dividende non cumulatif égal à 70 % du taux préférentiel, rachetables au gré de la Société à la valeur nominale de 1 000 \$ chacune ;

Privilégiées de catégorie D, sans valeur nominale, dividende cumulatif de 4 %, rachetable à leur prix d'émission sur une période maximale de dix ans à compter du sixième anniversaire de leur date d'émission, à raison de 10 % par année.

RONA inc.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

au 28 décembre 2014 et au 29 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et les données par action)

23. CAPITAL SOCIAL (suite)

ÉMIS ET PAYÉ :

Les tableaux suivants présentent la variation du nombre d'actions en circulation et de leur valeur comptable :

	Actions ordinaires		Catégorie A, série 6 actions privilégiées		Dépôts sur souscription d'actions ordinaires ^{a)}		Capital social	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Solde au 29 décembre 2013	120 743 836	591 173 \$	6 900 000	172 500 \$	–	1 530 \$	127 643 836	765 203 \$
Émission de capital social pour une contrepartie en espèces	2 855	35	–	–	–	–	2 855	35
Émission de capital social à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions	60 350	839	–	–	–	–	60 350	839
Émission en contrepartie de dépôts reçus sur souscription d'actions ordinaires	128 394	1 483	–	–	–	(1 483)	128 394	–
Rachat d'actions ordinaires pour annulation	(7 339 800)	(36 002)	–	–	–	–	(7 339 800)	(36 002)
Dépôts sur souscription d'actions ordinaires reçus	–	–	–	–	–	1 117	–	1 117
Remboursement de dépôts sur souscription d'actions ordinaires	–	–	–	–	–	(63)	–	(63)
Solde au 28 décembre 2014	113 595 635	557 528 \$	6 900 000	172 500 \$	–	1 101 \$	120 495 635	731 129 \$

^{a)} Les dépôts sur souscription d'actions ordinaires représentent des sommes encaissées au cours l'exercice en vertu d'ententes commerciales conclues avec les marchands affiliés et franchisés. Ces dépôts sont convertis annuellement en actions ordinaires. Au 28 décembre 2014, si les dépôts de souscription avaient été convertis en actions ordinaires, 81 162 actions ordinaires de plus auraient été en circulation.

	Actions ordinaires		Catégorie A, série 6 actions privilégiées		Dépôts sur souscription d'actions ordinaires ^{a)}		Capital social	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Solde au 30 décembre 2012	121 408 037	590 763 \$	6 900 000	172 500 \$	–	2 180 \$	128 308 037	765 443 \$
Émission de capital social pour une contrepartie en espèces	34 121	409	–	–	–	–	34 121	409
Émission de capital social à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions	279 900	3 647	–	–	–	–	279 900	3 647
Émission en contrepartie de dépôts reçus sur souscription d'actions ordinaires	199 078	2 118	–	–	–	(2 118)	199 078	–
Rachat d'actions ordinaires pour annulation	(1 177 300)	(5 764)	–	–	–	–	(1 177 300)	(5 764)
Dépôts sur souscription d'actions ordinaires reçus	–	–	–	–	–	1 595	–	1 595
Remboursement de dépôts sur souscription d'actions ordinaires	–	–	–	–	–	(127)	–	(127)
Solde au 29 décembre 2013	120 743 836	591 173 \$	6 900 000	172 500 \$	–	1 530 \$	127 643 836	765 203 \$

^{a)} Les dépôts sur souscription d'actions ordinaires représentent des sommes encaissées au cours de l'exercice en vertu d'ententes commerciales conclues avec les marchands affiliés et franchisés. Ces dépôts sont convertis annuellement en actions ordinaires. Au 29 décembre 2013, si les dépôts de souscription avaient été convertis en actions ordinaires, 117 084 actions ordinaires de plus auraient été en circulation.

Le 14 novembre 2014, le conseil d'administration et la Bourse de Toronto ont autorisé la Société à racheter pour annulation dans le cours normal de ses activités, entre le 18 novembre 2014 et le 17 novembre 2015, jusqu'à concurrence de 9,2 millions de ses actions ordinaires, représentant 10 % de ses 92,1 millions actions ordinaires flottantes ou 7,94 % de ses 116,0 millions actions ordinaires émises et en circulation au 11 novembre 2014. En vertu de cette offre publique, les rachats s'effectueront au prix du marché, par l'entremise de la Bourse de Toronto ou de plateformes canadiennes alternatives de transactions, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Les actions ordinaires ainsi rachetées seront annulées.

Le 12 novembre 2013, le conseil d'administration et la Bourse de Toronto ont autorisé la Société à racheter pour annulation dans le cours normal de ses activités, entre le 18 novembre 2013 et le 17 novembre 2014, jusqu'à concurrence de 8,6 millions de ses actions ordinaires, représentant 10 % de ses 85,8 millions actions ordinaires flottantes ou 7,04 % de ses 121,9 millions actions ordinaires émises et en circulation au 12 novembre 2013.

Au cours de l'exercice terminé le 28 décembre 2014, la Société a racheté pour annulation un total de 7,3 millions actions ordinaires (1,2 millions en 2013) à un prix moyen de 12,84\$, pour un coût total de 94 232 \$ (15 375 \$ en 2013). Une tranche de 36 002 \$ (5 764 \$ en 2013) du coût total représente la valeur attribuée aux actions ordinaires. La tranche restante de 58 230 \$ (9 611 \$ en 2013) a été imputée aux résultats non distribués.

24. PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Le 24 octobre 2002, le conseil d'administration a approuvé le régime d'achat d'actions actuel (le « régime de 2002 ») pour les cadres supérieurs désignés de la Société. Le régime de 2002 a été approuvé par les actionnaires de la Société le 14 mai 2003. Des limitations ont été mises en place dans le cadre du régime de 2002, notamment le nombre total d'options d'achat d'actions, chacune pouvant être exercée en échange d'une action ordinaire, qui peuvent être émises aux termes du régime de 2002 ne dépassera pas, sans l'accord préalable des actionnaires, 10 % du nombre d'actions ordinaires émises et en circulation.

RONA inc.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

au 28 décembre 2014 et au 29 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et les données par action)

24. PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS (suite)

RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS (suite)

Des modifications ont été adoptées par le conseil d'administration le 8 mars 2007, à l'effet d'adopter les modalités les plus appropriées pour chaque type d'attribution. Depuis le 8 mars 2007, le conseil a approuvé des attributions d'options dont les acquisitions se font sur une période de quatre ans suivant la date anniversaire des attributions, et ce, à raison de 25 % par année.

Au 28 décembre 2014, les 5 076 987 options attribuées (4 640 387 options en 2013) ont des prix d'exercice variant de 9,38 \$ à 26,87 \$ et, de ce nombre, 527 300 options ont été exercées (466 950 options en 2013), 700 058 options ont été expirées (683 558 options en 2013) et 2 079 944 options ont été renoncées (1 928 519 options en 2013).

La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours de l'exercice terminé le 28 décembre 2014 au montant de 3,54 \$ (3,42 \$ en 2013) a été estimée pour chaque tranche d'options à leur date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black-Scholes en fonction des moyennes pondérées des hypothèses suivantes pour les options attribuées au cours de l'exercice :

	2014	2013
Prix de l'action à la date d'attribution	11,51 \$	11,11 \$
Taux d'intérêt sans risque	1,92 à 2,40 %	1,56 à 2,69 %
Volatilité attendue de l'action ^{a)}	27,38 à 28,29 %	27,93 à 28,52 %
Taux de dividendes annuel attendu	1,22 %	1,25 à 1,29 %
Durée de vie prévue	7 à 10 ans	7 à 10 ans
Prix d'exercice à la date d'attribution	11,55 \$	11,04 \$

^{a)} La volatilité attendue est estimée pour chaque tranche d'attribution, compte tenu de la volatilité moyenne historique du prix de l'action sur la même période que la durée prévue des options attribuées.

Le coût de rémunération passé en charges au titre de ce régime est de 1 324 \$ pour l'exercice terminé le 28 décembre 2014 (1 262 \$ en 2013).

Un sommaire de la situation du régime d'options d'achat d'actions de la Société et des changements survenus dans l'année est présenté ci-après :

	Au 28 décembre 2014		Au 29 décembre 2013	
	Options	Prix d'exercice moyen pondéré	Options	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation au début de l'exercice	1 561 360	11,76 \$	1 993 210	13,19 \$
Attribuées	436 600	11,55	748 500	11,04
Exercées	(60 350)	10,46	(279 900)	10,13
Renoncées	(151 425)	12,14	(836 650)	14,88
Expirées	(16 500)	20,27	(63 800)	14,29
En circulation à la fin de l'exercice	1 769 685	11,64	1 561 360	11,76
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice	665 559	12,44 \$	516 254	13,23 \$

Le prix moyen pondéré des actions ordinaires acquises par les optionnaires ayant exercé leur droit d'exercice sur 60 350 options (279 900 options en 2013) pour l'exercice terminé le 28 décembre 2014 est de 13,21 \$ (10,89 \$ en 2013).

Le tableau suivant résume l'information relative aux options d'achat d'actions en circulation au 28 décembre 2014 :

Prix d'exercice	Date d'expiration	Nombre d'options en circulation	Nombre d'options pouvant être exercées
9,38 \$	5 mars 2022	185 025	90 675
9,97 \$	21 septembre 2021	60 000	45 000
10,62 \$	11 mars 2019	102 600	102 600
10,78 \$	23 août 2023	165 700	41 425
11,11 \$	28 mars 2023	446 525	110 975
11,33 \$	20 novembre 2022	128 435	32 109
11,55 \$	3 mars 2024	414 800	-
14,18 \$	1 ^{er} mars 2018	47 800	47 800
14,33 \$	7 mars 2021	108 825	85 000
15,44 \$	9 mars 2020	79 125	79 125
23,58 \$	8 mars 2017	30 850	30 850
		1 769 685	665 559

24. PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS (suite)**RÉGIME D'UNITÉS D'ACTIONS À L'INTENTION DES DIRIGEANTS ET D'EMPLOYÉS CLÉS**

La Société offre un régime d'unités d'actions aux dirigeants et aux employés clés de la Société et de ses filiales en vertu duquel des unités d'actions de négociation restreintes (« UANR ») et des unités d'actions liées au rendement (« UAP ») sont attribuées. Les UANR sont acquises sur la base de l'écoulement du temps après une durée maximale de trois ans. En plus de cette période d'acquisition, les conditions d'acquisition des droits des UAP sont également liées à l'atteinte de cibles de rendement. Les dirigeants et employés clés qui détiennent des UANR et des UAP se verront attribuer des unités additionnelles lorsque des dividendes en espèces sur les actions ordinaires seront versés.

Les UANR et les UAP sont réévaluées à la juste valeur à la date de clôture de chaque période jusqu'à la date d'acquisition en utilisant le cours de l'action ordinaire de la Société. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées comme charges de rémunération et la contrepartie est présentée dans les fournisseurs et autres créditeurs à l'état consolidé de la situation financière. Les UANR et les UAP acquises seront versées, au gré de la Société, en espèces ou en actions ordinaires, achetées sur le marché secondaire, dont la valeur globale sera égale au montant qui serait autrement payé en espèces.

	Au 28 décembre 2014	Au 29 décembre 2013
Nombre d'unités d'actions de négociation restreintes :		
En circulation au début de l'exercice	1 494 823	982 368
Attribuées	507 527	902 355
Expirées	(155 085)	(146 848)
Renoncées	(136 756)	(239 810)
Payées	(28 735)	(3 242)
En circulation à la fin de l'exercice	1 681 774	1 494 823

La charge de rémunération enregistrée dans l'état consolidé du résultat net pour l'exercice terminé le 28 décembre 2014 est de 14 207 \$ (2 618 \$ en 2013) et l'obligation liée à ces régimes comptabilisés à cette date à l'état consolidé de la situation financière est de 17 033 \$ (3 205 \$ en 2013).

RÉGIME D'UNITÉS D'ACTIONS À L'INTENTION DES ADMINISTRATEURS

La Société offre un régime d'unités d'actions différées (« UAD ») à ses administrateurs externes. En vertu de ce régime, les administrateurs peuvent choisir de recevoir sous forme d'UAD tout pourcentage, jusqu'à concurrence de 100 %, des honoraires qui leurs sont payables à l'égard de leurs fonctions d'administrateurs. En vertu de ce régime, un administrateur externe reçoit, en date du dernier jour de chaque trimestre de la Société, un nombre d'UAD égal au montant de rémunération différée pour le trimestre visé, divisé par la juste valeur d'une UAD. Les administrateurs qui détiennent des UAD se verront attribuer des UAD additionnelles lorsque des dividendes en espèces sur les actions ordinaires seront versés. Les UAD attribuées aux termes du régime d'UAD sont rachetables, et la valeur de celles-ci est payable, seulement lorsque le porteur d'UAD a cessé d'être administrateur de la Société. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées comme une charge de rémunération et la contrepartie est présentée dans les fournisseurs et autres créditeurs à l'état consolidé de la situation financière.

	Au 28 décembre 2014	Au 29 décembre 2013
Nombre d'unités d'actions différées :		
En circulation au début de l'exercice	423 285	310 128
Attribuées	121 184	152 947
Payées	(161 364)	(39 790)
En circulation à la fin de l'exercice	383 105	423 285

La charge de rémunération enregistrée dans l'état consolidé du résultat net pour l'exercice terminé le 28 décembre 2014 est de 2 556 \$ (2 808 \$ en 2013) et l'obligation liée à ces régimes comptabilisés à cette date à l'état consolidé de la situation financière est de 5 841 \$ (5 541 \$ en 2013).

25. INFORMATIONS À FOURNIR CONCERNANT LE CAPITAL**GESTION DU CAPITAL**

La Société maintient un niveau de capital lui permettant de rencontrer plusieurs objectifs. Elle vise principalement un ratio de dette nette totale sur le capital favorisant l'accès à des sources de financement suffisantes lui permettant de supporter ses opérations courantes et l'exécution de son plan d'affaires. La dette nette totale se compose des emprunts bancaires et de la dette à long terme moins l'encaisse. Le capital de la Société se compose de la dette nette totale et des capitaux propres.

Au 28 décembre 2014, la Société présente un ratio dette nette totale/capitaux propres de 9,46 % (9,10 % en 2013).

La Société gère sa structure de capital et y apporte des ajustements en fonction des changements qui touchent ses opérations, la conjoncture économique et les caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, la Société peut être amenée à émettre de nouvelles actions, à racheter des actions pour annulation ou à vendre des actifs afin de réduire la dette.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

au 28 décembre 2014 et au 29 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et les données par action)

25. INFORMATIONS À FOURNIR CONCERNANT LE CAPITAL (suite)**DIVIDENDES SUR LES ACTIONS ORDINAIRES**

Le conseil d'administration a approuvé une politique de dividendes selon laquelle un dividende en espèces sera payé aux détenteurs d'actions ordinaires sur une base semi-annuelle lorsque déclaré. Cette politique de dividendes est passée en revue par le conseil d'administration de temps à autre en fonction du flux de trésorerie et du résultat de la Société, de sa position financière et d'autres facteurs pertinents.

Le conseil d'administration de la Société a déclaré les dividendes semi-annuels suivants sur les actions ordinaires payables aux détenteurs inscrits aux dates spécifiées :

28 décembre 2014				29 décembre 2013			
Date de réunion	Date d'inscription	Dividende par action	Date de versement	Date de réunion	Date d'inscription	Dividende par action	Date de versement
18 février 2014	10 mars 2014	0,07 \$	25 mars 2014	20 février 2013	11 mars 2013	0,07 \$	25 mars 2013
12 août 2014	10 septembre 2014	0,07	25 septembre 2014	13 août 2013	10 septembre 2013	0,07	25 septembre 2013

DIVIDENDES SUR LES ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Le conseil d'administration de la Société a déclaré les dividendes trimestriels suivants sur les actions privilégiées catégorie A, série 6, à taux rajusté tous les cinq ans payable aux détenteurs inscrits aux dates spécifiées :

28 décembre 2014				29 décembre 2013			
Date de réunion	Date d'inscription	Dividende par action	Date de versement	Date de réunion	Date d'inscription	Dividende par action	Date de versement
18 février 2014	17 mars 2014	0,3281 \$	31 mars 2014	20 février 2013	15 mars 2013	0,3237 \$	1 ^{er} avril 2013
13 mai 2014	16 juin 2014	0,3281	30 juin 2014	14 mai 2013	14 juin 2013	0,3272	2 juillet 2013
12 août 2014	15 septembre 2014	0,3281	30 septembre 2014	13 août 2013	16 septembre 2013	0,3308	27 septembre 2013
11 novembre 2014	15 décembre 2014	0,3282	31 décembre 2014	12 novembre 2013	16 décembre 2013	0,3308	31 décembre 2013

La politique de dividendes sur actions privilégiées est passée en revue par le conseil d'administration de temps à autre en fonction du flux de trésorerie et du résultat de la Société, de sa position financière et d'autres facteurs pertinents.

FACILITÉ DE CRÉDIT

La facilité de crédit de la Société est assortie de certaines clauses restrictives touchant, entre autres, le ratio de levier financier et les ratios de couverture d'intérêts. Ces ratios sont soumis trimestriellement au conseil d'administration de la Société et ont été respectés pour les exercices terminés le 28 décembre 2014 et le 29 décembre 2013. À l'exception des clauses restrictives liées à la facilité de crédit, la Société n'est soumise à aucune exigence en matière de capital imposée par des tiers.

26. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS**JUSTE VALEUR**

Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées pour déterminer la juste valeur estimative de chaque catégorie d'instruments financiers :

- La juste valeur de l'encaisse, des clients et autres débiteurs, des fournisseurs et autres créiteurs et des dividendes à payer est comparable à leur valeur comptable en raison des courtes échéances ;
- La juste valeur des emprunts bancaires, de la facilité de crédit et des obligations relatives aux biens loués est comparable à leur valeur comptable puisqu'ils portent intérêt à des taux comparables à ceux du marché à la date de clôture ;
- La juste valeur des débetures a été déterminée en fonction de leurs cours acheteurs à la date de clôture ;
- La juste valeur des prêts et avances, du placement en actions ordinaires, des emprunts hypothécaires et des soldes de prix d'achats a été déterminée à partir du calcul des flux monétaires actualisés en utilisant les taux d'intérêt effectifs que pourrait obtenir la Société à la date de clôture pour des instruments similaires ;
- La juste valeur des instruments financiers dérivés a été déterminée en comparant les taux contractuels des dérivés avec les taux en vigueur lors de la réévaluation de ceux-ci avec des contrats ayant les mêmes caractéristiques (données observables sur le marché).

RONA inc.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

au 28 décembre 2014 et au 29 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et les données par action)

26. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

JUSTE VALEUR (suite)

La hiérarchie des justes valeurs, la valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers sont les suivantes :

	Niveau	Au 28 décembre 2014		Au 29 décembre 2013	
		Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
PRÊTS ET CRÉANCES					
Encaisse	2	16 942 \$	16 942 \$	8 245 \$	8 245 \$
Clients et autres débiteurs	3	263 389	263 389	256 299	256 299
Prêts et avances	3	8 640	8 640	12 389	12 389
PLACEMENTS DISPONIBLES À LA VENTE					
Placement en actions ordinaires	3	1 089	1 089	–	–
ACTIFS À LA JUSTE VALEUR DÉSIGNÉS COMME COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE					
Instruments financiers dérivés	2	3 602	3 602	–	–
AUTRES PASSIFS FINANCIERS					
Emprunts bancaires	2	1 055	1 055	2 533	2 533
Fournisseurs et autres créditeurs ^{a)}	2	383 672	383 672	343 169	343 169
Dividendes à payer	2	2 265	2 265	2 283	2 283
Débiteures	2	116 488	120 930	116 341	121 397
Facilité de crédit	2	65 231	65 231	44 960	44 960
Emprunts hypothécaires et soldes de prix d'achats	2	3 738	3 574	11 056	10 836
PASSIFS À LA JUSTE VALEUR DÉSIGNÉS COMME COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE					
Instruments financiers dérivés	2	14	14	1 941	1 941
AUTRES PASSIFS					
Obligations relatives aux biens loués	2	364 \$	364 \$	553 \$	553 \$

^{a)} Comprend les dettes fournisseurs, les charges courues à payer et certains passifs liés à la paie.

HIÉRARCHIE DES JUSTES VALEURS

La Société applique principalement l'approche de marché pour les évaluations récurrentes de justes valeurs de ses instruments financiers comptabilisés à la juste valeur. Les trois niveaux de données d'entrée qui peuvent être utilisés pour évaluer la juste valeur sont définis ainsi :

Niveau 1 – Les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ;

Niveau 2 – Les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (tel que des prix) ou indirectement (tel que des dérivés de prix) ;

Niveau 3 – Les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

PRODUITS FINANCIERS ET CHARGES FINANCIÈRES

Les produits, charges, profits et pertes comptabilisés à l'état consolidé du résultat net, générés par des actifs ou des passifs financiers, qui ne sont pas comptabilisés à leur juste valeur par le biais de l'état consolidé du résultat net, sont les suivants :

	Notes	2014	2013
Intérêts sur les clients et autres débiteurs		4 517 \$	5 137 \$
Intérêts sur les autres actifs financiers	12	484	528
Total des produits financiers	5.1	5 001 \$	5 665 \$
Intérêts sur la dette à long terme		12 553 \$	10 335 \$
Intérêts sur les emprunts bancaires		1 355	1 752
		13 908	12 087
Charges financières liées aux contrats déficitaires	21	2 330	1 913
Total des charges financières		16 238 \$	14 000 \$

OBJECTIFS ET MÉTHODES EN MATIÈRE DE GESTION DES RISQUES

La Société, dans le cours normal de ses activités, est exposée à différents risques relatifs à ces instruments financiers. Les principaux types de risques sont le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de change et de sensibilité aux monnaies étrangères, ainsi que le risque de taux d'intérêt.

La Société gère les risques en étroite collaboration avec le conseil d'administration. Les objectifs poursuivis visent à assurer la disponibilité de quantités suffisantes de flux de trésorerie à court et moyen terme de la Société en réduisant l'exposition aux risques liés aux marchés des capitaux.

La Société ne négocie pas d'actifs financiers ni d'instruments financiers dérivés à des fins spéculatives et ne vend pas d'options. Les principaux risques financiers auxquels la Société est exposée sont décrits plus loin.

RONA inc.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

au 28 décembre 2014 et au 29 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et les données par action)

26. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit fait référence au risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une ou l'autre de ses obligations et amène de ce fait la Société à subir une perte financière, les principaux risques étant liés aux clients et autres débiteurs ainsi qu'aux prêts et avances de la Société. Celle-ci peut également être exposée au risque de crédit en raison de son encaisse et de ses contrats de change à terme, qui est géré en ne traitant qu'avec des institutions financières de grande envergure.

Pour gérer le risque de crédit sur les clients et autres débiteurs ainsi que sur les prêts et avances, la Société détient des hypothèques sur certains biens meubles et immeubles appartenant à ses débiteurs ainsi que des cautionnements et examine régulièrement leur solidité financière. Des provisions pour créances douteuses sont comptabilisées à la date de l'état de la situation financière afin de tenir compte des pertes potentielles et ces provisions sont établies client par client. La Société estime que la qualité du crédit de tous les actifs financiers qui ne sont pas dépréciés ou en souffrance, à la date de clôture, est bonne.

Le classement chronologique des comptes clients est le suivant :

	Note	Au 28 décembre 2014	Au 29 décembre 2013
Courant		161 373 \$	155 031 \$
Montant dû depuis 0 à 30 jours		38 735	38 650
Montant dû depuis 31 à 120 jours		19 979	22 473
Montant dû depuis plus de 121 jours		42 756	36 163
Comptes clients		262 843	252 317
Moins : provision pour créances douteuses		10 585	12 231
Solde à la fin de l'exercice	11	252 258 \$	240 086 \$

La provision pour créances douteuses est principalement pour les montants dus depuis plus de 121 jours.

L'évolution de la provision pour créances douteuses qui a été constituée à l'égard des comptes clients est présentée ci-après :

	Au 28 décembre 2014	Au 29 décembre 2013
Solde au début de l'exercice	12 231 \$	14 748 \$
Créances douteuses	3 335	4 566
Radiations	(4 981)	(7 083)
Solde à la fin de l'exercice	10 585 \$	12 231 \$

Au 28 décembre 2014, l'exposition maximale au risque de crédit est de 293 662 \$ (276 933 \$ au 29 décembre 2013), ce qui représente la valeur comptable des instruments financiers inscrits à l'actif de la Société, incluant l'encaisse au montant de 16 942 \$ (8 245 \$ au 29 décembre 2013). Les créances douteuses sont comptabilisées dans les frais de vente, généraux et d'administration (note 5.1).

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que la Société ne puisse pas satisfaire à ses obligations à temps ou à un prix raisonnable. La Société gère son risque de liquidité en tenant compte des besoins opérationnels et en recourant à de multiples sources de financement pour maintenir sa flexibilité. La Société établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour rencontrer ses obligations. Au cours des dernières années, la Société a financé l'accroissement de sa capacité, l'augmentation de son chiffre d'affaires, ses besoins en fonds de roulement et ses acquisitions, principalement par des fonds autogénérés, par l'émission de débentures et par l'utilisation régulière de sa facilité de crédit rotatif.

Les tableaux suivants indiquent les montants non actualisés exigibles aux dates d'échéance contractuelle des passifs financiers, y compris les versements d'intérêts, le cas échéant :

Au 28 décembre 2014	Total	Moins de 1 an	Entre 1 et 3 ans	Entre 3 et 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts bancaires	1 055 \$	1 055 \$	– \$	– \$	– \$
Fournisseurs et autres créditeurs ^{a)}	383 672	383 672	–	–	–
Dividendes à payer	2 265	2 265	–	–	–
Débentures	128 219	6 291	121 928	–	–
Facilité de crédit rotatif	65 231	–	65 231	–	–
Emprunts hypothécaires et soldes de prix d'achats	3 810	1 955	1 836	19	–
Obligations relatives aux biens loués	396	208	188	–	–
Instruments financiers dérivés	14	14	–	–	–
Total	584 662 \$	395 460 \$	189 183 \$	19 \$	– \$

^{a)} Comprend les dettes fournisseurs, les charges courues à payer et certains passifs liés à la paie.

RONA inc.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

au 28 décembre 2014 et au 29 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et les données par action)

26. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

RISQUE DE LIQUIDITÉ (suite)

Au 29 décembre 2013	Total	Moins de 1 an	Entre 1 et 3 ans	Entre 3 et 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts bancaires	2 533 \$	2 533 \$	– \$	– \$	– \$
Fournisseurs et autres créditeurs ^{a)}	343 169	343 169	–	–	–
Dividendes à payer	2 283	2 283	–	–	–
Déventures	134 511	6 291	128 220	–	–
Facilité de crédit rotatif	44 960	–	44 960	–	–
Emprunts hypothécaires et soldes de prix d'achats	11 056	8 204	1 544	138	1 170
Obligations relatives aux biens loués	604	236	334	34	–
Instruments financiers dérivés	1 941	1 941	–	–	–
Total	541 057 \$	364 657 \$	175 058 \$	172 \$	1 170 \$

^{a)} Comprend les dettes fournisseurs, les charges courues à payer et certains passifs liés à la paie.

RISQUE DE CHANGE ET SENSIBILITÉ AUX MONNAIES ÉTRANGÈRES

Le risque de change de la Société provient principalement d'achats faits en dollars américains. Afin de limiter les impacts sur le résultat net dus à la variation du dollar canadien par rapport au dollar américain, la Société a principalement recours à des contrats de change à terme.

Les tableaux suivants présentent les instruments financiers dérivés utilisés pour couvrir les risques liés à la variation des taux de change pour les achats libellés en devises étrangères :

					Au 28 décembre 2014	
Instruments	Échéance		Devise	Taux moyen	Principal	
Contrats de change à terme	Jusqu'en juin 2015	Achat/vente	USD/CAD	1,1230	88 500 USD	
Swap de devise	Janvier 2015	Achat/vente	USD/CAD	1,1637	10 500 USD	

					Au 29 décembre 2013	
Instruments	Échéance		Devise	Taux moyen	Principal	
Contrats de change à terme	Jusqu'en juin 2014	Achat/vente	USD/CAD	1,0520	77 100 USD	
Contrats de change à terme	Janvier 2014	Vente/achat	EUR/USD	1,3466	9 591 USD	
Swap de devise	Janvier 2014	Achat/vente	EUR/CAD	1,4633	7 110 EUR	

Les gains de 1 367 \$ (pertes de 3 062 \$ en 2013) réalisés à l'égard des instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie ont été comptabilisés sur la même ligne dans l'état consolidé du résultat net que l'élément couvert, soit dans le compte de coût des marchandises vendues.

Le 28 décembre 2014, une variation de 1 %, à la hausse ou à la baisse du dollar canadien en comparaison avec le dollar américain, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, n'aurait pas eu d'impact important sur le résultat net, mais le total des autres éléments du résultat étendu et les capitaux propres auraient été supérieurs ou inférieurs de 1 142 \$ (819 \$ au 29 décembre 2013).

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Dans le cours normal de ses affaires, la Société est exposée à un risque de fluctuations de taux d'intérêt en raison des prêts et créances qu'elle consent ainsi que des emprunts qu'elle contracte à des taux variables. La Société gère son exposition aux variations de taux d'intérêt par une répartition de sa dette financière entre des instruments comportant des taux fixes et des taux variables.

La valeur comptable de ces instruments est la suivante :

	Au 28 décembre 2014	Au 29 décembre 2013
INSTRUMENTS À TAUX FIXES		
Passifs financiers	120 340 \$	127 648 \$
INSTRUMENTS À TAUX VARIABLES		
Actifs financiers	26 891 \$	20 450 \$
Passifs financiers	66 535	47 795
Passifs financiers nets	39 644 \$	27 345 \$

Le 28 décembre 2014, si les taux d'intérêt des instruments à taux variables avaient varié de 25 points de base, à la hausse ou à la baisse, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, le résultat net et les capitaux propres de la Société auraient été inférieurs ou supérieurs de 73 \$ (50 \$ au 29 décembre 2013).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

au 28 décembre 2014 et au 29 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et les données par action)

27. AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

La Société maintient huit régimes à cotisations définies (huit en 2013) et cinq à prestations définies (cinq en 2013). Les régimes à prestations définies les plus significatifs sont principalement fondés sur des salaires de fin de carrière. La Société n'offre pas de régime d'assurance médicale postérieur à l'emploi.

RÉGIMES À COTISATIONS DÉFINIES

La charge au titre des régimes à cotisations définies est de 8 332 \$ pour l'exercice terminé le 28 décembre 2014 (12 804 \$ en 2013).

RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

Les régimes à prestations définies font l'objet d'une évaluation actuarielle aux fins de la capitalisation tous les ans ou tous les trois ans.

Les différents régimes exposent la Société aux risques suivants :

- Risque d'investissement : les obligations au titre des prestations définies sont calculées en utilisant un taux d'actualisation basé sur des placements de première catégorie. Si les rendements des actifs du régime sont inférieurs à ce taux, un déficit du régime sera créé ;
- Risque de taux d'intérêt : une variation des taux obligataires d'entités canadiennes de première catégorie affectera la valeur des obligations au titre des prestations définies ;
- Risque de longévité : une amélioration plus importante de l'espérance de vie des participants des régimes que celle prévue dans les tables de mortalité utilisées augmentera la valeur des obligations au titre des prestations définies ;
- Risque d'inflation : les obligations au titre des prestations définies sont calculées en considérant un certain niveau d'inflation. Une inflation réelle supérieure à celle anticipée aura pour effet d'augmenter la valeur des obligations au titre des prestations définies.

Les informations relatives aux régimes à prestations définies, prises collectivement, se présentent comme suit :

	Au 28 décembre 2014	Au 29 décembre 2013
OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DÉFINIES		
Solde au début de l'exercice	66 162 \$	66 646 \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	555	737
Cotisations des participants aux régimes	15	18
Charges financières	3 085	2 912
Prestations versées	(4 290)	(5 219)
(Gains) pertes actuariels provenant de :		
Ajustements liés à l'expérience	540	(551)
Changements dans les hypothèses démographiques	(1 124)	4 195
Changements dans les hypothèses financières	6 968	(2 576)
Solde à la fin de l'exercice	71 911 \$	66 162 \$
ACTIFS DES RÉGIMES DE RETRAITE		
Juste valeur au début de l'exercice	63 789 \$	60 255 \$
Produits financiers	2 895	2 648
Rendements de l'actif (excluant les montants inclus dans les charges financières nettes)	2 918	4 216
Cotisations de l'employeur	2 070	2 362
Cotisations des participants aux régimes	15	18
Charges administratives	(535)	(491)
Prestations versées	(4 290)	(5 219)
Juste valeur à la fin de l'exercice	66 862 \$	63 789 \$
Situation de capitalisation - déficit	(5 049) \$	(2 373) \$
Incidence dans la limite de l'actif	(63)	(111)
Passif comptabilisé à l'égard des exigences de financement minimal	(8 168)	(540)
Passif net au titre des régimes à prestations définies	(13 280) \$	(3 024) \$

Les montants ci-dessus se rapportent majoritairement à des régimes qui ne sont pas entièrement capitalisés.

L'actif (passif) net au titre des prestations définies est présenté comme suit à l'état consolidé de la situation financière de la Société :

	Notes	Au 28 décembre 2014	Au 29 décembre 2013
Actif au titre des régimes à prestations définies compris dans les autres actifs non courants	17	2 943 \$	5 244 \$
Passif au titre des régimes à prestations définies compris dans les autres passifs non courants	20	(16 223)	(8 268)
Passif net au titre des régimes à prestations définies		(13 280) \$	(3 024) \$

RONA inc.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

au 28 décembre 2014 et au 29 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et les données par action)

27. AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (suite)

RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES (suite)

Les actifs des régimes ne comprennent aucun instrument financier ou des actifs occupés ou utilisés par la Société. Les actifs des régimes de retraite sont répartis entre les principales catégories de placements suivants :

	Au 28 décembre 2014	Au 29 décembre 2013
Titres à revenus fixes	35 %	29 %
Actions	41 %	41 %
Dépôts en fiducie	17 %	22 %
Autres	7 %	8 %
	100 %	100 %

La juste valeur de tous les titres détenus repose directement sur un cours de marché pour le même instrument sans ajustement ou est établie au moyen de techniques d'évaluation dans le cadre desquelles toutes les données d'entrée importantes sont fondées sur des données de marché observables.

MONTANTS COMPTABILISÉS DANS L'ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT NET

Les charges au titre des prestations définies totales comptabilisées en résultat net pour les exercices terminés le 28 décembre 2014 et le 29 décembre 2013 se présentent comme suit :

	Note	2014	2013
Coût des services rendus		555 \$	737 \$
Charges administratives		535	491
Charges financières nettes		221	283
Charges au titre des prestations définies	5.3	1 311 \$	1 511 \$

RÉÉVALUATIONS DU PASSIF NET AU TITRE DES PRESTATIONS DÉFINIES COMPTABILISÉES DANS L'ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

Les montants suivants incluent des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement au résultat net :

	Note	2014	2013
Gains (pertes) actuariels provenant de :			
Ajustements liés à l'expérience		(540) \$	551 \$
Changements dans les hypothèses démographiques		1 124	(4 195)
Changements dans les hypothèses financières		(6 968)	2 576
Rendement de l'actif (excluant les montants inclus dans les charges financières nettes)		2 918	4 216
Incidence dans la limite de l'actif		53	(111)
Incidence de la réévaluation ultérieure du passif au titre de l'exigence de financement minimal		(7 602)	(97)
Total		(11 015)	2 940
Recouvrement (charge) d'impôts différés	7	2 928	(810)
Réévaluations du passif net au titre des prestations définies		(8 087) \$	2 130 \$

Le taux moyen pondéré utilisé pour actualiser les obligations au titre des prestations définies pour l'exercice terminé le 28 décembre 2014 est de 4,00% (4,75 % pour 2013). Les hypothèses de mortalité sont basées sur les statistiques et les tables de mortalité publiées au Canada, soit la table de mortalité CPM 2014 pour le secteur privé (RRA 2014 combiné en 2013). La durée moyenne pondérée de l'obligation au titre des prestations définies à la fin de la période est de 14,2 ans (15,3 ans en 2013).

Les hypothèses actuarielles significatives pour la détermination des obligations au titre des prestations définies sont le taux d'actualisation et les hypothèses de mortalité. Les analyses de sensibilité ci-dessous ont été déterminées sur la base de changements raisonnablement possibles des hypothèses respectives se produisant à la fin de la période considérée, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes.

- Au 28 décembre 2014, si le taux d'actualisation est de 100 points de base supérieur (inférieur), les obligations au titre des prestations définies diminueraient de 9 072 \$ (hausse de 11 197 \$). Au 29 décembre 2013, pour une variation similaire du taux d'actualisation, les obligations au titre des prestations définies diminueraient de 9 087 \$ (hausse de 11 227 \$) ;
- Au 28 décembre 2014, si le taux de mortalité est de 10 % supérieur (inférieur), les obligations au titre des prestations définies diminueraient de 1 061 \$ (hausse de 1 157 \$). Au 29 décembre 2013, pour une variation similaire du taux de mortalité, les obligations au titre des prestations définies diminueraient de 898 \$ (hausse de 968 \$) ;

L'analyse de sensibilité ci-dessus peut ne pas être représentative de l'évolution réelle des obligations au titre des prestations définies, car il est peu probable que des variations dans les hypothèses se produiraient isolément les unes des autres et que certaines des hypothèses peuvent être corrélées. Les hypothèses ont été élaborées par la direction en tenant compte des conseils d'évaluateurs actuariels indépendants. Les obligations au titre des prestations définies de la Société des périodes de présentation de l'information financière ont été déterminées à partir des hypothèses qui doivent être considérées comme la meilleure estimation de la direction. Toutefois, les résultats réels pourraient être différents.

Compte tenu des données historiques, la Société s'attend à ce que des cotisations de 2 582 \$ soient versées pour l'exercice 2015.

RONA inc.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

au 28 décembre 2014 et au 29 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et les données par action)

28. INFORMATIONS SUR LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE

La liste des principales entreprises dans lesquelles la Société détient des intérêts et qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence est la suivante :

	Pays	Relation	Au 28 décembre 2014	Au 29 décembre 2013
ENTREPRISES DU SECTEUR DU DÉTAIL				
Northumberland Building Materials Ltd. 9065-9129 Québec inc.	Canada	Coentreprise	49,90 %	49,90 %
9051-5107 Québec inc.	Canada	Coentreprise	49,00 %	49,00 %
9171-4220 Québec inc.	Canada	Coentreprise	42,10 %	42,10 %
	Canada	Coentreprise	20,00 %	20,00 %
REGROUPEMENT D'ACHATS				
A.R.E.N.A. SAS ^{a)}	France	Entreprise associée	s.o.	13,00 %

^{a)} Au cours de l'exercice terminé le 28 décembre 2014, le placement dans A.R.E.N.A SAS a été disposé.

La Société détient la quote-part suivante des éléments d'actif, de passif, de résultat et de flux de trésorerie relativement à ses intérêts dans des entreprises mises en équivalence :

	Note	2014	2013
ÉTATS DU RÉSULTAT NET			
Produits		33 432 \$	37 518 \$
Résultat avant intérêts, impôts, amortissements, dépréciation d'actifs non financiers et autres charges		1 828	3 196
Résultat net	5.1	865	1 599

	2014	2013
TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE		
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	986 \$	1 009 \$
Flux de trésorerie utilisé pour des activités d'investissement	(46)	(1 391)
Flux de trésorerie utilisé pour des activités de financement	(656)	(890)

	Au 28 décembre 2014	Au 29 décembre 2013
ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE		
ACTIF		
Actifs courants	8 142 \$	13 107 \$
Actifs non courants	14 059	14 600
Total de l'actif	22 151	27 707
PASSIF		
Passifs courants	4 686	6 696
Passifs non courants	5 195	5 612
Total du passif	9 881 \$	12 308 \$

Rapprochement entre les informations financières résumées et la valeur comptable des placements dans les entreprises mises en équivalence :

	2014	2013
Actif net au début de l'exercice	58 554 \$	60 309 \$
Résultat net	2 679	9 587
Dividendes	(4 943)	(14 071)
Autres éléments du résultat global	–	2 729
Cession d'une entreprise associée	(22 747)	–
Actif net à la fin de l'exercice	33 543 \$	58 554 \$
Placements dans des entreprises mises en équivalence	12 619 \$	15 615 \$
Goodwill	216	216
Valeur comptable	12 403 \$	15 399 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

au 28 décembre 2014 et au 29 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et les données par action)

29. INFORMATIONS SECTORIELLES DES ACTIVITÉS POURSUIVIES

	Notes	2014			2013		
		Détail	Distribution	Total	Détail	Distribution	Total
Produits des secteurs		2 926 177 \$	2 387 586 \$	5 313 763 \$	3 003 669 \$	2 353 169 \$	5 356 838 \$
Produits intersectoriels et redevances		10 619	1 206 789	1 217 408	14 646	1 150 000	1 164 646
Produits provenant des clients externes		2 915 558	1 180 797	4 096 355	2 989 023	1 203 169	4 192 192
Résultat avant intérêts, impôts, amortissements, dépréciation d'actifs non financiers, charges de restructuration et autres charges		188 920	46 453	235 373	130 974	31 114	162 088
Charges de restructuration et autres charges	5.4	23 697	–	23 697	78 501	4 378	82 879
Résultat avant intérêts, impôts, amortissements et dépréciation d'actifs non financiers		165 223	46 453	211 676	52 473	26 736	79 209
Amortissements et dépréciation d'actifs non financiers	5.2			91 042			113 850
Résultat opérationnel				120 634			(34 641)
Charges financières	26			16 238			14 000
Résultat avant la charge d'impôts sur le résultat				104 396 \$			(48 641) \$

RÉVISION DE LA RÉPARTITION DE CERTAINS COÛTS INTERSECTORIELS

Au premier trimestre de 2014, à la suite des changements importants ayant affecté la Société en 2013, notamment les initiatives de restructurations et la vente de la division du marché commercial et professionnel en octobre 2013, la Société a revu la répartition du coût des marchandises vendues et des frais administratifs entre les deux secteurs opérationnels, soit le détail et la distribution. Cette nouvelle répartition résulte en une meilleure estimation de la performance financière des deux secteurs opérationnels de la Société.

Les résultats sectoriels ont ainsi été révisés pour tenir compte de l'effet de plus en plus important du secteur du détail sur les conditions d'achat de l'ensemble de la Société et pour tenir compte d'une base de répartition légèrement différente pour les frais administratifs.

Aux fins des résultats comparatifs, cette révision de la répartition entre les deux secteurs opérationnels a également été reflétée dans les résultats de l'exercice terminé le 29 décembre 2013 de la façon suivante :

	Détail	Distribution	Total
Résultat avant intérêts, impôts, amortissements, dépréciation d'actifs non financiers, charges de restructuration et autres coûts			
Tel que présenté	97 227 \$	64 861 \$	162 088 \$
Répartition	33 747	(33 747)	–
Retraité	130 974 \$	31 114 \$	162 088 \$
Charges de restructuration et autres coûts			
Tel que présenté	79 231 \$	3 648 \$	82 879 \$
Répartition	(730)	730	–
Retraité	78 501 \$	4 378 \$	82 879 \$
Résultat avant intérêts, impôts, amortissements, dépréciation d'actifs non financiers			
Tel que présenté	17 996 \$	61 213 \$	79 209 \$
Répartition	34 477	(34 477)	–
Retraité	52 473 \$	26 736 \$	79 209 \$

RONA inc.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

au 28 décembre 2014 et au 29 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et les données par action)

30. RÉSULTAT NET PAR ACTION

Le tableau suivant présente le calcul du résultat net de base et dilué par action :

	2014	2013
Résultat net des activités poursuivies attribuable aux propriétaires de RONA inc.	74 450 \$	(36 614) \$
Dividendes sur actions privilégiées, incluant les impôts	(9 267)	(9 288)
Résultat net des activités poursuivies attribuable aux actions participantes	65 183	(45 902)
Résultat net des activités abandonnées	1 360	(117 417)
Résultat net de la période attribuable aux actions participantes	66 543	(163 319)
Nombre d'actions (en unité)		
Moyenne pondérée des actions utilisée pour le calcul du résultat net de base par action attribuable aux propriétaires de RONA inc.	118 384 116	121 779 137
Effet de dilution ^{a)}	80 874	-
Moyenne pondérée des actions utilisées pour le calcul du résultat net dilué par action attribuable aux propriétaires de RONA inc.	118 464 990	121 779 137
Résultat net de base et dilué par action attribuable aux propriétaires de RONA inc. :		
Activités poursuivies	0,55 \$	(0,38) \$
Activités abandonnées	0,01	(0,96)
	0,56 \$	(1,34) \$

^{a)} Au 28 décembre 2014, 809 835 options d'achat d'actions (1 561 360 options en 2013) n'ont pas été incluses dans le calcul du résultat net dilué par action attribuable aux propriétaires de RONA inc. puisque ces options ont un effet anti-dilutif.

31. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

TRANSACTIONS AVEC LES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants de la Société sont composés des membres du conseil d'administration et du comité de direction. Pour les exercices terminés le 28 décembre 2014 et le 29 décembre 2013, leur rémunération est composée des éléments suivants :

	2014	2013
Avantages du personnel à court terme	4 893 \$	3 727 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	923	623
Paiements fondés sur des actions	10 013	5 473
Prestation de cessation d'emploi	-	426
	15 829 \$	10 249 \$

Les avantages du personnel à court terme consistent en une rémunération forfaitaire en espèces, des jetons de présence ainsi que des honoraires pour les membres du conseil d'administration. Pour les membres du comité de direction, cette rémunération est composée principalement d'un salaire et d'une prime incitative à court terme basée sur des mesures de performances individuelles et des objectifs de la Société. Les membres du comité de direction ont aussi droit à divers avantages indirects, dont une allocation d'automobile, des soins médicaux et des services de planification financière.

Le régime de retraite à l'intention des membres du comité de direction est composé d'un régime de base à cotisations définies et d'un régime complémentaire, qui est un régime à prestations définies. Le régime de base vise à accumuler sur une base annuelle le montant maximal autorisé par les autorités fiscales. Le régime complémentaire, jumelé au régime de base, vise à fournir aux membres du comité de direction un revenu de retraite correspondant à 18 % du salaire et de la prime incitative à court terme versée au cours d'une année donnée, majorée d'un rendement annuel. Le régime complémentaire comprend un critère d'acquisition sur une période de dix ans en ce qui concerne l'acquisition des droits relatifs à la contribution de l'employeur pour certains dirigeants ainsi que des restrictions en matière de non-concurrence.

Les paiements fondés sur des actions consistent en un régime d'options d'achat d'actions, des UANR, des UAP et des UAD qui sont décrits à la note 24.

TRANSACTIONS AVEC LES FILIALES ET LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE

RONA inc. est la partie qui exerce le contrôle ultime de la Société.

Les transactions entre la Société et ses filiales, qui sont des parties liées, sont éliminées lors de la consolidation et ne sont pas présentées dans cette note.

RONA inc.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

au 28 décembre 2014 et au 29 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les actions et les données par action)

31. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES (suite)

Les transactions entre la Société et les entreprises mises en équivalence, qui sont des parties liées et qui n'ont pas été éliminées lors de la consolidation, sont résumées ci-dessous :

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
ÉTATS DU RÉSULTAT NET		
Ventes de marchandises	64 481 \$	62 691 \$
Rabais pour quantités	678	4 528
Revenus de location	2 087	2 098
	Au 28 décembre 2014	Au 29 décembre 2013
ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE		
Clients et autres débiteurs	5 623 \$	4 535 \$

Sauf indication contraire, aucune de ces transactions ne comporte de caractéristiques ni conditions spéciales.

La liste des principales filiales de la Société, qui sont toutes canadiennes, et la proportion de la participation et des droits de vote détenus, est la suivante :

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Société en commandite 220 Immobilière	100 %	100 %
RONA Revy inc. ^{a)}	s.o.	100 %
4536631 Canada inc. ^{a)}	s.o.	100 %

^{a)} Au cours de l'exercice terminé le 28 décembre 2014, les sociétés RONA Revy inc. et 4536631 Canada inc. ont été fusionnées avec RONA Inc.

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Robert Chevrier, FCA

Président exécutif du conseil d'administration de RONA, président du conseil d'administration d'Uni-Sélect (grossiste indépendant de pièces automobiles) et ancien président du conseil d'administration de Quincaillerie Richelieu Ltée (importateur, distributeur et fabricant de quincaillerie spécialisée et de produits complémentaires)

Suzanne Blanchet

Vice-présidente principale, Développement corporatif de Cascades inc. (produits d'emballage et de tissu composés de fibres recyclées)

Réal Brunet

Administrateur de sociétés et ancien associé chargé de la vérification et associé conseil senior au sein d'Ernst & Young (entreprise de services professionnels)

Eric Claus

Président et chef de la direction de Red Apple Stores Inc. (commerce de détail) et ancien président et chef de la direction de The Great Atlantic and Pacific Tea Company (chaîne de supermarchés)

Bernard Dorval

Administrateur de sociétés et ancien chef de groupe, Assurance et Développement international du Groupe Financier Banque TD et président suppléant de TD Canada Trust

Guy Dufresne

Administrateur de sociétés et ancien président et chef de la direction d'ArcelorMittal Mines Canada Inc. (société minière)

Barry Gilbertson

Directeur au sein de Barry Gilbertson Consultancy (firme d'experts-conseils en immobilier)

Denise Martin

Administratrice de sociétés et ancienne vice-présidente et directrice générale de McMahon Distributeur pharmaceutique inc. (filiale de Metro inc. et société de distribution de produits pharmaceutiques)

James Pantelidis

Président du conseil d'administration de EnerCare Inc. (chauffage), de Parkland Fuel Corporation (industrie de l'énergie en aval) et administrateur de sociétés

Robert Paré

Avocat en droit corporatif et associé de Fasken Martineau Dumoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l. (cabinet d'avocats) et administrateur de sociétés

Steven P. Richardson

Administrateur de sociétés et ancien membre du conseil d'administration, président du comité de gouvernance et de la rémunération et membre du comité d'audit de Sterling Shoes Inc. (magasins de chaussures) et administrateur, co-président du comité de rémunération, président du comité spécial et membre du comité d'audit d'easyhome Ltd. (fournisseur de services financiers)

Robert Sawyer

Président et chef de la direction de RONA et ancien vice-président exécutif et chef de l'exploitation chez Metro inc. (société alimentaire canadienne)

Wesley Voorheis

Administrateur de sociétés et associé au sein de Voorheis & Co. LLP (cabinet d'avocats) et directeur général, VC & Co. Incorporated

MEMBRES DU COMITÉ DE DIRECTION

Robert Sawyer

Président et chef de la direction

Dominique Boies

Premier vice-président et chef de la direction financière

Alain Brisebois

Premier vice-président et chef de la direction commerciale

Chantal Glenisson

Vice-présidente principale et directrice générale de Réno-Dépôt

Christian Proulx

Vice-président principal – Ressources humaines et communications

Luc Rodier

Premier vice-président – Détail

AGENT DE TRANSFERT

Société de fiducie Computershare du Canada
700-1500, rue University
Montréal, Québec H3A 3S8

BANQUIERS

Banque de Montréal
Banque de Nouvelle-Écosse
Banque Nationale du Canada
Banque Royale du Canada
Caisse Centrale Desjardins

AUDITEURS EXTERNES

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
Comptables professionnels agréés

POUR RENSEIGNEMENTS

France Charlebois

Secrétaire corporatif et chef des services juridiques
Téléphone : 514 599-5900, poste 5155
france.charlebois@rona.ca

André Lavoie

Vice-président – Finances et relations avec les investisseurs
Téléphone : 514 599-5900, poste 8356
andre.lavoie@rona.ca

Siège social de RONA

220, chemin du Tremblay, Boucherville, Québec J4B 8H7
Téléphone : 514 599-5100

DATES IMPORTANTES

Fin de l'année financière : 27 décembre 2015
Dates de diffusion des résultats trimestriels
Premier trimestre : 12 mai 2015
Deuxième trimestre : 11 août 2015
Troisième trimestre : 10 novembre 2015
Quatrième trimestre : 16 février 2016

Assemblée annuelle des actionnaires : 12 mai 2015





RONA.CA

